



VALBIOTIS

SA au capital de 228 220,00 €
Siège social : 40 Rue Chef de Baie, 17000 La Rochelle
RCS La Rochelle 800 297 194

NOTE D'OPERATION

Mise à la disposition du public à l'occasion :

- de l'admission aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext à Paris (i) de l'intégralité des 1 410 000 actions ordinaires existantes, (ii) de l'intégralité des 872 200 actions ordinaires nouvelles à provenir de la conversion automatique, à la date d'admission aux négociations des actions de la Société sur le marché Alternext de Euronext Paris, des actions de préférence existantes en actions ordinaires et (iii) d'un maximum de 200 474 actions ordinaires à provenir de la conversion automatique, à la date d'admission aux négociations de la Société sur le marché Alternext de Euronext Paris, des obligations convertibles émises par la Société ; et
- du placement dans le cadre d'une offre à prix ouvert auprès du public en France (l'« **Offre à Prix Ouvert** ») et d'un placement global auprès d'investisseurs institutionnels en France et hors de France (le « **Placement Global** »), ensemble avec l'Offre à Prix Ouvert constituant l'« **Offre** » de 952 381 actions nouvelles à émettre par la Société dans le cadre d'une augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires à souscrire en numéraire par voie d'offre au public, pour un montant de l'ordre de **10,0 M€** sur la base d'un prix médian par action, pouvant être porté à un maximum de 1 095 238 actions nouvelles en cas d'exercice en totalité de la Clause d'Extension et porté à un maximum de 1 259 523 actions nouvelles en cas d'exercice en totalité de l'Option de Surallocation.

Durée de l'Offre à Prix Ouvert et du Placement Global : du 16 mai au 1^{er} juin 2017 (inclus)

**Fourchette indicative de prix applicable à l'Offre :
entre 8,93 euros et 12,07 euros par action**

Le prix de l'Offre pourra être fixé en dessous de 8,93 euros par action sous certaines conditions. En cas de modification de la borne haute de la fourchette ou de fixation du prix au-dessus de 12,07 euros par action, les ordres émis dans le cadre de l'offre à prix ouvert pourront être révoqués pendant deux jours de bourse.



En application des articles L.412-1 et L.621-8 du Code monétaire et financier et de son Règlement général, notamment de ses articles 211-1 à 216-1, l'Autorité des Marchés Financiers (l'« **AMF** ») a apposé le visa n° 17- 196 en date du 15 mai 2017 sur le présent Prospectus. Ce prospectus a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Le visa, conformément aux dispositions de l'article L.621-8-1-I du Code monétaire et financier, a été attribué après que l'Autorité des Marchés Financiers a vérifié « *si le document est complet et compréhensible et si les informations qu'il contient sont cohérentes* ». Il n'implique ni l'approbation de l'opportunité de l'opération, ni authentification des éléments comptables et financiers présentés.

Le présent prospectus (le « **Prospectus** ») visé par l'Autorité des Marchés Financiers est constitué :

- du Document de base de Valbiotis enregistré auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 5 avril 2017 sous le numéro I.17-012 (le « **Document de Base** »),
- de la présente note d'opération (la « **Note d'Opération** ») ;
- du résumé du Prospectus (inclus dans la Note d'Opération).

Des exemplaires du présent Prospectus sont disponibles sans frais au siège social de Valbiotis- 40 Rue Chef de Baie, 17000 La Rochelle - France. Ce document peut également être consulté en ligne sur les sites de l'AMF (www.amf-france.org) et de Valbiotis (www.valbiotis.com).



*Chef de File et
Teneur de Livre*



*Co-Chef de File et
Teneur de Livre*



Listing Sponsor

SOMMAIRE

1	PERSONNES RESPONSABLES	30
1.1	Dénomination de la personne responsable	30
1.2	Déclaration de la personne responsable	30
1.3	Engagements de la Société	30
1.4	Attestation du Listing Sponsor	31
1.5	Responsables de l'information financière	31
2	FACTEURS DE RISQUES DE MARCHE POUVANT INFLUER SENSIBLEMENT SUR LES VALEURS MOBILIERES OFFERTES	32
3	INFORMATIONS DE BASE	34
3.1	Déclaration sur le fonds de roulement net	34
3.2	Capitaux propres et endettement	34
3.3	Intérêts des personnes physiques et morales participant à l'émission	35
3.4	Raisons de l'offre et utilisation du produit	35
4	INFORMATIONS SUR LES VALEURS MOBILIERES DEVANT ETRE OFFERTES ET ADMISES A LA NEGOCIATION SUR LE MARCHE ALTERNEXT D'EURONEXT PARIS	39
4.1	Nature, catégorie et date de jouissance des Actions Offertes et admises à la négociation	39
4.2	Droit applicable et tribunaux compétents	40
4.3	Forme et mode d'inscription en compte des Actions	40
4.4	Devise	40
4.5	Droits attachés aux Actions	40
4.6	Autorisations de l'assemblée générale	41
4.6.1	Assemblée Générale du 7 mars 2017 ayant autorisé l'émission	41
4.6.2	Décision du directoire relatif à l'émission	43
4.7	Date prévue d'émission des Actions Offertes	44
4.8	Restrictions à la libre négociabilité des Actions	44
4.9	Règles françaises en matière d'offre publique	44
4.9.1	Offre publique obligatoire	44
4.9.2	Offre publique de retrait et retrait obligatoire	44
4.10	Offres publiques d'achat initiées par des tiers sur le capital de l'émetteur durant le dernier exercice et l'exercice en cours	44
4.11	Fiscalité en France	45
4.11.1	Actionnaires dont la résidence fiscale est située en France	45
4.11.2	Actionnaires dont la résidence fiscale est située hors de France	48
4.11.3	Réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au titre de la souscription à l'augmentation de capital (article 885-0 V bis du Code général des impôts)	49
4.11.4	Réduction d'impôt sur le revenu au titre de la souscription à l'augmentation de capital (article 199 terdecies-O A du Code général des impôts)	51
4.11.5	Droits d'enregistrement	52
5	MODALITES DE L'OFFRE	53
5.1	Modalités de l'offre, calendrier prévisionnel et modalités des demandes de souscription	53
5.1.1	Modalités de l'Offre	53
1^{er} juin 2017		54
5.1.2	Montant de l'Offre	54
5.1.3	Procédure et période de souscription	55
5.1.4	Révocation / Suspension de l'Offre	58
5.1.5	Réduction de l'Offre	58
5.1.6	Montant maximum et/ou minimum des ordres	59
5.1.7	Révocation des ordres de souscription	59
5.1.8	Versement des fonds et modalités de délivrance des Actions Offertes	59
5.1.9	Publication des résultats de l'émission	59
5.1.10	Droits préférentiels de souscription	59

5.2	Plan de distribution et allocation des Actions Nouvelles	59
5.2.1	Catégorie d'investisseurs potentiels et restrictions applicables à l'Offre	59
5.2.2	Intention de souscription des principaux actionnaires de la Société ou des membres de ses organes d'administration, de direction ou de surveillance ou de quiconque entendrait prendre une souscription de plus de 5%	63
5.2.3	Information pré-allocation	63
5.2.4	Notification aux souscripteurs	63
5.2.5	Clause d'Extension	63
5.2.6	Option de Surallocation	63
5.3	Fixation du prix de souscription	64
5.3.1	Méthode de fixation du Prix de l'Offre	64
5.3.2	Procédure de Publication du Prix de l'Offre et des éventuelles modifications des paramètres de l'Offre	64
5.3.3	Restriction ou suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires	66
5.3.4	Disparités de prix	66
5.4	Placement et garantie	66
5.4.1	Coordonnées des établissements financiers introducteurs	66
5.4.2	Coordonnées des intermédiaires chargés du service financier et des dépositaires dans chaque pays concerné	67
5.4.3	Contrat de placement - Garantie	67
6	INSCRIPTION A LA NEGOCIATION ET MODALITES DE NEGOCIATION	68
6.1	Inscription aux négociations	68
6.2	Place de cotation	68
6.3	Offres concomitantes de valeurs mobilières de la Société	68
6.4	Contrat de liquidité et rachat d'actions propres	68
6.5	Stabilisation	68
7	DETENTEURS DE VALEURS MOBILIERES SOUHAITANT LES VENDRE	69
7.1	Personnes ou entités ayant l'intention de vendre des titres de capital ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la société	69
7.2	Nombre d'actions offertes par les détenteurs souhaitant les vendre	69
7.3	Engagements d'abstention et de conservation des titres	69
8	DEPENSES LIEES A L'OFFRE	71
9	DILUTION	72
9.1	Impact de l'offre sur les capitaux propres de la société	72
9.2	Montant et pourcentage de la dilution résultant de l'offre	72
9.3	Répartition du capital social et des droits de vote	73
9.3.1	Répartition du capital avant et après l'introduction	74
9.3.2	Répartition des droits de vote avant et après l'introduction	75
10	INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	76
10.1	Conseillers ayant un lien avec l'émission	76
10.2	Autres informations vérifiées par les Commissaires aux comptes	76
10.3	Rapport d'expert	76
10.4	Informations contenues dans le prospectus provenant de tierce partie	76
10.5	Mise à jour de l'information concernant la Société	76

REMARQUES GENERALES

Dans le présent Prospectus, les expressions la « Société » ou « Valbiotis » désignent la société anonyme Valbiotis.

Le Prospectus contient des indications sur les objectifs ainsi que sur les axes de développement de la Société. Ces indications sont parfois identifiées par l'utilisation du futur, du conditionnel et de termes à caractère prospectif tels que « considérer », « envisager », « penser », « avoir pour objectif », « s'attendre à », « entendre », « devoir », « ambitionner », « estimer », « croire », « souhaiter », « pouvoir », ou, le cas échéant la forme négative de ces mêmes termes, ou, encore, toute autre variante ou terminologie similaire. L'attention du lecteur est attirée sur le fait que ces objectifs et ces axes de développement dépendent de circonstances ou de faits dont la survenance ou la réalisation est incertaine.

Ces objectifs et axes de développement ne sont pas des données historiques et ne doivent pas être interprétés comme des garanties que les faits et données énoncés se produiront, que les hypothèses seront vérifiées ou que les objectifs seront atteints. Par nature, ces objectifs pourraient ne pas être réalisés et les déclarations ou informations figurant dans le Prospectus pourraient se révéler erronées, sans que la Société se trouve soumise de quelque manière que ce soit à une obligation de mise à jour, ce sous réserve de la réglementation applicable et notamment du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers (« AMF »).

Les investisseurs sont invités à prendre attentivement en considération les facteurs de risques décrits au chapitre 2 « Facteurs de risques » de la présente Note d'Opération et au chapitre 4 du Document de Base avant de prendre leur décision d'investissement. La réalisation de tout ou partie de ces risques est susceptible d'avoir un effet négatif sur les activités, la situation, les résultats financiers de la Société ou la réalisation de ses objectifs. Par ailleurs, d'autres risques non encore actuellement identifiés ou considérés comme significatifs par la Société pourraient avoir le même effet négatif et les investisseurs pourraient perdre tout ou partie de leur investissement.

RÉSUMÉ DU PROSPECTUS

Visa n°17- 196 en date du 15 mai 2017 de l'AMF

La présentation de la note d'opération suit l'Annexe 3 de l'annexe I du RE Prospectus

Le résumé se compose d'une série d'informations clés, désignées sous le terme d' « Éléments », qui sont présentés en cinq sections A à E et numérotées de A.1 à E.7.

Ce résumé contient l'ensemble des Éléments devant figurer dans le résumé d'un prospectus relatif à cette catégorie de valeurs mobilières et à ce type d'émetteur. Tous les Éléments ne devant pas être renseignés, la numérotation des Éléments dans le présent résumé n'est pas continue.

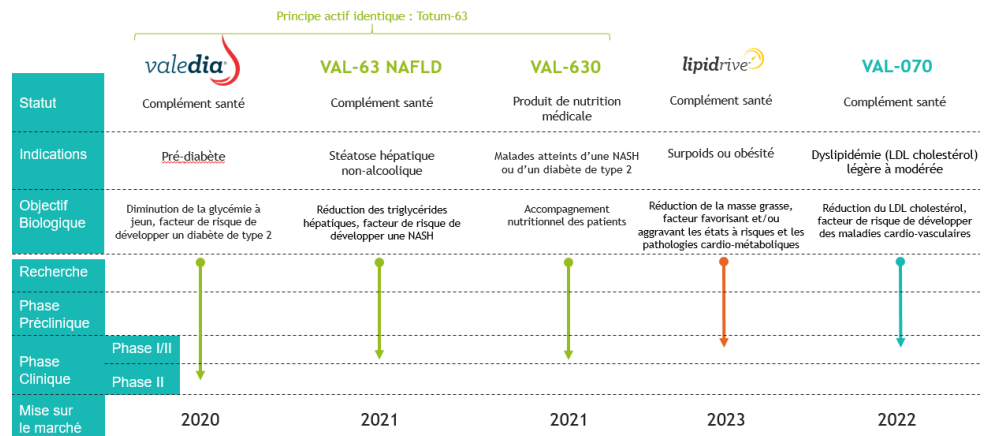
Il est possible qu'aucune information pertinente ne puisse être fournie au sujet d'un Éléments donné qui doit figurer dans le présent résumé du fait de la catégorie de valeurs mobilières et du type d'émetteur concerné. Dans ce cas, une description sommaire de l'Éléments concerné figure dans le résumé avec la mention « Sans objet ».

Section A – Introduction et avertissements		
A.1	Introduction et avertissements	<p>Le présent résumé doit être lu comme une introduction au Prospectus.</p> <p>Toute décision d’investir dans les valeurs mobilières concernées doit être fondée sur un examen exhaustif du Prospectus par l’investisseur.</p> <p>Lorsqu’une action concernant l’information contenue dans le Prospectus est intentée devant un tribunal, l’investisseur plaignant peut, selon la législation nationale des États membres, avoir à supporter les frais de traduction du Prospectus avant le début de la procédure judiciaire.</p> <p>Une responsabilité civile n’est attribuée qu’aux personnes qui ont présenté le résumé, y compris sa traduction, mais uniquement si le contenu du résumé est trompeur, inexact ou contradictoire par rapport aux autres parties du Prospectus ou s’il ne fournit pas, lu en combinaison avec les autres parties du Prospectus, les informations clés permettant d’aider les investisseurs lorsqu’ils envisagent d’investir dans ces valeurs mobilières.</p>
A.2	Consentement de l’Emetteur	Sans objet.
Section B – Emetteur		
B.1	Raison sociale / Dénomination sociale	<p>- Raison sociale : Valbiotis (la « Société » ou l’« Emetteur ») ;</p> <p>- Nom commercial : Valbiotis.</p>
B.2	Siège social / Forme juridique / Législation / Pays d’origine	<p>- Siège social : 40 Rue Chef de Baie, 17000 La Rochelle – France ;</p> <p>- Forme juridique : société anonyme à directoire et conseil de surveillance ;</p> <p>- Droit applicable : droit français ;</p> <p>- Pays d’origine : France.</p>
B.3	Nature des opérations et Principales activités	<p>Créée en février 2014, Valbiotis intervient dans le domaine de la nutrition santé appelé « Nutrition Healthcare ». Elle y développe deux types de produits de nutrition santé à base d’extraits de plantes alimentaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des « Compléments Santé » consistant en des solutions de préventions destinées à la réduction de facteurs (et états) de risques de certaines maladies cardio-métaboliques afin de retarder l’apparition d’une pathologie, voire éviter qu’un état à risque n’évolue vers une pathologie, et - Des « Produits de Nutrition Médicale » consistant en un accompagnement nutritionnel de patients atteints de certaines pathologies nécessitant une alimentation spécifique. <p>étant précisé que pour la Société, le terme de « Complément Santé » vise des compléments alimentaires capables de réduire des facteurs (et états) de risques de maladies cardio-métaboliques et dont l’efficacité a été validée par les autorités européennes notamment.</p> <p>Relevant d’un statut réglementaire « alimentaire » et non pharmaceutique, plusieurs de ses produits sont aujourd’hui commercialisables en l’état sous réserve de limiter certains messages commerciaux. Mais, au regard de leur efficacité démontrée et afin d’en exploiter tout le potentiel commercial, la Société a organisé ses travaux de développement en vue</p>

	<p>de solliciter pour la plupart de ses candidats/compléments santé une « allégation santé propriétaire relative à la réduction d'un facteur de risque de maladie » auprès de l'EFSA (<i>European Food Safety Authority</i> ou AESA -<i>Autorité Européenne de Sécurité des Aliments</i>) pour l'Europe et de la FDA (<i>Food and Drug Administration</i>) pour les Etats-Unis. Cette allégation permet d'attacher au produit concerné des éléments de communication forts portant sur son efficacité démontrée à diminuer un facteur de risque contribuant au développement d'une maladie. La soumission de dossiers d'allégations relève d'un processus très strict et rigoureux qui requiert notamment la mise en œuvre d'essais cliniques de Phase I et II (aucune Phase III n'étant exigée) sur des populations cibles selon les mêmes standards que ceux exigés dans l'industrie pharmaceutique démontrant la sécurité et l'efficacité non équivoques du produit.</p> <p>Son produit le plus avancé, Valedia®, dont le principe actif Totum-63 composé de cinq extraits de plantes alimentaires est entré en Phase II en novembre 2016, est destiné à la réduction d'un facteur de risque du diabète de type 2. Le diabète de type 2 qui concerne 415 millions de personnes dans le monde, est à l'origine de plus de 5 millions de décès en 2015 et a mobilisé près de 673 milliards de dollars de dépenses de santé à travers le monde. Or, si le diabète de type 2 une fois déclaré est dans la majorité des cas irréversible, son état à risque, le pré-diabète, caractérisé par une glycémie à jeun comprise entre 1,00 et 1,26 g (limite haute non incluse) de sucre par litre de sang selon l'<i>American Diabetes Association</i>, est quant à lui réversible. L'élévation de la glycémie à jeun (et le taux d'hémoglobine glyquée – HbA1c – qui reflète le niveau de glycémie à jeun sur 3 mois chez l'Homme) est considérée comme le facteur de risque du diabète de type 2 communément admis par la communauté scientifique. La prise en charge du pré-diabète permettrait de différer la maladie, voire de revenir à un état physiologique normal. Le pré-diabète concerne 527 millions de personnes à travers le monde. Le coût de la complémentation s'établirait pour Valedia® autour de 40 à 60 euros par mois pour une durée recommandée de 6 mois minimum.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Lors d'études précliniques, le principe actif Totum-63 incorporé dans Valedia® a démontré son action sur la réduction de plusieurs facteurs de risques du diabète de type 2 : la diminution de la glycémie à jeun, la diminution de l'hémoglobine glyquée, l'amélioration de la sensibilité à l'insuline, l'amélioration de la tolérance aux glucides, la diminution du poids corporel avec effet spécifique sur la masse grasse ainsi qu'une diminution des triglycérides hépatiques et sanguins. - Les résultats de l'étude clinique de Phase I/II, menée sur une population saine avec le principe actif Totum-63, ont validé l'innocuité de Valedia® et apporté une preuve de concept sur le métabolisme du glucose et de l'insuline affichant une tolérance accrue aux glucides avec une diminution du pic glycémique (Cmax, -13%), une sécrétion moindre d'insuline (Aire sous la courbe, AUC - 37%) mais également une amélioration d'un index de la sensibilité à l'insuline (amélioration de 41%), mécanisme clé pour la prévention et le traitement du diabète de type 2. - Les résultats des études de Phase II attendus d'ici fin 2018/1^{er} semestre 2019 fourniront les données clés pour soumettre un dossier d'allégation santé propriétaire qui positionnerait Valedia® comme le 1^{er} produit dans le monde spécifiquement destiné aux pré-diabétiques. Malgré l'efficacité démontrée sur plusieurs facteurs de risques, la Société sollicitera une allégation de santé sur le seul facteur de risque communément admis par la communauté scientifique et donc par l'EFSA, à savoir la glycémie à jeun. L'allégation sollicitée dès 2019 en Europe auprès de l'EFSA et en 2020 pour les Etats-Unis auprès de la FDA pourrait être que Valedia® « <i>diminue la glycémie à jeun, dont l'élévation est un facteur de risque du diabète de type 2</i> ». <p>Grâce à une méthode de développement innovante et pragmatique, le portefeuille de produits Valbiotis compte déjà trois autres compléments santé candidats à une allégation santé ciblant d'autres états à risques ou des facteurs aggravant de pathologies cardio-métaboliques. A l'instar de Valedia®, la demande d'allégation ne portera à chaque fois que sur le facteur de risque principal et/ou communément admis par la communauté scientifique et l'EFSA, même si les programmes de développement viseront à démontrer</p>
--	--

la régulation d'une pluralité de facteurs de risques afin de bénéficier d'une crédibilité accrue vis-à-vis des potentiels partenaires devant assurer la commercialisation des produits. Par ailleurs, le portefeuille de Valbiotis comporte un produit de nutrition médicale destiné à l'accompagnement nutritionnel des patients atteints d'une NASH (stéatohépatite non alcoolique, équivalent du terme anglais « *nonalcoholic steatohepatitis* ») et/ou pouvant convenir aux patients diabétiques de type 2.

Tous élaborés à base de plantes ou d'extraits de plantes, ils se trouvent à des stades de maturité différente en terme de développement clinique (voir schéma ci-dessous) :



Fort des résultats de Phase I/II obtenus sur Totum-63 et de l'entrée en Phase II de Valedia®, Valbiotis aborde une nouvelle étape de son développement relative à la recherche de partenaires en vue de conclure des accords de commercialisation. Dans ce dessein, la Société s'est attachée dès sa création à hisser son mode de fonctionnement (de la recherche à la production) au plus haut niveau d'exigence tout en maîtrisant ses dépenses d'exploitation. Forte d'une équipe de 9 collaborateurs, elle s'est constituée un réseau de partenaires experts en leurs domaines.

Fort de ses différents atouts, la Société a pour objectif de s'imposer comme un acteur de référence dans la mise au point et le développement de produits de nutrition santé à l'efficacité démontrée bénéficiant soit i) d'allégation santé sur la diminution de facteurs de risques de plusieurs maladies cardio-métaboliques dont le diabète de type 2, la NASH, les maladies cardio-vasculaires ainsi que le surpoids/l'obésité en tant que facteur aggravant de ces maladies, soit ii) d'« Avis » favorables des autorités pour ses produits de nutrition médicale, en tirant parti de son pipeline de produits et de sa plateforme de développement. Sa stratégie se décline selon trois axes :

- La poursuite et l'intensification des programmes cliniques des différents produits candidats à une allégation santé qui en plus d'alimenter le dossier réglementaire viendront crédibiliser le projet auprès de potentiels partenaires commerciaux ;
- L'internalisation des plateformes techniques et le recrutement de collaborateurs R&D actuellement externalisés chez des partenaires, et enfin
- La recherche de partenaires commerciaux de 1^{er} plan issus de l'industrie pharmaceutique et/ou agroalimentaire en vue de signer des accords de licence de commercialisation des produits sur les deux marchés prioritaires que sont l'Europe et les Etats-Unis. La Société est à ce jour en contact avec plusieurs de ces acteurs avec lesquels des accords de confidentialité ont été signés. La Société a pour ambition de conclure un 1^{er} accord avant le dépôt du dossier d'allégation auprès de l'EFSA. Il pourrait ainsi être signé avant la fin du programme clinique de Valedia® tout en étant conditionné aux conclusions positives de celui-ci.

Le projet d'introduction en bourse sur le marché Alternext de Euronext à Paris dotera la Société des moyens financiers nécessaires à l'exécution de cette stratégie et lui permettra de bénéficier d'une visibilité et crédibilité accrues notamment dans le cadre de sa recherche de partenaires commerciaux.

		Enfin, grâce à l'utilisation de procédés de fractionnement et de purification des principes actifs végétaux, la Société estime qu'à terme, un renforcement de son portefeuille de produits de nutrition santé avec des produits de thérapie médicale constituera une évolution naturelle. Deux candidats médicaments font d'ores et déjà l'objet de travaux de recherche.
B.4a	Tendances récentes ayant des répercussions sur la Société	<p>Depuis la fin de l'exercice clos le 31 décembre 2016, la Société a poursuivi son programme de développement clinique.</p> <p>La Société a obtenu en février 2017 le rapport aux normes ICH¹ positif sur l'étude de Phase I/II réalisée sur le principe actif « Totum-63 » démontrant i) sa sécurité et ii) apportant des preuves de concept sur l'efficacité sur le métabolisme des glucides et de l'insuline chez l'Homme. Ces résultats confirment la démonstration faite par la Société en pré clinique de l'efficacité du complexe développé par la Société et viennent sécuriser en particulier le développement de son produit le plus avancé destiné aux pré-diabétiques, Valedia®.</p>

¹ Rapport rédigé par le prestataire assurant le pilotage d'une étude clinique (dans le cas présent, le CHU de Clermont) selon les normes ICH (International Council for Harmonisation), c'est-à-dire selon un référentiel international harmonisé en ce qui concerne les critères d'homologation des produits pharmaceutiques à l'usage de l'homme.

B.5	Description du Groupe	Sans objet, la Société ne détenant ni filiale, ni participation.																																	
B.6	Actionnariat	<p>A la date de visa du Prospectus, le capital de la Société s'élève à 228 220,00 € divisé en 2 282 200 actions de 0,10 € de nominal chacune, entièrement libérées, dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 410 000 actions ordinaires (« Actions de catégorie A ») ; - 613 400 actions de préférence de catégorie B ; - 258 800 actions de préférence de catégorie C. <p>Sous réserve de l'admission des actions aux négociations sur le marché Alternext de Euronext Paris avant le 31 décembre 2018, l'ensemble des catégories d'actions dites de préférence de catégorie B et C seront automatiquement converties en actions ordinaires qui constitueront alors l'intégralité du capital de la Société. Cette conversion devant être faite à raison de 1 action ordinaire pour 1 action de préférence de sorte que le nombre d'actions composant le capital demeurera inchangé.</p> <p>La situation de l'actionnariat sur une base non diluée à la date du Prospectus est la suivante :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="3">Répartition du capital et des droits de vote au 15 mai 2017</th></tr> <tr> <th>Actionnaires</th><th>Nombre d'actions et droits de vote</th><th>% du capital et des droits de vote</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Participations indirectes des membres du directoire *</td><td>1 410 000</td><td>61,78%</td></tr> <tr> <td>Djanka Investissement (société contrôlée par Sébastien PELTIER)⁽¹⁾</td><td>705 000</td><td>30,89%</td></tr> <tr> <td>Financière Eloujon (société contrôlée par Jocelyn PINEAU)⁽²⁾</td><td>352 500</td><td>15,45%</td></tr> <tr> <td>Cafidel (société contrôlée par Philippe CHARIER)⁽³⁾</td><td>352 500</td><td>15,45%</td></tr> <tr> <td>Investisseurs financiers</td><td>872 200</td><td>38,22%</td></tr> <tr> <td>SOFIMAC Partners^{(4) (6)}</td><td>475 100</td><td>20,82%</td></tr> <tr> <td>Poitou Charente Innovation ("PCI")⁽⁶⁾</td><td>267 700</td><td>11,73%</td></tr> <tr> <td>Nestadio^{(5) (6)}</td><td>129 400</td><td>5,67%</td></tr> <tr> <td>TOTAL</td><td>2 282 200</td><td>100,00%</td></tr> </tbody> </table> <p><i>* Membres du directoire non liés par une action de concert</i></p> <p>(1) Société détenue par Sébastien PELTIER à hauteur de 99,99% du capital et des droits de vote ; (2) Société détenue par Jocelyn PINEAU à hauteur de 99,99% du capital et des droits de vote ; (3) Société détenue par Philippe CHARIER à hauteur de 99,99% du capital et des droits de vote ; (4) Détention à travers le fonds "FCPI Emergence Innovation 1" ; (5) Détention à travers deux fonds "Nestadio CAP 2013" pour 56 100 actions et "Nestadio CAP 2014" pour 73 300 actions ; (6) Ces fonds ont souscrit à des obligations convertibles pour un montant total de 1,5 M€ dont : - Sofimac Partners (à travers deux fonds) : 1,0 M€ - Poitou Charente Innovation : 0,2 M€ - Nestadio (à travers un fonds) : 0,3 M€ ; qui seront converties automatiquement immédiatement avant la première cotation des actions de la Société, au Prix de l'Offre diminué d'une décote de 15%</p> <p><u>Contrôle de la Société</u></p> <p>A la date du présent Prospectus, il n'existe pas d'actionnaire de contrôle de la Société au sens des dispositions de l'article L.233-3 du Code de Commerce.</p>	Répartition du capital et des droits de vote au 15 mai 2017			Actionnaires	Nombre d'actions et droits de vote	% du capital et des droits de vote	Participations indirectes des membres du directoire *	1 410 000	61,78%	Djanka Investissement (société contrôlée par Sébastien PELTIER) ⁽¹⁾	705 000	30,89%	Financière Eloujon (société contrôlée par Jocelyn PINEAU) ⁽²⁾	352 500	15,45%	Cafidel (société contrôlée par Philippe CHARIER) ⁽³⁾	352 500	15,45%	Investisseurs financiers	872 200	38,22%	SOFIMAC Partners ^{(4) (6)}	475 100	20,82%	Poitou Charente Innovation ("PCI") ⁽⁶⁾	267 700	11,73%	Nestadio ^{(5) (6)}	129 400	5,67%	TOTAL	2 282 200	100,00%
Répartition du capital et des droits de vote au 15 mai 2017																																			
Actionnaires	Nombre d'actions et droits de vote	% du capital et des droits de vote																																	
Participations indirectes des membres du directoire *	1 410 000	61,78%																																	
Djanka Investissement (société contrôlée par Sébastien PELTIER) ⁽¹⁾	705 000	30,89%																																	
Financière Eloujon (société contrôlée par Jocelyn PINEAU) ⁽²⁾	352 500	15,45%																																	
Cafidel (société contrôlée par Philippe CHARIER) ⁽³⁾	352 500	15,45%																																	
Investisseurs financiers	872 200	38,22%																																	
SOFIMAC Partners ^{(4) (6)}	475 100	20,82%																																	
Poitou Charente Innovation ("PCI") ⁽⁶⁾	267 700	11,73%																																	
Nestadio ^{(5) (6)}	129 400	5,67%																																	
TOTAL	2 282 200	100,00%																																	

		<p><u>Pacte ou accord entre les actionnaires</u></p> <p>A la connaissance de la Société, il n'existe ni action de concert entre ses actionnaires, (y compris entre actionnaires membres du Directoire), ni accord dont la mise en œuvre pourrait entraîner un changement de son contrôle, étant précisé que le pacte d'actionnaires existant à ce jour entre les actionnaires de la Société deviendra caduc de droit ainsi que les engagements contractuels qui lui sont liés (conformément aux dispositions de l'article 3.4 de son avenant numéro 2 établi en date du 7 mars 2017) à compter de la date d'admission aux négociations des actions de la Société sur le marché Alternext de Euronext à Paris.</p> <p><u>Dilution potentielle</u></p> <p>A la date du présent Prospectus, le nombre maximum d'actions ordinaires susceptibles d'être créées par exercice intégral de l'ensemble des valeurs mobilières donnant accès au capital émises à ce jour s'élève à 242 974 se décomposant comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 42 100 actions nouvelles résultant de l'exercice intégral des 421 BSA émis ; - au maximum 200 474 actions nouvelles résultant de la conversion automatique de l'intégralité des 647 388 OC1 émises en mars 2017, pour un montant en principal total de 1 499 998 euros majoré des intérêts au taux de 7% par an, immédiatement avant la première cotation des actions de la Société, au Prix de l'Offre diminué d'une décote de 15% et déterminé sur la base d'un prix égal au point bas de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 8,93 euros. <p>Au jour du présent visa, la création des actions résultant des BSA et de la conversion automatique des OC1 (sur la base d'un prix médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 170 498 actions) pourraient conduire à une dilution de 9,33% sur la base du capital social à cette même date et 8,53% sur la base du capital social pleinement dilué (avant l'Offre).</p> <p>Au jour de l'admission des titres de la Société aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext à Paris à compter de laquelle l'intégralité des OC1 aura été convertie en 170 498 actions ordinaires de la Société (sur la base d'un prix médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre), l'exercice intégral des BSA serait susceptible de générer une dilution de 1,24% sur la base du capital social après offre à 100% et 1,22% sur la base du capital social pleinement dilué (après l'Offre à 100%).</p>
B.7	Informations financières sélectionnées	<p>La Société a été créée le 12 février 2014 et a réalisé un premier exercice comptable social de 23 mois clos au 31 décembre 2015.</p> <p>La Société qui ne détient aucune filiale ou participation au 31 décembre 2016, a établi en plus de ses comptes annuels préparés selon les normes comptables françaises, des comptes sociaux établis selon le référentiel comptable IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne (« IFRS »), préparés sur une base volontaire. Ces comptes couvrent la période allant du 12 février 2014 au 31 décembre 2016.</p> <p>Dans le cadre de l'analyse de ces comptes, il est rappelé que les dépenses n'ayant été réellement engagées qu'à l'issue du 1^{er} tour de financement intervenu au cours du mois de novembre 2014, l'exercice clos le 31 décembre 2015 malgré sa durée exceptionnelle de 23 mois reste relativement comparable à celui clos le 31 décembre 2016.</p> <p>Les tableaux ci-dessous présentent les informations financières sélectionnées de la Société selon le référentiel comptable IFRS pour la période précitée.</p>

➤ **Informations financières sélectionnées du bilan**

Comptes individuels, normes IFRS (en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre 2016 (12 mois)	Exercice clos le 31 décembre 2015 (23 mois)
Actifs non courants	329	237
<i>Dont immobilisations incorporelles</i>	<i>140</i>	<i>100</i>
<i>Dont immobilisations corporelles</i>	<i>85</i>	<i>30</i>
<i>Dont actifs financiers non courants</i>	<i>104</i>	<i>107</i>
Actifs courants	1 295	921
<i>Dont créances clients et autres débiteurs</i>	<i>767</i>	<i>329</i>
<i>Dont trésorerie et équivalent de trésorerie</i>	<i>529</i>	<i>592</i>
TOTAL ACTIF	1 624	1 159
Capitaux propres	369	80
Passifs non courants	776	761
<i>Dont emprunts et avances remboursables</i>	<i>776</i>	<i>761</i>
Passifs courants	478	319
<i>Dont emprunts et avances remboursables</i>	<i>30</i>	
<i>Dont fournisseurs et comptes rattachés</i>	<i>274</i>	<i>173</i>
<i>Dont produits constatés d'avance</i>	<i>122</i>	<i>105</i>
<i>Dont autres passifs courants</i>	<i>52</i>	<i>41</i>
TOTAL PASSIF	1 624	1 159

Note : s'agissant des emprunts et avances remboursables – Passifs non courants –, la Société a émis, en mars 2017 postérieurement aux informations présentées ci-dessus, un emprunt obligataire convertible de 1,5 millions d'euros souscrit en mars 2017 par les fonds actionnaires historiques de la Société. Ces OC seront converties automatiquement en actions ordinaires immédiatement avant la première cotation des actions de la Société sur le marché Alternext de Euronext à Paris au Prix de l'Offre (tel que ce terme est défini en E.3) diminué d'une décote de 15%.

➤ **Informations financières sélectionnées du compte de résultat**

Comptes individuels, normes IFRS (en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre 2016 (12 mois)	Exercice clos le 31 décembre 2015 (23 mois)
Produits opérationnels	646	381
Résultat courant opérationnel	(572)	(724)
Résultat opérationnel	(572)	(724)
Résultat courant avant impôt	(593)	(739)
Résultat net	(593)	(739)

Les produits opérationnels n'étant composés que de subventions publiques (CIR et autres subventions).

➤ **Informations financières sélectionnées des flux de trésorerie**

Comptes individuels, normes IFRS (en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre 2016 (12 mois)	Exercice clos le 31 décembre 2015 (23 mois)
Flux de trésorerie généré par l'activité	(858)	(710)
<i>Dont capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier</i>	<i>(553)</i>	<i>(696)</i>
<i>Dont variation du BFR lié à l'activité</i>	<i>(305)</i>	<i>(15)</i>
Flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(117)	(201)
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement	910	1 503
<i>Incidence des variations des taux de change</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
Variation de trésorerie sur la période	(64)	592
<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</i>	<i>592</i>	<i>0</i>
<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</i>	<i>529</i>	<i>592</i>

B.8	Informations pro forma	Sans objet : la Société n'établit pas d'information financière pro forma.
B.9	Prévision de bénéfice	Sans objet : la Société ne publie pas de prévision ou d'estimation du bénéfice.
B.10	Eventuelles réserves sur les informations financières historiques contenues dans les rapports du commissaire aux comptes	Sans objet : il n'existe aucune réserve dans le rapport d'audit sur les informations financières historiques contenues dans le Prospectus.
B.11	Fonds de roulement net	La Société atteste que, de son point de vue, son fonds de roulement net, avant l'augmentation de capital en numéraire objet de la Note d'Opération, est suffisant au regard de ses obligations actuelles pour les 12 prochains mois à compter de la date de visa sur le Prospectus.

Section C – Valeurs mobilières

C.1	Nature, catégorie et numéro d'identification des actions nouvelles	<p>1. <u>L'Offre</u></p> <p>Les actions de la Société dont l'admission aux négociations sur le marché Alternext de Euronext Paris est demandée sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) L'intégralité des actions existantes composant le capital social, soit 2 282 200 actions de 0,10 euro de valeur nominale chacune, en ce compris 1 410 000 actions ordinaires et 872 200 actions ordinaires résultant de la conversion de 613 400 actions de préférence de catégorie B et 258 800 actions de préférence de catégorie C devant intervenir à la date de première cotation des actions de la Société sur le marché Alternext de Euronext Paris (les « Actions Existantes ») ; (ii) Un maximum de 200 474 actions nouvelles, résultant de la conversion automatique immédiatement avant la première cotation des actions de la Société de 647 388 obligations convertibles, sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre minorée d'une décote de quinze pour cent (15%) (les « Actions Issues de la Conversion ») et ; (iii) 952 381 actions nouvelles à émettre par la Société dans le cadre d'une augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires et par voie d'offre au public, pouvant être portée à (i) un nombre maximum de 1 095 238 actions nouvelles en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension (ensemble, les « Actions Nouvelles »), et (ii) un nombre maximum de 1 259 523 actions nouvelles en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation (tels que ces termes sont définis en E.3 du présent résumé) (les « Actions Nouvelles Supplémentaires ») et avec les Actions Nouvelles, les « Actions Offertes » et avec l'ensemble des Actions Existantes, des Actions Issues de la Conversion et des Actions Nouvelles, les « Actions Valbiotis »).
------------	---	---

		<p>Les Actions Valbiotis sont toutes de même catégorie et de même valeur nominale. L'offre des Actions Valbiotis est définie comme l' « Offre ».</p> <p>Date de jouissance : Les Actions Nouvelles, les Actions Nouvelles Supplémentaires et les Actions Issues de la Conversion seront assimilables dès leur émission aux Actions Existantes. Elles donneront droit à tout dividende distribué par la Société à compter de leur date d'émission.</p> <p>Code ISIN : FR0013254851</p> <p>Mnémonique : ALVAL ;</p> <p>ICB Classification : 4573 Biotechnologie ;</p> <p>Lieu de cotation : Alternext – Compartiment « Offre au public ».</p>
C.2	Devise d'émission	Euro.
C.3	Nombre d'actions émises et valeur nominale	<p>Dans le cadre de l'Offre, la Société émettra :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un nombre de 952 381 actions nouvelles pouvant être augmenté de 142 857 actions nouvelles (ci-après ensemble les « Actions Nouvelles ») en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension, tel que ce terme est défini en E.3 ci-après ; et - pouvant être augmenté de 164 285 Actions Nouvelles Supplémentaires, en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation tel que ce terme est défini en E.3 ci-après. <p>Une fois émises, les Actions Issues de la Conversion et les Actions Offertes seront intégralement souscrites, entièrement libérées et de même catégorie que les Actions Existantes.</p> <p>La valeur nominale par action est de 0,10 euro.</p>
C.4	Droits attachés aux actions	<p>En l'état actuel de la législation française et des statuts de la Société, tels qu'adoptés par l'assemblée générale mixte des actionnaires de la Société du 7 mars 2017 sous la condition suspensive de la première cotation des actions de la Société sur le marché Alternext de Euronext Paris, les principaux droits attachés aux Actions Valbiotis à compter de leur admission et de leur première cotation sur le marché Alternext de Euronext Paris dans le cadre de l'Offre sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - droit à dividendes ; - droit de vote, étant précisé qu'un droit de vote double est attribué à toutes les Actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis au moins deux ans au nom du même actionnaire ; - droit préférentiel de souscription ; - droit de participation à tout excédent en cas de liquidation ; - droit d'information des actionnaires.

C.5	Restrictions à la libre négociabilité des actions	Sans objet : aucune clause statutaire ne limite la libre négociabilité des actions composant le capital de la Société.
C.6	Demande d'admission à la négociation	L'ensemble des Actions Valbiotis ne fera pas l'objet d'une demande d'admission aux négociations sur un marché réglementé mais sur le marché Alternext Paris (Compartiment « Offre au public »), un système multilatéral de négociation organisé (« SMNO ») géré par Euronext Paris S.A.
C.7	Politique en matière de dividendes	La Société n'a jamais versé de dividende depuis sa création. Il n'est pas prévu à ce jour, d'initier une politique de versement de dividende à court terme compte tenu du stade de développement de la Société.

Section D – Risques

D.1	Principaux risques propres à l'Émetteur et son secteur d'activité	<p>Avant de prendre leur décision d'investissement, les investisseurs sont invités à prendre en considération les principaux risques propres à l'émetteur ou à son secteur d'activité mentionnés ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les risques financiers, notamment ceux liés au(x) : <ul style="list-style-type: none"> ○ Risque de dilution susceptible de résulter des titres donnant accès au capital émis à ce jour et de besoin de financements ultérieurs ; ○ Risque de liquidité ; ○ Risques liés à la perte du statut réglementaire de Jeune Entreprise Innovante ; ○ Risques liés à l'accès au crédit d'impôt recherche ; ○ Risques liés à l'utilisation future des déficits fiscaux reportables ; ○ Risques liés à l'accès à des avances publiques ; ○ Risque de taux d'intérêt ; - les risques liés au marché de la Société, notamment ceux liés : <ul style="list-style-type: none"> ○ à la grande latitude offerte par le cadre réglementaire applicable au marché des compléments alimentaires qui conduit à l'existence d'un nombre important de produits sur le marché (même si non strictement comparables) ; ○ au fait que, malgré le choix de s'inscrire systématiquement dans le cadre réglementaire le plus contraignant dès lors que cela s'avèrera possible, la Société ne peut garantir qu'elle sera à même de bénéficier d'une visibilité accrue parmi une offre particulièrement importante ; ○ à l'existence de nombreux acteurs dans l'univers de la santé au sens large aux moyens financiers très importants, ce qui pourrait réduire ou limiter les perspectives de la Société ou de ses produits ; ○ au segment des compléments santé qui bénéficie d'une totale liberté quant à ses circuits de distribution susceptible à terme d'être remise en cause ; ○ au segment de la nutrition médicale concernant les aliments diététiques destinés à des fins médicales spéciales en Europe, et leurs équivalents réglementaires en dehors de l'Europe, bénéficie d'une liberté quant à ses circuits de distribution susceptible à terme d'être remise en cause ; - les risques liés à l'activité de la Société, notamment ceux liés : <ul style="list-style-type: none"> ○ à la dépendance de nombreux produits au principe actif Totum-63, principe actif socle de développement notamment du produit le plus avancé ; ○ au développement de produits de nutrition santé devant faire l'objet de demande d'allégations de santé ou d'avis auprès des autorités compétentes en Europe et aux Etats Unis, ce qui doit permettre à la Société de pouvoir communiquer sur le bénéfice santé non équivoque de ses produits et ainsi lui permettre de se distinguer de la masse des compléments alimentaires existant sur le marché ;
------------	--	---



		<ul style="list-style-type: none"> ○ aux essais cliniques, en particulier (i) le processus volontaire mis en œuvre par la Société en vue de pouvoir obtenir une allégation de santé ou un avis positif sur ses produits lui impose entre autres de mener des essais cliniques dont les standards de qualité sont ceux de l'industrie pharmaceutique et qui comportent par voie de conséquence des aléas quant à leurs conclusions et (ii) le fait que la Société sous-traite la réalisation de ses études précliniques et de ses essais cliniques auprès de tiers habilités qui dans le futur pourraient être confrontés à des situations susceptibles de suspendre les études ou essais ou de remettre en cause leurs résultats ; ○ à la dépendance vis-à-vis du programme de développement le plus avancé, Valedia®, dont la mise sur le marché est prévue à horizon 2020 ; ○ à la future commercialisation des produits de la Société, en particulier le fait que la Société ne peut garantir (i) que l'obtention d'allégation santé ou avis sur ses produits soit un gage de réussite commerciale pour chacun d'entre eux dans la mesure où leurs performances commerciales sont dépendantes de nombreux facteurs ni (ii) que les hypothèses qu'elle a retenues pour déterminer les caractéristiques du marché qu'elle vise pour chacun de ses produits se confirmeront. <p>- les risques liés à l'organisation de la Société, notamment ceux liés :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ à la dépendance vis-à-vis de certains prestataires et fournisseurs, en particulier le fait que (i) la Société a recours à des sous-traitants pour la fabrication de ses produits de nutrition santé, (ii) la Société a recours à des sous-traitants pour la réalisation de ses essais précliniques et cliniques, (iii) la Société pourrait être confrontée à des risques industriels liés aux essais cliniques, (iv) la fabrication des produits nécessaires aux études précliniques et aux essais cliniques requiert un approvisionnement régulier en matières premières ; ○ aux ressources de vente, de marketing et de moyens de distribution, la Société ne disposant pas à ce jour de l'infrastructure requise pour la vente, le marketing et la distribution de ses produits ; ○ à la perte de certains partenariats académiques et scientifiques ; ○ à la perte de collaborateurs clés et/ou l'incapacité d'attirer de nouveaux talents. <p>- les risques liés à la mise en œuvre de la stratégie de la Société, notamment ceux liés :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ à la capacité de la Société à conclure des accords/partenariats de commercialisation de ses produits ; ○ à sa capacité de pénétration des marchés étrangers, une partie de sa stratégie étant assise sur le déploiement sur le marché nord-américain en particulier ; ○ au développement de la Société et de sa capacité à gérer sa croissance interne ; ○ à un élargissement du portefeuille de produits de la Société à des produits au statut pharmaceutique ; ○ à la réalisation d'opérations de croissance externe ; ○ à l'utilisation des systèmes d'information et risques d'attaques informatiques. <p>- Les risques réglementaires et juridiques, notamment ceux liés à :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ la réglementation applicable aux acteurs de la nutrition ; ○ la protection des brevets et autres droits de propriété intellectuelle ; ○ la responsabilité du fait des produits.
--	--	---

D.3	Principaux risques propres aux actions nouvelles	<p>Les principaux risques liés à l’Offre sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les actions de la Société n'ont pas été préalablement cotées et sont soumises aux fluctuations de marché ; - Le cours de l’action de la Société est susceptible d’être affecté par une volatilité importante ; - Si les souscriptions n’atteignaient pas les 75 % du montant de l’émission initialement prévue (<i>i.e.</i> 75 % de l’augmentation de capital envisagée), l’opération serait annulée, étant précisé que l’Offre ne fera pas l’objet d’une garantie de bonne fin au sens de l’article L.225-145 du Code de commerce ; - La cession d’actions de la Société pourrait intervenir sur le marché à l’issue de la période de conservation, et pourrait avoir un impact défavorable sur le prix de marché de l’action ; - En cas de nouvel appel au marché par la Société, il en résulterait une dilution complémentaire pour les actionnaires ; et - La cotation sur le marché Alternext d’Euronext Paris ne permet pas aux actionnaires de la Société de bénéficier des garanties associées aux marchés réglementés.
------------	---	---

Section E – Offre		
E.1	Montant total du produit de l'émission et de l'offre et estimation des dépenses totales liées à l'émission	<p><u>Produit brut de l'Offre</u></p> <p>A titre indicatif, un montant d'environ 10,0 millions d'euros pouvant être porté à un montant d'environ 11,5 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et à un montant d'environ 13,2 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation (sur la base d'un prix se situant au point médian de la Fourchette Indicative du Prix de l'Offre, tel que ce terme est défini en E.3 ci- après, soit 10,50 euros).</p> <p>A titre indicatif, un montant d'environ 7,5 millions d'euros, en cas de réduction du montant de l'émission à 75% du montant de l'émission initialement prévue (sur la base du prix médian de la Fourchette Indicative du Prix de l'Offre, soit 10,50 euros).</p> <p>En cas d'insuffisance de la demande, l'augmentation de capital envisagée dans le cadre de l'Offre pourrait être limitée aux souscriptions reçues dès lors que celles-ci atteindraient 75 % du montant de l'émission initialement prévue. En revanche, si les souscriptions ne n'atteignaient pas le seuil des 75% du montant initial de l'augmentation de capital, l'Offre serait annulée et les ordres seraient caducs.</p> <p><u>Produit net estimé de l'Offre</u></p> <p>A titre indicatif, un montant d'environ 8,6 millions d'euros pouvant être porté à un montant d'environ 10,0 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et à un montant d'environ 11,7 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation (sur la base d'un prix se situant au point médian de la Fourchette Indicative du Prix de l'Offre, tel que ce terme est défini en E.3 ci- après, soit 10,50 euros).</p> <p>A titre indicatif, un montant d'environ 6,3 millions d'euros, en cas de réduction du montant de l'émission à 75 % du montant de l'émission initialement prévue (sur la base du prix médian de la Fourchette Indicative du Prix de l'Offre, soit 10,50 euros).</p> <p>Les dépenses liées à l'Offre à la charge de la Société sont estimées à environ 1,4 millions d'euros, en l'absence d'exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation et à environ 1,5 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation (sur la base d'un prix se situant au point médian de la Fourchette Indicative du Prix de l'Offre, tel que ce terme est défini en E.3 ci- après, soit 10,50 euros).</p> <p>A titre indicatif, sur la base d'une Offre à 100% souscrite à un prix égal au point médian de la Fourchette Indicative du Prix de l'Offre, et après conversion automatique des obligations convertibles à un prix égal au Prix d'Offre minoré d'une décote de 15%, la capitalisation boursière de la Société s'établirait à 35,8 M€.</p>
E.2a	Raisons de l'Offre / Utilisation du produit de l'émission / Montant net maximum estimé du produit de l'augmentation de capital	<p>La présente augmentation de capital a pour objet de doter la Société des moyens financiers nécessaires jusqu'à l'obtention d'une allégation santé sur son premier complément santé Valedia® lequel deviendra le premier produit dans le monde à bénéficier d'un tel label visant près de 130 millions de pré-diabétiques européens et nord-américains. A cette fin, les fonds levés seront affectés à trois objectifs prioritaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La poursuite et l'intensification des programmes cliniques des différents produits candidats ; • L'internalisation des plateformes techniques et le recrutement de collaborateurs R&D actuellement externalisés chez des partenaires ; et • La recherche de partenaires commerciaux de 1^{er} plan issus de l'industrie pharmaceutique et/ou agroalimentaire en vue de signer des accords de licence de commercialisation.

En cas d'émission à limitée à 75% sur la base de la borne basse de la Fourchette Indicative du Prix de l'Offre, la Société adaptera le déploiement de sa stratégie en fonction d'arbitrages liés au degré de priorité de chaque projet et verra son horizon de liquidité ramené au 3^{ème} trimestre 2018 à moins que comme expliqué ci-dessus, un 1^{er} accord de licence prévoyant un paiement initial ne soit conclu d'ici là.

- **La poursuite et l'intensification des programmes cliniques des différents produits candidats** à une allégation santé tels que détaillé dans le pipeline ci-dessous en y affectant une enveloppe de l'ordre de 4 M€.

	Stade actuel de développement clinique	Étapes à venir (2017 - 2019)	Autorités réglementaires	Mise sur le marché
 <p>Complément santé Personnes pré-diabétiques</p>	Phase IIa (80 sujets, France) - dose unique	<ul style="list-style-type: none"> Phase IIb (200 sujets, Europe / Etats-Unis / Canada) - effet dose (3 doses) Phase IIc (120 sujets, Europe / Etats-Unis / Canada) - confirmation dose (2 doses), follow-up Phase IId (90 sujets, France) - Metformine versus Metformine + Valedia® (2 doses testées) 	EFSA (CE) / FDA	2020
<p>VAL-63 NAFLD</p> <p>Complément santé Personnes présentant une stéatose hépatique non-alcoolique</p>	Phase I/II terminée	Phase IIa (55 sujets) - 2 doses	EFSA (CE) / FDA	2021
<p>VAL-630 *</p> <p>Produit de Nutrition Médicale Malades atteints d'une NASH ou d'un diabète de type 2</p>	Phase I/II terminée	Phase II (70 sujets) - dose unique	EFSA (CE) / FDA	2021
 <p>Complément santé Personnes en surpoids ou obèses</p>	Phase I/II en cours	Phase IIa (180 sujets, Europe / Etats-Unis / Canada) - effet dose (2 doses)	EFSA (CE) / FDA	2023
<p>VAL-070</p> <p>Complément santé Personnes présentant une dyslipidémie (LDL cholestérol) légère à modérée.</p>	Phase I/II en cours	<ul style="list-style-type: none"> Phase IIa (150 sujets) - effet dose (3 doses) Phase IIb (180 sujets, Europe / Etats-Unis / Canada) - confirmation dose (2 doses), follow-up 	EFSA (CE) / FDA	2022

La finalisation du programme clinique relatif à Valedia® demeure la priorité de la Société afin d'envisager le dépôt d'une demande d'allégation santé auprès de l'EFSA dès 2019 en vue d'une mise sur le marché de ce Complément Santé dès 2020 en Europe. Une fois l'allégation santé obtenue en Europe, une demande sera formulée auprès de la FDA dès 2020 pour envisager une commercialisation de Valedia® sur le marché américain dès 2021.

- **L'internalisation des plateformes techniques et le recrutement de collaborateurs R&D actuellement externalisés chez des partenaires grâce à une enveloppe d'environ 2,5 M€.** Ayant fait le choix d'un modèle collaboratif depuis sa création du fait de ressources financières limitées, la Société bénéficie de moyens techniques et de R&D mis à sa disposition au titre d'un accord cadre

		<p>de collaboration par ses trois partenaires clés que sont les Universités de la Rochelle et de Clermont Auvergne et le CNRS et de 3 salariés hébergés au sein des locaux universitaires ainsi que de 4 collaborateurs universitaires qui se consacrent quasiment à plein temps au projet de la Société. Afin de sécuriser son savoir-faire, une enveloppe de l'ordre de 2,5 M€ sera consacrée à la réintégration au sein de la Société d'une des deux plateformes techniques et le recrutement de collaborateurs R&D actuellement salariés des partenaires académiques. Cela passera par :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ La prise à bail dès septembre 2017 d'un site déjà identifié à Clermont-Ferrand, destiné à héberger des équipements techniques et de R&D identiques à ceux aujourd'hui utilisés au sein de l'Université de Clermont-Auvergne. Ce site, conforme aux standards pharmaceutiques, sera dédié à l'animalerie, la biochimie, la biologie moléculaire et la culture cellulaire. Cela représente un montant de l'ordre de 1,2 M€ couvrant à la fois des travaux, les équipements du site, les loyers jusqu'au 1^{er} trimestre 2019 et les frais de fonctionnement jusqu'à cette même échéance ; et ○ Le recrutement de 4 collaborateurs aujourd'hui mobilisés à plein temps sur ses projets chez ses partenaires académiques, et qui viendront étoffer l'équipe actuelle de la Société dès le second semestre 2017 associé à d'autres recrutements destinés à renforcer l'équipe (soit un montant de l'ordre de 1,3 M€ relatifs à leurs rémunérations jusqu'à la fin du 1^{er} trimestre 2019). <p>En revanche, la plateforme technique dédiée à la partie analytique ainsi qu'aux procédés d'extraction et de purification, aujourd'hui hébergée au sein de l'Université de La Rochelle, ne sera réintégrée au sein de la Société à compter de 2018 qu'en cas de succès de l'Offre conduisant à exercer la Clause d'Extension et l'Option de Surallocation sur la base d'un Prix d'Offre égal à la borne supérieure de la Fourchette Indicative du Prix de l'Offre générant un produit net d'environ 13,6 M€.</p> <p>- La recherche de partenaires commerciaux de 1^{er} plan issus de l'industrie pharmaceutique et/ou agroalimentaire en vue de signer des accords de licence de commercialisation des produits sur les deux marchés prioritaires que sont l'Europe et les Etats-Unis à travers notamment quatre recrutements majeurs d'ici la fin du 1^{er} semestre 2018 (un directeur des affaires médicales, un directeur de la communication et des affaires publiques, un business développeur spécialisé en nutrition santé et un directeur « market access »), une participation systématique aux principaux salons professionnels internationaux, une présence renforcée aux Etats-Unis où sont installés de nombreux centres de décisions et enfin, auprès des établissements payeurs privés (assurances et mutuelles). Une enveloppe de 2,6 M€ sera affectée à cet objectif de structuration de la Société venant s'ajouter aux dépenses de fonctionnement courantes.</p> <p>La Société est à ce jour en contact avec plusieurs acteurs des industries agroalimentaires et pharmaceutiques avec lesquels des accords de confidentialité ont été signés. La Société a pour ambition de conclure un 1^{er} accord avant le dépôt du dossier d'allégation auprès de l'EFSA. Il pourrait ainsi être signé avant la fin du programme clinique de Valedia® tout en étant conditionné aux conclusions positives de celui-ci.</p> <p>En cas de limitation de l'émission à 75% et sur la base d'un Prix d'Offre égal au bas de la Fourchette Indicative du Prix de l'Offre, le produit net de l'Offre (hors 0,3 M€ de frais fixes déjà payés au 30 avril 2017) s'établirait à environ 5,5 M€ et permettrait à la Société de s'autofinancer jusqu'à la fin du 3^{ème} trimestre 2018 compte tenu de 1,3 M€ de trésorerie disponible à ce jour et de 0,35 M€ de prêt à taux zéro accordé par Bpifrance mais encore à encaisser d'ici juin 2017. Tous les objectifs resteront d'actualité mais dans une configuration réduite. Ainsi :</p>
--	--	--

		<ul style="list-style-type: none"> Concernant le 1^{er} objectif, une enveloppe de l'ordre de 2,3 M€ serait affectée au programme clinique suivant : <ul style="list-style-type: none"> Poursuite de l'étude de Phase II a concernant Valedia® ; Lancement de l'étude de Phase II b concernant Valedia® ; Poursuite de l'étude I/II relative au Lipidrive® ; Poursuite de l'étude de Phase I/II relative au VAL-070 et Poursuite des études précliniques en cours avec les partenaires académiques historiques. <p>En revanche, les programmes rappelés ci-dessous seront décalés :</p> <ul style="list-style-type: none"> Les études de Phase II c et II d de Valedia®, La Phase II a de VAL-63 NAFLD ; La Phase II de VAL-630. <ul style="list-style-type: none"> Concernant le 2^{ème} objectif, une enveloppe de l'ordre de 2,5 M€ serait affectée d'une part à la prise à bail du site de Clermont-Ferrand selon l'échéancier prévu initialement et au financement des travaux, des équipements et des loyers jusqu'à la fin du 3^{ème} trimestre 2018 et d'autre part, au recrutement d'un nombre plus restreint de collaborateurs du fait d'un programme clinique redimensionné dont les salaires seraient financés jusqu'en septembre 2018. Les activités menées actuellement au sein de l'Université de La Rochelle seront poursuivies selon le mode de fonctionnement actuel dans le cadre du partenariat avec l'Université partenaire et le CNRS. Concernant le 3^{ème} objectif, l'enveloppe affectée de l'ordre de 1,3 M€ conduirait d'une part à ne procéder qu'au recrutement et aux salaires d'un directeur des affaires médicales et d'un business développeur spécialisé en nutrition santé (timing) et à limiter la participation de la Société aux salons professionnels les plus stratégiques, tout en assurant le financement des dépenses courantes de la Société. <p>La Société estime toutefois que l'augmentation de capital qui aura été menée à bien, même limitée à 75% du montant initialement prévu, lui permettra également de recourir à des financements publics de type prêt à taux zéro grâce à un équilibre bilantiel sensiblement amélioré et compte tenu de discussions déjà en cours avec certains partenaires financiers. Par ailleurs, la signature éventuelle d'un premier partenariat commercial d'ici la fin 2018 devrait s'accompagner d'un paiement initial. Ces financements complémentaires potentiels contribueraient alors à financer la finalisation des trois objectifs décrits ci-dessus.</p>
--	--	---

E.3	Modalités et conditions de l'offre	<p><i>Nature des titres offerts dans le cadre de l'Offre</i></p> <p>Les Actions Offertes sont des actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,10 euro chacune, intégralement souscrites et entièrement libérées. Les Actions Nouvelles et les Actions Nouvelles Supplémentaires faisant l'objet de l'Offre seront assimilables dès leur émission aux Actions Existantes. Elles porteront jouissance courante.</p> <p><i>Structure de l'Offre</i></p> <p>Préalablement à la première admission des Actions Valbiotis sur le marché Alternext de Euronext Paris, il est prévu que la diffusion des Actions Offertes soit réalisée dans le cadre de l'Offre, comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une offre au public en France réalisée sous la forme d'une offre à prix ouvert, principalement destinée aux personnes physiques (l'« Offre à Prix Ouvert » ou l'« OPO ») ; - un placement global principalement destiné aux investisseurs institutionnels, en France et hors de France (excepté, notamment, aux États-Unis d'Amérique, l'Australie, le Canada et le Japon) (le « Placement Global »). <p>Si la demande exprimée dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert le permet, le nombre d'actions allouées en réponse aux ordres émis dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert sera au moins égal à 10 % du montant initial de l'augmentation de capital (hors exercice éventuel de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation).</p> <p>Les ordres seront décomposés en fonction du nombre de titres demandés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fraction d'ordre A1 : de 1 à 250 actions ; et - Fraction d'ordre A2 : au-delà de 250 actions. <p>Les fractions d'ordre A1 bénéficieront d'un traitement préférentiel par rapport aux fractions d'ordres A2 dans le cas où tous les ordres ne pourraient pas être entièrement satisfaits.</p> <p><i>Révocation des ordres</i></p> <p>Les ordres de souscription des particuliers passés par Internet dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert seront révocables, par Internet, jusqu'à la clôture de l'Offre à Prix Ouvert (le 1^{er} juin 2017 à 20h00, heure de Paris). Il appartient aux particuliers de se rapprocher de leur intermédiaire financier afin de vérifier si les ordres transmis par d'autres canaux sont révocables et dans quelles conditions ou bien si les ordres transmis par Internet peuvent être révoqués autrement que par Internet.</p> <p><i>Clause d'Extension</i></p> <p>En fonction de l'importance de la demande, le nombre initial d'actions nouvelles pourra, à la discrétion de la Société, être augmenté de 15 %, soit un maximum de 142 857 Actions Nouvelles (la « Clause d'Extension »).</p> <p><i>Option de Surallocation</i></p> <p>Une option de surallocation portera sur un maximum de 15 % du nombre d'Actions Nouvelles après exercice éventuel de la Clause d'Extension, soit un maximum de 164 285 actions nouvelles supplémentaires (l'« Option de Surallocation »).</p> <p>La Société consentira au Chef de File et Teneur de Livre et au Co-Chef de File et Teneur de Livre, en leur nom et pour leur compte, une option de surallocation portant sur un maximum de 15 % du nombre d'Actions Nouvelles après exercice éventuel de la</p>
-----	------------------------------------	--

		<p>Clause d'Extension, soit un maximum de 164 285 Actions Nouvelles Supplémentaires (l' « Option de Surallocation ») au Prix de l'Offre permettant ainsi de couvrir d'éventuelles surallocations et de faciliter les opérations de stabilisation.</p> <p>Cette Option de Surallocation pourra être exercée en une seule fois, à tout moment, en tout ou partie, au Prix de l'Offre, au plus tard le 1^{er} juillet 2017 inclus (selon le calendrier indicatif).</p> <p>En cas d'exercice de l'Option de Surallocation, cette information sera portée à la connaissance du public au moyen d'un communiqué de presse diffusé par la Société.</p> <p><i>Fourchette indicative de prix de l'offre et méthodes de fixation du Prix de l'Offre</i></p> <p><i>Fourchette indicative de prix</i></p> <p>Le prix des Actions Offertes (le « Prix de l'Offre ») sera le même dans l'Offre à Prix Ouvert et dans le Placement Global et pourrait se situer dans une fourchette indicative comprise entre 8,93 euros et 12,07 euros par action (la « Fourchette Indicative du Prix de l'Offre »). Cette fourchette indicative du Prix de l'offre a été arrêtée par le Directoire de la Société du 11 mai 2017 après consultation du Chef de File et Teneur de Livre et du Co-Chef de File et Teneur de Livre.</p> <p>La fourchette est seulement indicative et le Prix de l'Offre pourra être fixé en dehors de la Fourchette Indicative du Prix de l'Offre. La Fourchette Indicative du Prix de l'Offre pourra être modifiée à tout moment jusqu'au jour prévu pour la fixation du Prix de l'Offre (inclus). En cas de modification de la borne supérieure de la Fourchette Indicative du Prix de l'Offre, ou de fixation du Prix de l'Offre au-dessus de la Fourchette Indicative du Prix de l'Offre (initiale ou, le cas échéant, modifiée), la date de clôture de l'Offre à Prix Ouvert sera reportée ou une nouvelle période de souscription à l'Offre à Prix Ouvert sera alors ouverte, selon le cas, de telle sorte qu'il s'écoule au moins deux jours de bourse entre la date de diffusion du communiqué de presse informant de cette modification et la nouvelle date de clôture de l'Offre à Prix Ouvert. Les ordres émis dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert avant la diffusion du communiqué de presse susvisé seront maintenus sauf s'ils ont été expressément révoqués avant la nouvelle date de clôture de l'Offre à Prix Ouvert incluse.</p> <p>Le Prix de l'Offre pourra être librement fixé en dessous de la borne inférieure de la Fourchette Indicative du Prix de l'Offre, ou la Fourchette Indicative du Prix de l'Offre pourra être modifiée librement à la hausse (en l'absence d'impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre).</p> <p><i>Méthodes de fixation du Prix de l'Offre</i></p> <p>Il est prévu que le Prix de l'Offre soit fixé le 2 juin 2017 selon le calendrier indicatif de l'Offre. Cette date pourrait être reportée si les conditions de marché et les résultats de la construction du livre d'ordres ne permettaient pas de fixer le Prix de l'Offre à cette date, à des conditions satisfaisantes. La date de fixation du Prix de l'Offre pourra également être avancée en cas de clôture anticipée de l'Offre à Prix Ouvert et du Placement Global ou retardée en cas de prorogation de l'Offre à Prix Ouvert et du Placement Global.</p> <p>Le Prix de l'Offre sera fixé par la Société, après consultation du Chef de File et Teneur de Livre et du Co-Chef de File et Teneur de Livre, et résultera de la confrontation du nombre d'Actions Offertes dans le cadre de l'Offre, et des demandes émises par les investisseurs selon la technique dite de la « construction du livre d'ordres », telle que développée par les usages professionnels.</p>
--	--	--

Garantie

L'Offre ne fait pas l'objet d'une garantie.

Calendrier indicatif

15 mai 2017	- Visa de l'AMF sur le Prospectus.
16 mai 2017	- Communiqué de presse annonçant l'opération ; - Diffusion par Euronext de l'avis relatif à l'ouverture de l'OPO et du Placement Global ; - Ouverture de l'OPO et du Placement Global.
1 ^{er} juin 2017	- Clôture de l'OPO à 17h00 (heure de Paris) pour les souscriptions au guichet et à 20h00 (heure de Paris) pour les souscriptions par Internet - Clôture du Placement Global à 17h00 (heure de Paris)
2 juin 2017	- Fixation du Prix de l'Offre et exercice éventuel de la Clause d'Extension ; - Avis Euronext relatif au résultat de l'OPO et du Placement Global ; - Communiqué de presse indiquant le Prix de l'Offre et le résultat de l'OPO et du Placement Global ainsi que le nombre d'actions résultant de la conversion des obligations convertibles sur la base du Prix d'Offre ; - Première cotation des actions de la Société sur le marché Alternext d'Euronext à Paris ; - Début de la période de stabilisation éventuelle.
6 juin 2017	- Règlement-livraison des actions dans le cadre de l'OPO et du Placement Global.
7 juin 2017	- Début des négociations des actions de la Société sur le marché Alternext d'Euronext à Paris.
1 ^{er} juillet 2017	- Date limite d'exercice de l'Option de sur-allocation. - Fin de la période de stabilisation éventuelle.

Modalités de souscription

Les personnes désirant participer à l'Offre à Prix Ouvert devront déposer leurs ordres auprès d'un intermédiaire financier habilité en France, au plus tard le 1^{er} juin 2017 à 17 heures (heure de Paris) pour les souscriptions aux guichets et 20 heures (heure de Paris) pour les souscriptions par Internet.

		<p>Pour être pris en compte, les ordres émis dans le cadre du Placement Global devront être reçus par le Chef de File et Teneur de Livre ou le Co-Chef de file et Teneur de Livre au plus tard le 1^{er} juin 2017 à 17 heures (heure de Paris), sauf clôture anticipée.</p> <p><i>Établissements financiers introducteurs</i></p> <p><i>Listing Sponsor</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Allegra Finance <p><i>Chefs de File Teneur de Livre et co-Chef de file Teneur de Livre</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Portzamparc Société de Bourse : Chef de File Teneur de Livre - Invest Securities : Co-Chef de File Teneur de Livre <p><i>Engagements de souscriptions reçus</i></p> <p>Néant.</p> <p><i>Stabilisation</i></p> <p>Des opérations en vue de stabiliser ou soutenir le prix de marché des actions de la Société sur Euronext pourront être réalisées du 2 juin 2017 au 1^{er} juillet (inclus).</p> <p><i>Contrat de liquidité</i></p> <p>Aucun contrat de liquidité relatif aux actions de la Société n'a été conclu à la date du visa du Prospectus. La Société s'engage cependant à mettre en place ce type de contrat une fois la société cotée avec Portzamparc Société de Bourse (Groupe BNP Paribas) au plus tard et avant la fin de la période de stabilisation et portera cette information à la connaissance du public.</p> <p><i>Pays dans lesquels l'offre au public sera ouverte</i></p> <p>L'offre sera ouverte au public uniquement en France.</p> <p><i>Restrictions applicables à l'offre</i></p> <p>La diffusion du Prospectus, la vente des actions, des droits préférentiels de souscription et la souscription des actions nouvelles peuvent, dans certains pays, y compris les Etats-Unis d'Amérique, faire l'objet d'une réglementation spécifique.</p> <p><i>Mise à disposition du Prospectus</i></p> <p>Le Prospectus est disponible sans frais au siège social de Valbiotis, 40 Rue Chef de Baie, 17000 La Rochelle, sur le site Internet de la Société (www.valbiotis.fr) ainsi que sur le site Internet de l'AMF (www.amf-france.org).</p>
E.4	Intérêts pouvant influencer sensiblement sur l'émission	<p>Le Chef de File et Teneur de Livre et le Co-Chef de File et Teneur de Livre, et/ou certains de leurs affiliés, ont rendu et/ou pourront rendre dans le futur, divers services bancaires, financiers, d'investissements, commerciaux et autres à la Société, ses affiliés ou actionnaires ou à ses mandataires sociaux, dans le cadre desquels ils ont reçu ou pourront recevoir une rémunération.</p> <p>Dans le cadre de l'Offre, le Chef de File et Teneur de Livre et le Co-Chef de File et Teneur de Livre ont produit une analyse financière indépendante.</p>

E.5	Personne ou entité offrant de vendre ses actions / Convention de blocage	<p>Nom de la société émettrice</p> <p>Valbiotis</p> <p>Engagement d'abstention de la Société</p> <p>Pendant une période expirant 180 jours calendaires suivant la date de règlement-livraison de l'Offre, sous réserve de certaines exceptions.</p> <p>Engagements de conservation pris par tous les actionnaires fondateurs, membres du directoire de la Société, à l'égard du Chef de File et Teneur de Livre et du Co-Chef de File et Teneur de Livre</p> <p>Titres concernés : Toutes les actions détenues directement et/ou indirectement au jour du présent visa (soit environ 61,8% du capital) étant rappelé que les membres du directoire ne détiennent à ce jour aucun titre donnant accès au capital de la Société ;</p> <p>Durée : Pendant une période expirant 365 jours calendaires suivant la date de règlement-livraison de l'Offre, sous réserve de certaines exceptions.</p> <p>Engagements de conservation pris par tous les actionnaires financiers (Sofimac Partners, Nestadio et Poitou Charente Innovation) à l'égard du Chef de File et Teneur de Livre et du Co-Chef de File et Teneur de Livre</p> <p>Titres concernés : Toutes les actions ordinaires à résulter de la conversion automatique au jour de la 1^{ère} cotation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - De l'intégralité des actions de préférence détenues au jour du présent visa (soit environ 38,2% du capital), et - De l'intégralité des obligations convertibles détenues au jour du présent visa. <p>Durée : Pendant une période expirant 365 jours calendaires suivant la date de règlement-livraison de l'Offre, sous réserve de certaines exceptions.</p>																				
E.6	Montant et pourcentage de dilution résultant immédiatement de l'offre	<p><u>Incidence de l'Offre sur la quote-part des capitaux propres</u></p> <p><i>Impact de l'Offre sur les capitaux propres de la Société et sur la base du point médian de la Fourchette Indicative du Prix de l'Offre</i></p> <table border="1" data-bbox="488 1355 1436 1650"> <thead> <tr> <th data-bbox="488 1355 1114 1467" rowspan="2">(en euros par action)</th><th colspan="2" data-bbox="1114 1355 1436 1422">Capitaux propres⁽¹⁾ par action ordinaire au 31 décembre 2016</th></tr> <tr> <th data-bbox="1114 1422 1283 1467">Base non diluée</th><th data-bbox="1283 1422 1436 1467">Base diluée⁽²⁾</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td data-bbox="488 1467 1114 1496">Avant l'Offre</td><td data-bbox="1114 1467 1283 1496">0,16 €</td><td data-bbox="1283 1467 1436 1496">0,18 €</td></tr> <tr> <td data-bbox="488 1496 1114 1525">Après l'Offre à 100%⁽³⁾</td><td data-bbox="1114 1496 1283 1525">3,09 €</td><td data-bbox="1283 1496 1436 1525">3,07 €</td></tr> <tr> <td data-bbox="488 1525 1114 1554">Après l'Offre en cas d'exercice de la Clause d'Extension⁽³⁾</td><td data-bbox="1114 1525 1283 1554">3,36 €</td><td data-bbox="1283 1525 1436 1554">3,34 €</td></tr> <tr> <td data-bbox="488 1554 1114 1621">Après l'Offre en cas d'exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation⁽³⁾</td><td data-bbox="1114 1554 1283 1621">3,66 €</td><td data-bbox="1283 1554 1436 1621">3,63 €</td></tr> <tr> <td data-bbox="488 1621 1114 1650">Après l'Offre à 75%⁽³⁾</td><td data-bbox="1114 1621 1283 1650">2,56 €</td><td data-bbox="1283 1621 1436 1650">2,55 €</td></tr> </tbody> </table> <p>(1) Etablis conformément aux normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne.</p> <p>(2) En tenant compte de la souscription de 42 100 actions nouvelles de la Société sur exercice de l'intégralité des BSA, seuls instruments dilutifs existants à la date du Prospectus (autres que les OC1 décrites ci-dessous).</p> <p>(3) En tenant compte de la conversion automatique de l'intégralité des 647 388 OC1 souscrites le 7 mars 2017 par les fonds SOFIMAC Partners, Poitou Charente Innovation (« PCI »), Nestadio et FIP Pluriel Atlantique (FIP dont la société de gestion Swen Capital a délégué la gestion à SOFIMAC Partners) en 170 498 actions nouvelles de la Société immédiatement avant la première cotation des actions de la Société sur le marché Alternext de Euronext à Paris (étant précisé que le nombre d'actions issues de la conversion a été déterminé sur la base d'un Prix d'Offre égal au point médian de la Fourchette Indicative du Prix de l'Offre, diminué d'une décote de 15%).</p> <p>Depuis le 31 décembre 2016, les capitaux propres n'ont pas été modifiés.</p>	(en euros par action)	Capitaux propres ⁽¹⁾ par action ordinaire au 31 décembre 2016		Base non diluée	Base diluée ⁽²⁾	Avant l'Offre	0,16 €	0,18 €	Après l'Offre à 100% ⁽³⁾	3,09 €	3,07 €	Après l'Offre en cas d'exercice de la Clause d'Extension ⁽³⁾	3,36 €	3,34 €	Après l'Offre en cas d'exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation ⁽³⁾	3,66 €	3,63 €	Après l'Offre à 75% ⁽³⁾	2,56 €	2,55 €
(en euros par action)	Capitaux propres ⁽¹⁾ par action ordinaire au 31 décembre 2016																					
	Base non diluée	Base diluée ⁽²⁾																				
Avant l'Offre	0,16 €	0,18 €																				
Après l'Offre à 100% ⁽³⁾	3,09 €	3,07 €																				
Après l'Offre en cas d'exercice de la Clause d'Extension ⁽³⁾	3,36 €	3,34 €																				
Après l'Offre en cas d'exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation ⁽³⁾	3,66 €	3,63 €																				
Après l'Offre à 75% ⁽³⁾	2,56 €	2,55 €																				

Incidence de l'Offre sur la situation de l'actionnaire

Montant et pourcentage de la dilution résultant immédiatement de l'Offre sur la base du point médian de la Fourchette Indicative du Prix de l'Offre

L'incidence de l'Offre sur la participation dans le capital de la Société d'un actionnaire qui détiendrait à la date du Prospectus 1 % du capital social de la Société et ne souscrivant pas à celle-ci (calculs effectués sur la base du nombre d'actions composant le capital de la Société à la date du Prospectus) serait la suivante :

<i>(en euros par action)</i>	Participation de l'actionnaire	
	Base non diluée	Base diluée ⁽¹⁾
Avant l'Offre	1,00%	0,91%
Après l'Offre à 100% ⁽²⁾	0,67%	0,66%
Après l'Offre en cas d'exercice de la Clause d'Extension ⁽²⁾	0,64%	0,64%
Après l'Offre en cas d'exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation ⁽²⁾	0,61%	0,61%
Après l'Offre à 75% ⁽²⁾	0,71%	0,70%

(1) En tenant compte de la souscription de 42 100 actions nouvelles de la Société sur exercice de l'intégralité des BSA, seuls instruments dilutifs existants à la date du Prospectus (autres que les OC1 décrites ci-dessous).

(2) En tenant compte de la conversion automatique de l'intégralité des 647 388 OC1 souscrites en mars 2017 par les fonds SOFIMAC Partners, Poitou Charente Innovation (« PCI »), Nestadio et FIP Pluriel Atlantique (FIP dont la société de gestion Swen Capital a délégué la gestion à SOFIMAC Partners) en 170 498 actions nouvelles de la Société immédiatement avant la première cotation des actions de la Société sur le marché Alternext de Euronext à Paris (étant précisé que le nombre d'actions issues de la conversion a été déterminé sur la base d'un Prix d'Offre égal au point médian de la Fourchette Indicative du Prix de l'Offre, diminué d'une décote de 15%).

Incidence de l'Offre sur la répartition du capital de la Société

Les calculs réalisés pour l'ensemble des tableaux ci-après sont basés sur un Prix de l'Offre égal au point médian de la fourchette indicative de Prix de l'Offre, soit 10,50 € en cas d'Offre souscrite à 100%, exercice intégral de la Clause d'Extension et exercice de l'Option de Surallocation ainsi qu'en cas de limitation de l'Offre à 75%.

• **Avant et après l'Offre souscrite à 100%**

Actionnaires	Avant l'Offre		Après l'Offre - émission à 100% -	
	Nombre d'actions	% du capital	Nombre d'actions ⁽¹⁾	% du capital
Participations indirectes des membres du directoire *	1 410 000	61,78%	1 410 000	41,41%
Djanka Investissement (société contrôlée par Sébastien PELTIER) ⁽²⁾	705 000	30,89%	705 000	20,70%
Financière Eloujon (société contrôlée par Jocelyn PINEAU) ⁽³⁾	352 500	15,45%	352 500	10,35%
Cafidel (société contrôlée par Philippe CHARIER) ⁽⁴⁾	352 500	15,45%	352 500	10,35%
Investisseurs financiers	872 200	38,22%	1 042 698	30,62%
SOFIMAC Partners ⁽⁵⁾	475 100	20,82%	531 906	15,62%
Poitou Charente Innovation ("PCI") ⁽⁶⁾	267 700	11,73%	290 483	8,53%
Nestadio ⁽⁷⁾	129 400	5,67%	163 503	4,80%
FIP Pluriel Atlantique ⁽⁸⁾	-	0,00%	56 806	1,67%
Public		0,00%	952 381	27,97%
TOTAL	2 282 200	100,00%	3 405 079	100,00%

- (1) Tenant compte de la conversion automatique de l'intégralité des 647 388 OC1 souscrites en mars 2017 par les fonds SOFIMAC Partners, Poitou Charente Innovation (« PCI »), Nestadio et FIP Pluriel Atlantique en 170 498 actions nouvelles de la Société immédiatement avant la première cotation des actions de la Société sur le marché Alternext de Euronext à Paris (étant précisé que le nombre d'actions issues de la conversion a été déterminé sur la base d'un Prix d'Offre égal au point médian de la Fourchette Indicative du Prix de l'Offre, diminué d'une décote de 15%).
- (2) Société détenue par Sébastien PELTIER à hauteur de 99,99% du capital et des droits de vote ;
- (3) Société détenue par Jocelyn PINEAU à hauteur de 99,99% du capital et des droits de vote ;
- (4) Société détenue par Philippe CHARIER à hauteur de 99,99% du capital et des droits de vote ;
- (5) A la date du Prospectus, détention des actions et de 215 796 OC1 à travers le fonds le fonds "FCPI Emergence Innovation 1" ;
- (6) A la date du Prospectus, en complément des actions détenues, détention de 86 318 OC1 ;
- (7) A la date du Prospectus, détention des actions à travers deux fonds ("Nestadio CAP 2013" et "Nestadio CAP 2014") et de 86 318 OC1 à travers le fonds "FIP Nestadio Croissance IV" ;
- (8) A la date du Prospectus, détention de 215 796 OC1. FIP dont la société de gestion Swen Capital a délégué la gestion à SOFIMAC Partners.

Dans cette hypothèse d'émission à 100%, post introduction en bourse, l'exercice de l'intégralité des instruments dilutifs en vie (après conversion automatique des OC1 immédiatement avant la première cotation des actions de la Société) représenterait une dilution additionnelle de 1,24% sur la base du capital après Offre et de 1,22% sur la base du capital dilué après l'Offre.

		<u>Incidence de l'Offre sur la répartition des droits de vote de la Société</u>			
		<ul style="list-style-type: none"> Avant et après l'Offre souscrite à 100% 			
		Avant l'Offre		Après l'Offre - émission à 100% -	
	Actionnaires	Nombre de droits de vote	% droits de vote	Nbre droits de vote ⁽¹⁾	% droits de vote
	Participations indirectes des membres du directoire *	1 410 000	50,97%	1 410 000	36,26%
	Djanka Investissement (société contrôlée par Sébastien PELTIER) ⁽²⁾	705 000	25,49%	705 000	18,13%
	Financière Eloujon (société contrôlée par Jocelyn PINEAU) ⁽³⁾	352 500	12,74%	352 500	9,06%
	Cafidel (société contrôlée par Philippe CHARIER) ⁽⁴⁾	352 500	12,74%	352 500	9,06%
	Investisseurs financiers	1 356 200	49,03%	1 526 698	39,26%
	SOFIMAC Partners ⁽⁵⁾	820 800	29,67%	877 606	22,57%
	Poitou Charente Innovation ("PCI") ⁽⁶⁾	406 000	14,68%	428 783	11,03%
	Nestadio ⁽⁷⁾	129 400	4,68%	163 503	4,20%
	FIP Pluriel Atlantique ⁽⁸⁾	-	0,00%	56 806	1,46%
	Public		0,00%	952 381	24,49%
	TOTAL	2 766 200	100,00%	3 889 079	100,00%
	<p>(1) Tenant compte de la conversion automatique de l'intégralité des 647 388 OC1 souscrites en mars 2017 par les fonds SOFIMAC Partners, Poitou Charente Innovation (« PCI »), Nestadio et FIP Pluriel Atlantique en 170 498 actions nouvelles de la Société immédiatement avant la première cotation des actions de la Société sur le marché Alternext de Euronext à Paris (étant précisé que le nombre d'actions issues de la conversion a été déterminé sur la base d'un prix fixé au point médian de la Fourchette Indicative du Prix de l'Offre, diminué d'une décote de 15%).</p> <p>(2) Société détenue par Sébastien PELTIER à hauteur de 99,99% du capital et des droits de vote ;</p> <p>(3) Société détenue par Jocelyn PINEAU à hauteur de 99,99% du capital et des droits de vote ;</p> <p>(4) Société détenue par Philippe CHARIER à hauteur de 99,99% du capital et des droits de vote ;</p> <p>(5) A la date du Prospectus, détention des actions et de 215 796 OC1 à travers le fonds le fonds "FCPI Emergence Innovation 1" ;</p> <p>(6) A la date du Prospectus, en complément des actions détenues, détention de 86 318 OC1 ;</p> <p>(7) A la date du Prospectus, détention des actions à travers deux fonds ("Nestadio CAP 2013" et "Nestadio CAP 2014") et de 86 318 OC1 à travers le fonds "FIP Nestadio Croissance IV" ;</p> <p>(8) A la date du Prospectus, détention de 215 796 OC1. FIP dont la société de gestion Swen Capital a délégué la gestion à SOFIMAC Partners.</p> <p>L'évolution de la répartition du capital et des droits de vote selon diverses hypothèses de souscription à la présente émission sont présentées dans la documentation réglementaire relative à l'opération d'introduction en bourse de la Société.</p>				
E.7	Dépenses facturées à l'investisseur par l'Emetteur	Sans objet : aucune dépense ne sera mise à la charge de l'investisseur.			

1 PERSONNES RESPONSABLES

1.1 DENOMINATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE

Monsieur Sébastien PELTIER, Président du directoire de Valbiotis SA.

1.2 DECLARATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE

« J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent Prospectus, sont à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu du contrôleur légal des comptes, une lettre de fin de travaux, dans laquelle il indique avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans le Prospectus, ainsi qu'à la lecture d'ensemble du Prospectus. »

Le **X** mai 2017
Sébastien PELTIER
Président du directoire

1.3 ENGAGEMENTS DE LA SOCIETE

Conformément aux dispositions des Règles des Marchés Alternext, la Société s'engage :

1) à assurer la diffusion sur son site Internet et sur le site Internet de Alternext en français ou en anglais dans les conditions définies ci-après (et à les maintenir en ligne pendant au moins deux ans) les informations suivantes :

- dans les quatre mois qui suivent la clôture de l'exercice, ses comptes annuels, le rapport de gestion, le cas échéant les comptes consolidés et le rapport de gestion du groupe ainsi que les rapports des contrôleurs légaux (article 4.2.1 des Règles des Marchés Alternext) ;
- dans les quatre mois après la fin du deuxième trimestre de son exercice social, les états financiers semestriels (consolidés le cas échéant) et un rapport d'activité afférent à ces états financiers semestriels (article 4.2.1 des Règles des Marchés Alternext) ;
- sans délai, la convocation aux Assemblées Générales et tout document transmis aux actionnaires (article 4.4.1 des Règles de Marchés Alternext),

2) à rendre public (sans préjudice des obligations du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers) :

- toute information précise la concernant qui est susceptible d'avoir une influence sensible sur le cours de ses titres, étant précisé que la Société pourra sous sa propre responsabilité différer la publication de ladite information afin de ne pas porter atteinte à ses intérêts légitimes, sous réserve que cette omission ne risque pas d'induire les intervenants en erreur et que la Société soit en mesure d'assurer la confidentialité de ladite information (articles 7 et 17 du règlement UE n°596/2014 du 16 avril 2014) ;
- le franchissement à la hausse ou à la baisse par toute personne agissant seule ou de concert de seuils de participation représentant 50 % ou 95 % de son capital ou de ses droits de vote, dans un délai de cinq jours de bourse suivant celui où la Société en aura connaissance (article 4.3.1 (i) des Règles de Marché Alternext);

Les personnes exerçant des responsabilités dirigeantes ainsi que les personnes ayant un lien étroit avec elles, ont l'obligation de notifier à la Société et à l'AMF les transactions effectuées pour leur compte et se rapportant aux actions de la Société dans un délai de trois jours ouvrés après la date de transaction dès lors que le montant cumulé desdites opérations excède 20 000 euros pour l'année civile en cours (Article 19 du Règlement UE n°596/2014 du 16 avril 2014 et Règlement d'exécution UE 2016/523 et article 223-23 du Règlement général de l'AMF).

La Société s'engage également à assurer, sans frais pour les porteurs, le service des titres, le paiement des dividendes ou toute distribution auquel elle procèdera.

La Société s'engage en outre à respecter toutes les obligations qui s'imposent à elle en application du Règlement UE n°596/2014 du 16 avril 2014 et de ses règlements d'exécution ou d'application.

Les engagements susvisés sont susceptibles d'évoluer en fonction de l'évolution de la réglementation applicable (en particulier, des Règles des Marchés Alternext et du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers).

1.4 ATTESTATION DU LISTING SPONSOR

ALLEGRA FINANCE, Listing Sponsor, confirme avoir effectué, en vue de l'inscription des actions VALBIOTIS aux négociations sur le marché Alternext Paris, les diligences professionnelles d'usage. Ces diligences ont notamment pris la forme de vérification de documents produits par VALBIOTIS ainsi que d'entretiens avec des membres de la direction et du personnel de VALBIOTIS, conformément au Code professionnel élaboré conjointement par la Fédération Bancaire Française et l'Association Française des Entreprises d'Investissement et au schéma type pour le marché Alternext.

ALLEGRA FINANCE atteste, conformément à l'article 212-16 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers et aux Règles d'Alternext, que les diligences ainsi accomplies n'ont, à sa connaissance, révélé dans le contenu du Prospectus aucune inexactitude ni aucune omission significative de nature à induire l'investisseur en erreur ou à fausser son jugement.

Cette attestation est délivrée sur la base des documents et renseignements fournis par VALBIOTIS à ALLEGRA FINANCE, ce dernier les ayant présumés exhaustifs, véridiques et sincères.

Cette attestation ne constitue pas une recommandation d'ALLEGRA FINANCE de souscrire aux actions VALBIOTIS, ni ne saurait se substituer aux autres attestations ou documents délivrés par VALBIOTIS et son commissaire aux comptes.

ALLEGRA FINANCE

Evelyne GALIATSATOS
Directeur général délégué

1.5 RESPONSABLES DE L'INFORMATION FINANCIERE

Monsieur Sébastien PELTIER Président du directoire 40 Rue Chef de Baie, 17000 La Rochelle Téléphone : 05 46 28 62 58 Adresse électronique : investisseurs@valbiotis.com	Monsieur Jocelyn PINEAU Directeur Administratif et Financier – membre du directoire 40 Rue Chef de Baie, 17000 La Rochelle Téléphone : 05 46 28 62 58 Adresse électronique : investisseurs@valbiotis.com
--	---

2 FACTEURS DE RISQUES DE MARCHÉ POUVANT INFLUER SENSIBLEMENT SUR LES VALEURS MOBILIERES OFFERTES

*Avant de prendre toute décision d'investissement concernant les Actions Offertes, les investisseurs potentiels sont invités à prendre attentivement connaissance de l'ensemble des informations mentionnées dans la présente note d'opération (la « **Note d'Opération** »).*

*En complément des facteurs de risques décrits au chapitre 4 du document de base enregistré auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 5 avril 2017 sous le numéro I.17-012 (le « **Document de Base** »), l'investisseur est invité à tenir compte des facteurs de risques décrits ci-après avant de procéder à la souscription d'Actions Offertes. La description ci-après n'a pas vocation à être exhaustive, d'autres risques et incertitudes non connus de la Société à ce jour ou qu'elle juge aujourd'hui négligeables pourraient également perturber son activité et avoir un effet défavorable sur sa situation financière, ses résultats ou ses perspectives. Les investisseurs potentiels sont tenus de procéder à une évaluation personnelle et indépendante de l'ensemble des considérations relatives aux Actions Offertes et de lire également les informations détaillées par ailleurs dans la présente Note d'Opération.*

Si l'un de ces risques (ou l'un des risques décrits dans le Document de Base) venait à se concrétiser, les activités, la situation financière ou les perspectives de la Société pourraient être significativement affectées. Dans une telle éventualité, le cours des actions de la Société pourrait baisser, et l'investisseur pourrait perdre tout ou partie des sommes qu'il aurait investies dans les Actions Offertes.

Les actions de la Société n'ont pas été préalablement cotées et sont soumises aux fluctuations de marché

A la date de visa de la présente Note d'Opération, les actions de la Société n'ont jamais été admises aux négociations sur un marché, réglementé ou organisé, en France ou à l'étranger. La Société fixera le Prix de l'Offre (tel que défini au paragraphe 5.3.1 de la présente Note d'Opération) en concertation avec les Chefs de File et Teneurs de Livres en tenant compte d'un certain nombre d'éléments, notamment des conditions de marché et des conditions économiques prévalant à la date de fixation du Prix de l'Offre, des résultats de la Société, de l'état actuel de ses activités et de la confrontation des indications d'intérêts des investisseurs. Le Prix de l'Offre pourrait ne pas refléter fidèlement les performances du cours des actions de la Société à la suite de leur inscription aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext à Paris, ce dernier étant susceptible, après l'admission aux négociations, de varier par rapport au Prix de l'Offre. Bien que la Société ait demandé l'inscription de ses actions aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext à Paris, il n'est pas possible de garantir ni l'existence d'un marché liquide pour les actions de la Société ni qu'un tel marché, s'il se développe, perdurera. Si un marché liquide pour les actions de la Société ne se développait pas, la liquidité et le cours des actions de la Société pourraient en être affectés.

Le cours de l'action de la Société est susceptible d'être affecté par une volatilité importante

Les marchés boursiers ont connu ces dernières années d'importantes fluctuations qui ont souvent été sans rapport avec les résultats des sociétés dont les actions sont négociées. Le cours des actions de la Société pourrait fluctuer significativement, en réaction à différents facteurs et événements, parmi lesquels peuvent figurer :

- L'évolution du marché sur lequel les actions VALBIOTIS seront admises aux négociations ;
- Les variations des résultats financiers, des prévisions ou des perspectives de la Société ou de ceux de ses concurrents d'une période à l'autre ;
- Les différences entre les résultats réels opérationnel ou financier de la Société, et ceux attendus par les investisseurs ou les analystes ;
- Les évolutions dans les recommandations ou les projections des analystes ;
- L'adoption de toute nouvelle réglementation ou tout changement dans l'interprétation des lois et réglementations existantes relatives à l'activité de la Société ;
- La conjoncture économique et les conditions de marché ;
- Les annonces portant sur des modifications de l'actionnariat de la Société, sur des modifications de son équipe dirigeante ou encore sur le périmètre des actifs de la Société ;
- Les fluctuations de marché ; et
- Les facteurs de risque décrits au chapitre 4 du Document de Base.

Risques liés à l'insuffisance des souscriptions et à l'annulation de l'opération

Le placement ne fera pas l'objet d'une garantie de bonne fin au sens de l'article L.225-145 du Code de commerce. Le début des négociations des actions de la Société n'interviendra donc qu'à l'issue des opérations de règlement-livraison et après délivrance du certificat du dépositaire.

En cas d'insuffisance de la demande, l'augmentation de capital envisagée dans le cadre de l'Offre (telle que définie au paragraphe 4.1.1 de la présente Note d'Opération) pourrait être limitée aux souscriptions reçues, conformément aux termes de l'article L.225-134 I du Code de commerce, dès lors que celles-ci atteindraient 75% du montant de l'émission initialement prévue, ce qui ne remettrait pas en cause la réalisation du plan de développement de la Société. Dans le cas contraire, l'opération serait annulée et les ordres seraient caducs.

La cession d'actions de la Société pourrait intervenir sur le marché et pourrait avoir un impact défavorable sur le prix de marché de l'action

La cession d'actions de la Société sur le marché, ou l'anticipation que de telles cessions pourraient intervenir à l'issue de la période de conservation, pourrait avoir un impact défavorable sur le prix de marché des actions de la Société. La Société ne peut prévoir les éventuels effets sur le prix de marché des actions.

La politique de distribution de dividendes de la Société

La Société n'a pas versé de dividende depuis sa création. Compte-tenu de son stade de développement, la Société n'envisage pas d'initier une politique de versement de dividende à court terme.

Risque de dilution complémentaire

Dans l'hypothèse où les fonds levés par la Société dans le cadre de l'Offre ne seraient pas suffisants afin de mener à bien son plan de développement, la Société pourrait être amenée à faire à nouveau appel au marché moyennant l'émission de nouvelles actions pour financer tout ou partie des besoins correspondants. Il en résulterait une dilution complémentaire pour les actionnaires.

Risque spécifique à la cotation des actions sur le marché Alternext d'Euronext Paris

Les titres faisant l'objet de la présente opération ne seront pas admis aux négociations sur un marché réglementé et ne bénéficieront donc pas des garanties correspondantes. En revanche, des garanties spécifiques relatives à la transparence financière de la société et à la protection des actionnaires minoritaires sont décrites aux paragraphes 1.3 (engagements de la société relatifs aux Règles des Marchés Alternext) et 4.9 (Réglementation française en matière d'offres publiques). De surcroît, la nature de l'opération réalisée implique de respecter les règles de l'offre au public.

3 INFORMATIONS DE BASE

3.1 DECLARATION SUR LE FONDS DE ROULEMENT NET

La Société atteste que, de son point de vue, son fonds de roulement net, avant augmentation de capital objet de la présente Note d'Opération, est suffisant au regard de ses obligations au cours des douze prochains mois à compter de la date du visa du Prospectus.

3.2 CAPITAUX PROPRES ET ENDETTEMENT

Conformément aux recommandations de l'ESMA (*European Securities Market Authority*) de mars 2013 (ESMA / 2013 / 319, paragraphe 127), les tableaux ci-dessous présentent la situation (non audité) des capitaux propres de la Société et de son endettement financier net au 31 mars 2017, établis selon le référentiel IFRS.

Capitaux propres et endettement (en milliers d'euros / non audité)	31 mars 2017
Total des dettes financières courantes	(47)
Dettes financières courantes faisant l'objet de garanties	-
Dettes financières courantes faisant l'objet de nantissements ⁽¹⁾	(29)
Dettes financières courantes sans garantie ni nantissement	(18)
Total des dettes financières non courantes (hors partie courante des dettes long terme)	(2 258)
Dettes financières non courantes faisant l'objet de garanties	-
Dettes financières non courantes faisant l'objet de nantissements ⁽¹⁾	(26)
Dettes financières non courantes sans garantie ni nantissement ⁽²⁾	(2 232)
Capitaux propres⁽³⁾	369
Capital social	228
Primes liées au capital	1 011
Résultats accumulés et autres réserves consolidés	(871)

(1) Nantissement d'un compte à terme à hauteur de 55 K€

(2) Données établies à partir des comptes sociaux établis selon le référentiel IFRS au 31 décembre 2016 ayant fait l'objet d'un rapport d'audit de la part du commissaire aux comptes n'intégrant pas le résultat net dégagé sur la période allant du 1^{er} janvier au 31 mars 2017

(3) Hors effet d'actualisation sur les avances remboursables (non significatif)

Endettement net (en milliers d'euros/ non audité)	31 mars 2017
A - Trésorerie	541
B - Équivalent de trésorerie	1 000
C - Titres de placement	-
D - Liquidité (A+B+C)	1 541
E - Créances financières à court terme	-
F - Dettes bancaires à court terme	-
G - Part à moins d'un an des dettes à moyen et long termes	47
H - Autres dettes financières à court terme	-
I - Dettes financières courantes à court terme (F+G+H)	47
J - Endettement financier net à court terme (I-E-D)	(1 494)
K - Emprunts bancaires à plus d'un an	509
L - Obligations émises ⁽¹⁾	1 507
M - Autres emprunts à plus d'un an	242
N - Endettement financier net à moyen et long termes (K+L+M)	2 258
O - Endettement financier net (J+N)	764

(1) Les Obligations émises se composent au 31 mars 2017 des 647 388 obligations convertibles émises en mars 2017 au profit des fonds SOFIMAC Partners, Poitou Charente Innovation, Nestadio Croissance VI et FIP Pluriel Atlantique (FIP dont la société de gestion Swen Capital a délégué la gestion à SOFIMAC Partners) (les « OC 1 ») pour un montant total de 1 500 milliers d'euros. Ces obligations convertibles ont un horizon de maturité fixé au 31 décembre 2020 et un taux d'intérêt annuel de 7%. Chaque obligation peut être convertie en un nombre d'actions ordinaires nouvelles de la Société fonction du futur prix d'introduction en bourse et égal au ratio (montant en principal de l'emprunt obligataire majoré des intérêts courus non échus) / (Prix d'Introduction*85%) étant précisé que cet emprunt sera converti automatiquement immédiatement dès la première cotation des actions de la Société. Les modalités détaillées de ces obligations convertibles sont détaillées au paragraphe 21.1.4.2 du Document de base.

Aucun changement significatif susceptible d'affecter le montant des capitaux propres (hors résultats de la période) ou le montant de l'endettement financier net à moyen et long terme n'est intervenu depuis le 31 mars 2017.

A la date de visa du Prospectus, il n'existe pas de dettes indirectes ou conditionnelles significatives autres que les engagements au titre des loyers s'élevant au 31 mars 2017 à 16 milliers d'euros étant précisé que la totalité de ces engagements est à moins d'un an.

3.3 INTERETS DES PERSONNES PHYSIQUES ET MORALES PARTICIPANT A L'EMISSION

Le Chef de File et Teneur de Livre et le Co-Chef de File et Teneur de Livre, et/ou certains de leurs affiliés, ont rendu et/ou pourront rendre dans le futur, divers services bancaires, financiers, d'investissement, commerciaux et autres à la Société, ses affiliés ou ses actionnaires ou à ses mandataires sociaux, dans le cadre desquels ils ont reçu ou pourront recevoir une rémunération.

Dans le cadre de l'Offre, le Chef de File et Teneur de Livre et le Co-Chef de File et Teneur de Livre ont produit une analyse financière indépendante.

3.4 RAISONS DE L'OFFRE ET UTILISATION DU PRODUIT

La présente augmentation de capital a pour objet de doter la Société des moyens financiers nécessaires jusqu'à l'obtention d'une allégation santé sur son premier complément santé Valedia® lequel deviendra le premier produit dans le monde à bénéficier d'un tel label visant près de 130 millions de pré-diabétiques européens et nord-américains. A cette fin, les fonds levés seront affectés à trois objectifs prioritaires :

- La poursuite et l'intensification des programmes cliniques des différents produits candidats ;
- L'internalisation des plateformes techniques et le recrutement de collaborateurs R&D actuellement externalisés chez des partenaires ; et


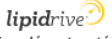
- La recherche de partenaires commerciaux de 1^{er} plan issus de l'industrie pharmaceutique et/ou agroalimentaire en vue de signer des accords de licence de commercialisation.

En cas d'émission à 100% sur la base du point médian de la Fourchette Indicative de Prix de l'Offre, la Société disposera des moyens de financer le déploiement de sa stratégie jusqu'au 1^{er} trimestre 2019, soit une échéance antérieure à la mise sur le marché de Valedia® prévue en 2020. La Société sera donc confrontée à un nouveau besoin de financement à l'horizon du 1^{er} trimestre 2019, à moins que ce besoin ne puisse être comblé préalablement à cette échéance en cas de signature d'un 1^{er} accord de licence prévoyant un paiement initial. A défaut, la Société aurait recours à un ou plusieurs financements alternatifs.

En cas d'émission à limitée à 75% sur la base de la borne basse de la Fourchette Indicative de Prix de l'Offre, la Société adaptera le déploiement de sa stratégie en fonction d'arbitrages liés au degré de priorité de chaque projet et verra son horizon de liquidité ramené au 3^{ème} trimestre 2018 à moins que comme expliqué ci-dessus, un 1^{er} accord de licence prévoyant un paiement initial ne soit conclu d'ici là.

Le produit net des fonds levés (hors 0,3 M€ de frais fixes déjà payés au 30 avril 2017) dans le cadre d'une émission à 100% sur la base d'un Prix d'Offre égal au prix médian de la fourchette de prix (soit environ 8,9 M€) majoré de 1,3 M€ de trésorerie disponible et de 0,35 M€ de prêt à taux zéro accordé par Bpifrance mais encore à encaisser d'ici juin 2017 permettra à la Société de financer :

- La poursuite et l'intensification des programmes cliniques des différents produits candidats à une allégation santé tels que détaillé dans le pipeline ci-dessous en y affectant une enveloppe de l'ordre de 4 M€.

	Stade actuel de développement clinique	Étapes à venir (2017 - 2019)	Autorités réglementaires	Mise sur le marché
Principe actif identique : TOTUM-63  Complément santé Personnes pré-diabétiques VAL-63 NAFLD Complément santé Personnes présentant une stéatose hépatique non-alcoolique VAL-630 * Produit de Nutrition Médicale Malades atteints d'une NASH ou d'un diabète de type 2  Compléments santé Personnes en surpoids ou obèses VAL-070 Complément santé Personnes présentant une dyslipidémie (LDL cholestérol) légère à modérée	Phase IIa (80 sujets, France) - dose unique	<ul style="list-style-type: none"> • Phase IIb (200 sujets, Europe / Etats-Unis / Canada) - effet dose (3 doses) • Phase IIc (120 sujets, Europe / Etats-Unis / Canada) - confirmation dose (2 doses), follow-up • Phase IIId (90 sujets, France) - Metformine versus Metformine + Valedia® (2 doses testées) 	EFSA (CE) / FDA	2020
	Phase I/II terminée	Phase IIa (55 sujets) - 2 doses	EFSA (CE) / FDA	2021
	Phase I/II terminée	Phase II (70 sujets) - dose unique	EFSA (CE) / FDA	2021
	Phase I/II en cours	Phase IIa (180 sujets, Europe / Etats-Unis / Canada) - effet dose (2 doses)	EFSA (CE) / FDA	2023
	Phase I/II en cours	<ul style="list-style-type: none"> • Phase IIa (150 sujets) - effet dose (3 doses) • Phase IIb (180 sujets, Europe / Etats-Unis / Canada) - confirmation dose (2 doses), follow-up 	EFSA (CE) / FDA	2022

(*) L'étude de Phase II relative à VAL-630 ne sera lancée qu'en cas de succès de l'Offre conduisant à exercer la Clause d'Extension et l'Option de Surallocation sur la base d'un Prix d'Offre égal à la borne supérieure de la Fourchette Indicative de Prix de l'Offre générant un produit net d'environ 13,6 M€.

La finalisation du programme clinique relatif à Valedia® demeure la priorité de la Société afin d'envisager le dépôt d'une demande d'allégation santé auprès de l'EFSA dès 2019 en vue d'une mise sur le marché de ce complément santé dès 2020 en Europe. Une fois l'allégation santé obtenue en Europe, une demande sera formulée auprès de la FDA dès 2020 pour envisager une commercialisation de Valedia® sur le marché américain dès 2021.

- L'internalisation des plateformes techniques et le recrutement de collaborateurs R&D actuellement externalisés chez des partenaires grâce à une enveloppe d'environ 2,5 M€. Ayant fait le choix d'un modèle collaboratif depuis sa création du fait de ressources financières limitées, la Société bénéficie de moyens techniques et de R&D mis à sa disposition au titre d'un accord cadre de collaboration par ses trois partenaires clés que sont les Universités de la Rochelle et de Clermont Auvergne et le CNRS et de 3 salariés hébergés au sein des locaux universitaires ainsi que de 4 collaborateurs universitaires qui se consacrent quasiment à plein temps au projet de la Société. Afin de

sécuriser son savoir-faire, une enveloppe de l'ordre de 2,5 M€ sera consacrée à la réintégration au sein de la Société d'une des deux plateformes techniques et le recrutement de collaborateurs R&D actuellement salariés des partenaires académiques. Cela passera par :

- La prise à bail dès septembre 2017 d'un site déjà identifié à Clermont-Ferrand, destiné à héberger des équipements techniques et de R&D identiques à ceux aujourd'hui utilisés au sein de l'Université de Clermont-Auvergne. Ce site, conforme aux standards pharmaceutiques, sera dédié à l'animalerie, la biochimie, la biologie moléculaire et la culture cellulaire. Cela représente un montant de l'ordre de 1,2 M€ couvrant à la fois des travaux, les équipements du site, les loyers jusqu'au 1^{er} trimestre 2019 et les frais de fonctionnement jusqu'à cette même échéance ; et
- Le recrutement de 4 collaborateurs aujourd'hui mobilisés à plein temps sur ses projets chez ses partenaires académiques, et qui viendront étoffer l'équipe actuelle de la Société dès le second semestre 2017 associé à d'autres recrutements destinés à renforcer l'équipe (soit un montant de l'ordre de 1,3 M€ relatifs à leurs rémunérations jusqu'à la fin du 1^{er} trimestre 2019).

En revanche, la plateforme technique dédiée à la partie analytique ainsi qu'aux procédés d'extraction et de purification, aujourd'hui hébergée au sein de l'Université de La Rochelle, ne sera réintégrée au sein de la Société à compter de 2018 qu'en cas de succès de l'Offre conduisant à exercer la Clause d'Extension et l'Option de Surallocation sur la base d'un Prix d'Offre égal à la borne supérieure de la Fourchette Indicative de Prix de l'Offre générant un produit net d'environ 13,6 M€.

- **La recherche de partenaires commerciaux de 1^{er} plan issus de l'industrie pharmaceutique et/ou agroalimentaire en vue de signer des accords de licence de commercialisation** des produits sur les deux marchés prioritaires que sont l'Europe et les Etats-Unis à travers notamment quatre recrutements majeurs d'ici la fin du 1^{er} semestre 2018 (un directeur des affaires médicales, un directeur de la communication et des affaires publiques, un business développeur spécialisé en nutrition santé et un directeur « market access »), une participation systématique aux principaux salons professionnels internationaux, une présence renforcée aux Etats-Unis où sont installés de nombreux centres de décisions et enfin, auprès des établissements payeurs privés (assurances et mutuelles). Une enveloppe de 2,6 M€ sera affectée à cet objectif de structuration de la Société venant s'ajouter aux dépenses de fonctionnement courantes.

La Société est à ce jour en contact avec plusieurs acteurs des industries agroalimentaires et pharmaceutiques avec lesquels des accords de confidentialité ont été signés. La Société a pour ambition de conclure un 1^{er} accord avant le dépôt du dossier d'allégation auprès de l'EFSA. Il pourrait ainsi être signé avant la fin du programme clinique de Valedia® tout en étant conditionné aux conclusions positives de celui-ci.

En cas de limitation de l'émission à 75% et sur la base d'un Prix d'Offre égal au bas de la Fourchette Indicative de Prix de l'Offre, le produit net de l'Offre (hors 0,3 M€ de frais fixes déjà payés au 30 avril 2017) s'établirait à environ 5,5 M€ et permettrait à la Société de s'autofinancer jusqu'à la fin du 3^{ème} trimestre 2018 compte tenu de 1,3 M€ de trésorerie disponible à ce jour (environ 1,3 M€) et de 0,35 M€ de prêt à taux zéro accordé par Bpifrance mais encore à encaisser d'ici juin 2017. Tous les objectifs resteront d'actualité mais dans une configuration réduite. Ainsi :

- Concernant le 1^{er} objectif, une enveloppe de l'ordre de 2,3 M€ serait affectée au programme clinique suivant :
 - Poursuite de l'étude de Phase II a concernant Valedia® ;
 - Lancement de l'étude de Phase II b concernant Valedia® ;
 - Poursuite de l'étude I/II relative au Lipidrive® ;
 - Poursuite de l'étude de Phase I/II relative au VAL-070 et
 - Poursuite des études précliniques en cours avec les partenaires académiques historiques.

En revanche, les programmes rappelés ci-dessous seront décalés :

- Les études de Phase II c et II d de Valedia®,
- La Phase II a de VAL-63 NAFLD ;
- La Phase II de VAL-630.

- Concernant le 2^{ème} objectif, une enveloppe de l'ordre de 2,5 M€ serait affectée d'une part à la prise à bail du site de Clermont-Ferrand selon l'échéancier prévu initialement et au financement des travaux, des équipements et des loyers jusqu'à la fin du 3^{ème} trimestre 2018 et d'autre part, au recrutement d'un nombre plus restreint de collaborateurs du fait d'un programme clinique redimensionné dont les salaires seraient financés jusqu'en septembre 2018. Les activités menées actuellement au sein de l'Université de La Rochelle seront poursuivies selon le mode de fonctionnement actuel dans le cadre du partenariat avec l'Université partenaire et le CNRS.
- Concernant le 3^{ème} objectif, l'enveloppe affectée de l'ordre de 1,3 M€ conduirait d'une part à ne procéder qu'au recrutement et aux salaires d'un directeur des affaires médicales et d'un business développeur spécialisé en nutrition santé (timing) et à limiter la participation de la Société aux salons professionnels les plus stratégiques, tout en assurant le financement des dépenses courantes de la Société.

La Société estime toutefois que l'augmentation de capital qui aura été menée à bien, même limitée à 75% du montant initialement prévu, lui permettra également de recourir à des financements publics de type prêt à taux zéro grâce à un équilibre bilantiel sensiblement amélioré et compte tenu de discussions déjà en cours avec certains partenaires financiers. Par ailleurs, la signature éventuelle d'un premier partenariat commercial d'ici la fin 2018 devrait s'accompagner d'un paiement initial. Ces financements complémentaires potentiels contribueraient alors à financer la finalisation des trois objectifs décrits ci-dessus.

4 INFORMATIONS SUR LES VALEURS MOBILIERES DEVANT ETRE OFFERTES ET ADMISES A LA NEGOCIATION SUR LE MARCHE ALTERNEXT D'EURONEXT PARIS

4.1 NATURE, CATEGORIE ET DATE DE JOUISSANCE DES ACTIONS OFFERTES ET ADMISES A LA NEGOCIATION

Nature et nombre des titres dont l'admission aux négociations est demandée

Les actions de la Société dont l'admission aux négociations sur le marché Alternext de Euronext Paris est demandée sont :

- (i) L'intégralité des actions existantes composant le capital social, soit 2 282 200 actions de 0,10 euro de valeur nominale chacune, en ce compris 1 410 000 actions ordinaires et 872 200 actions ordinaires résultant de la conversion de 613 400 actions de préférence de catégorie B et 258 800 actions de préférence de catégorie C devant intervenir à la date de première cotation des actions de la Société sur le marché Alternext de Euronext Paris (les « **Actions Existantes** ») à raison d'une (1) action ordinaire pour une (1) action de préférence ;
- (ii) 200 474 actions nouvelles maximum, résultant de la conversion automatique immédiatement avant la première cotation des actions de la Société de 647 388 obligations convertibles, sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre minorée d'une décote de quinze pour cent (15%) (les « **Actions Issues de la Conversion** ») et ;
- (iii) 952 381 actions nouvelles à émettre par la Société dans le cadre d'une augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires et par voie d'offre au public, pouvant être portée à (i) un nombre maximum de 1 095 238 actions nouvelles en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension (ensemble, les « **Actions Nouvelles** »), et (ii) un nombre maximum de 1 259 523 actions nouvelles en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation (tels que ces termes sont définis en E.3 du présent résumé) (les « **Actions Nouvelles Supplémentaires** ») et avec les Actions Nouvelles, les « **Actions Offertes** » et avec l'ensemble des Actions Existantes, des Actions Issues de la Conversion et des Actions Nouvelles, les « **Actions Valbiotis** »).

Assimilation aux Actions Existantes

Les Actions Offertes sont des actions ordinaires de la Société toutes de même catégorie et de même valeur nominale.

Date de jouissance

Les Actions Offertes seront assimilables dès leur émission aux Actions Existantes. Elles donneront droit à tout dividende distribué par la Société à compter de leur date d'émission (voir le paragraphe 4.5 « *Droits attachés aux actions* » de la Note d'Opération s'agissant du droit à dividendes).

Libellé pour les actions

Valbiotis

Code ISIN

FR0013254851

Mnémonique

ALVAL

Lieu de cotation

Alternext – Compartiment « Offre au public ».

Secteur d'activité

Code NAF : 7211Z - Recherche - développement en biotechnologie

Classification ICB : 4573 Biotechnologie

Négociation des actions

L'admission de l'ensemble des Actions Valbiotis est demandée sur le marché Alternext de Euronext Paris.

Selon le calendrier indicatif, les conditions de négociation des Actions Valbiotis seront fixées dans un avis Euronext qui devrait être diffusé le 2 juin 2017.

La première cotation des Actions Nouvelles devrait avoir lieu le 2 juin 2017 et le début des négociations sur le marché Alternext de Euronext à Paris, devrait avoir lieu le 7 juin 2017, selon le calendrier indicatif.

4.2 DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAUX COMPETENTS

Les Actions Nouvelles seront émises dans le cadre de la législation française. Les tribunaux compétents en cas de litige sont ceux du siège social de la Société lorsque la Société est défenderesse et sont désignés en fonction de la nature des litiges, lorsque la Société est demanderesse, sauf disposition contraire du Code de Procédure Civile.

4.3 FORME ET MODE D'INSCRIPTION EN COMPTE DES ACTIONS

Les Actions Offertes et les Actions Existantes seront nominatives ou au porteur, au choix des souscripteurs, la Société pouvant procéder à l'identification des actionnaires par l'intermédiaire de la procédure dite des « titres au porteurs identifiables ».

En application des dispositions de l'article L.211-3 du Code Monétaire et Financier, les Actions Nouvelles et les Actions Existantes, quelle que soit leur forme, sont dématérialisées et seront, en conséquence, obligatoirement inscrites en compte-titres tenu, selon le cas, par la Société ou un intermédiaire habilité.

Les droits des titulaires des Actions Nouvelles et des Actions Existantes seront représentés par une inscription à leur nom chez :

- BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES pour les actions au nominatif pur ;
- Un prestataire habilité et BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES pour les actions au nominatif administré ;
- Un prestataire habilité de leur choix pour les actions au porteur.

Les Actions Offertes ainsi que les Actions Existantes et les actions à résulter de la conversion des OC1 feront l'objet d'une demande d'admission aux opérations d'Euroclear France en qualité de dépositaire central, et aux systèmes de règlement-livraison d'Euroclear France SA.

4.4 DEVISE

L'Offre sera réalisée en euros.

4.5 DROITS ATTACHES AUX ACTIONS

Les actions seront soumises à toutes les stipulations des statuts tels qu'adoptés par l'assemblée générale annuelle ordinaire et extraordinaire des actionnaires du 7 mars 2017 sous condition suspensive non rétroactive de la première cotation des Actions Valbiotis sur le marché Alternext de Euronext Paris. En l'état actuel de la législation française et des statuts de la Société qui régiront la Société à l'issue de ladite cotation, les principaux droits attachés aux actions sont décrits ci-après :

➤ **Droit aux dividendes et aux bénéfices**

Chaque action donne droit, dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

➤ **Droit de vote**

Le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix.

Toutefois, un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité de capital qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis deux (2) ans au moins, au nom du même actionnaire ; la durée d'inscription sous la forme nominative, antérieure à la date de l'Assemblée Générale Extraordinaire ayant institué ce droit devant être prise en compte (soit le 7 mars 2017).

➤ **Droit préférentiel de souscription**

Les actions de la Société comportent toutes un droit préférentiel de souscription aux augmentations de capital.

➤ **Droit de participation à tout excédent en cas de liquidation**

Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les actionnaires dans les mêmes proportions que leur participation au capital.

➤ **Identification des détenteurs de titres**

La Société se tient informée de la composition de son actionnariat dans les conditions prévues par la loi. A ce titre, la Société peut faire usage de toutes les dispositions légales prévues en matière d'identification des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses assemblées d'actionnaires.

4.6 AUTORISATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE

4.6.1 ASSEMBLEE GENERALE DU 7 MARS 2017 AYANT AUTORISE L'EMISSION

L'émission des Actions Nouvelles et, le cas échéant, des Actions Nouvelles Supplémentaires a été autorisée par les 22^{ème} et 25^{ème} résolutions de l'assemblée générale mixte de la Société en date du 7 mars 2017, dont le texte est reproduit ci-après :

22^{ème} résolution

(Délégation de compétence au Directoire à l'effet de procéder à une ou plusieurs augmentations de capital par voie d'offre au public et sans droit préférentiel de souscription, par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société (offre au public))

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Président et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, après avoir constaté la libération intégrale du capital social, et statuant conformément aux dispositions des articles L.225-129 et suivants du Code de commerce, notamment des articles L.225-129-2, L.225-135, L.225-136, L.228-91 à L. 228-93 du Code de commerce :

décide de déléguer sa compétence au Directoire à l'effet de procéder, dans un délai de vingt-six (26) mois à compter de la présente Assemblée Générale, par voie d'offre au public, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, à une ou plusieurs augmentation(s) de capital par émission, sans droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à une quotité du capital social, étant précisé que la souscription des actions et autres valeurs mobilières pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation de créances ;

fixe à un montant de deux cent mille euros (200.000 €) le plafond nominal global de la ou des augmentation(s) de capital susceptible(s) de résulter de l'émission de ces actions ordinaires et de ces valeurs mobilières donnant

accès immédiatement ou à terme à une quotité du capital social sans droit préférentiel de souscription des actionnaires ;

décide en outre que le montant nominal de toute augmentation de capital susceptible d'être réalisée s'imputera sur le plafond global prévu à la vingt-sixième résolution étant précisé qu'au montant nominal maximal, visé ci-dessus, pourra s'ajouter le montant nominal maximal des actions ordinaires à émettre, le cas échéant, au titre des ajustements effectués conformément aux dispositions légales et réglementaires et aux dispositions contractuelles applicables, pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital ;

décide que le montant nominal total des émissions de titres de créances susceptibles d'être ainsi réalisées en vertu de la présente délégation ne pourra être supérieur à six millions d'euros (6.000.000 €), étant précisé que ce montant s'imputera sur le plafond global visé à la vingt-sixième résolution ;

décide :

- Que les actions ordinaires seront émises en euros, dans la limite du plafond autorisé à la date d'émission ;
- Que les autres valeurs mobilières pourront être émises soit en euros, soit en monnaie étrangère, dans la limite du plafond autorisé en euros ou de sa contre-valeur à la date d'émission ;
- De supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux valeurs mobilières émises dans le cadre de la présente résolution ;
- Que le prix d'émission des actions ordinaires susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation, sera fixé par le Directoire selon les modalités suivantes :
 - o Au titre de l'augmentation de capital à réaliser à l'occasion de l'admission aux négociations et de la première cotation des actions de la Société sur le marché Alternext à Paris, le prix de souscription d'une action nouvelle résultera de la confrontation de l'offre des actions et des demandes de souscription émises par les investisseurs dans le cadre de la technique dite de "construction du livre d'ordres" ;
 - o Postérieurement à l'admission aux négociations et à la première cotation des actions de la Société sur le marché Alternext à Paris, et si les actions sont encore admises sur ce marché, le prix d'émission par action sera au moins égal à la moyenne pondérée par les volumes du cours d'une action à la clôture du marché Alternext Paris au cours de cinq (5) séances de bourse consécutives choisies parmi les dix (10) dernières séances de bourse sur le marché Alternext Paris précédant sa fixation éventuellement diminuée d'une décote maximale de trente pour cent (30%) ; et
 - o Postérieurement à l'admission aux négociations et à la première cotation des actions de la Société sur le marché Alternext à Paris, si les actions de la Société sont admises sur un marché réglementé, le prix d'émission sera au moins égal à la valeur minimale fixée par les dispositions légales et réglementaires applicables au moment où il est fait usage de la présente délégation.

confère tous pouvoirs au Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation et, notamment, à l'effet :

- De déterminer les dates et modalités des émissions ;
- D'arrêter les prix et conditions des émissions, de fixer les montants à émettre, de fixer la date de jouissance, même rétroactive, des actions à émettre ;
- De déterminer le mode de libération des actions émises ;
- De limiter le montant de l'augmentation de capital au montant des souscriptions sans que le montant de celle-ci ne puisse être inférieur aux trois-quarts de l'augmentation décidée, conformément aux dispositions de l'article L.225-134 I. 1° du Code de commerce ;
- Le cas échéant, de prévoir les conditions du rachat en bourse des actions émises.

En outre le Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pourra procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur la ou les prime(s) d'émission et, notamment, celle des frais entraînés par la réalisation des émissions, prendre toute décision en vue de l'admission des titres ainsi émis aux négociations sur le marché Alternext à Paris ou tout autre marché réglementé, et plus généralement prendre toutes dispositions utiles, passer toute convention, notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission et modifier corrélativement les statuts.

25^{ème} résolution

(Délégation de compétence au Directoire à l'effet d'augmenter le montant des émissions réalisées avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires qui serait décidée en vertu des délégations de compétence visées aux résolutions précédentes)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Président, et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, et statuant conformément à l'article L. 225-135-1 du Code de commerce,

délègue au Directoire sa compétence, pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente Assemblée Générale, avec faculté de subdélégation à toute personne habilitée dans toute la mesure permise par la loi, pour décider d'augmenter le nombre d'actions ou de valeurs mobilières à émettre dans le cadre de toute émission réalisée en application des résolutions qui précèdent, au même prix que celui retenu pour l'émission initiale, dans les délais et limites prévus par la réglementation applicable au jour de l'émission (à ce jour pendant un délai de 30 jours à compter de la clôture de la souscription et dans la limite de quinze pour cent (15%) de l'émission initiale), et ce dans la limite des plafonds visés dans la résolution suivante.

26^{ème} résolution

(Plafond global des délégations d'émission d'actions ordinaires ou de titres de créance, et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires à émettre)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Président, sous réserve de l'adoption des résolutions visées ci-après,

décide de fixer à deux cent mille euros (200.000 €) le montant nominal maximal des augmentations de capital social, immédiates et/ou à terme, susceptibles d'être réalisées en vertu des autorisations conférées par les vingt-deuxième à vingt-cinquième résolutions susvisées, étant précisé qu'à ce montant nominal s'ajoutera, éventuellement, le montant nominal des actions à émettre en supplément pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société conformément à la loi ;

décide de fixer à cinq pourcent (5%) du capital le montant nominal maximal des augmentations de capital social, immédiates et/ou à terme, susceptibles d'être réalisées en vertu des autorisations conférées par les vingt-neuvième à trentième et unième résolutions ci-après sous réserve de leur approbation, étant précisé qu'à ce montant nominal s'ajoutera, éventuellement, le montant nominal des actions à émettre en supplément pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société conformément à la loi

décide, en conséquence de l'adoption des vingt-deuxième, vingt-troisième et vingt-quatrième résolutions, de fixer à six millions d'euros (6.000.000 €) le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de titres de créances sur la Société donnant accès au capital.

4.6.2 DECISION DU DIRECTOIRE RELATIF A L'EMISSION

En vertu de la délégation de compétence mentionnée au paragraphe 4.6.1 ci-dessus, le Directoire de la Société a lors de sa réunion du 11 mai 2017, :

- décidé le principe d'une augmentation de capital en numéraire par voie d'offre au public avec suppression du droit préférentiel de souscription par émission, d'un maximum de 952 381 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0,10 euro chacune, ce nombre étant susceptible d'être porté à un nombre maximum de 1 095 238 Actions Nouvelles à provenir de la décision éventuelle par le directoire, le jour de la fixation des conditions définitives de l'Offre, d'accroître d'un maximum de 15 % le nombre d'actions initialement fixé en exerçant la Clause d'Extension à hauteur maximale de 142 857 actions (voir le paragraphe 5.2.5 de la Note d'Opération) ;
- fixé la fourchette indicative du prix d'émission des Actions Offertes entre 8,93 euros et 12,07 euros par action ; étant précisé que cette fourchette pourra être modifiée dans les conditions prévues au paragraphe 5.3.2.3 de la Note d'Opération ; et

- décidé du principe selon lequel le montant de l'augmentation de capital visée au premier alinéa pourra être augmenté de 15 % maximum par l'émission d'un nombre maximum de 164 285 actions nouvelles supplémentaires au titre de l'Option de Surallocation consentie au Chef de File et Teneur de Livre et Co-Chef de File et Teneur de Livre (tels que ces termes sont définis au paragraphe 5.4.1 de la Note d'Opération), en vertu de la 25^{ème} résolution de l'assemblée générale mixte de la Société du 7 mars 2017 (voir le paragraphe 5.2.6 de la Note d'Opération).

Les modalités définitives de ces augmentations de capital, parmi lesquelles, notamment, le nombre et le prix d'émission des Actions Offertes, seront arrêtées par le directoire de la Société lors d'une réunion qui devrait se tenir, selon le calendrier indicatif, le 2 juin 2017.

4.7 DATE PREVUE D'EMISSION DES ACTIONS OFFERTES

La date prévue pour le règlement-livraison des Actions Offertes est le 6 juin 2017.

4.8 RESTRICTIONS A LA LIBRE NEGOCIABILITE DES ACTIONS

Aucune stipulation statutaire ne limite la libre négociabilité des actions composant le capital de la Société.

Une description détaillée des engagements pris par la Société et ses actionnaires figure à la section 7.3 de la présente Note d'Opération.

4.9 REGLES FRANÇAISES EN MATIERE D'OFFRE PUBLIQUE

A compter de l'admission de ses actions aux négociations sur le marché régulé Alternext d'Euronext à Paris, la Société sera soumise aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France relatives aux offres publiques obligatoires, aux offres publiques de retrait et à la procédure de retrait obligatoire.

4.9.1 OFFRE PUBLIQUE OBLIGATOIRE

L'article L. 433-3 du code monétaire et financier et les articles 234-1 et suivants du règlement général de l'AMF fixent les conditions de dépôt obligatoire d'un projet d'offre publique, libellé à des conditions telles qu'il puisse être déclaré conforme par l'AMF, visant la totalité des titres de capital et des titres donnant accès au capital ou aux droits de vote d'une société dont les actions sont admises aux négociations sur un système multilatéral de négociation organisé (« SMNO »). Un projet d'offre publique doit être déposé lorsque toute personne physique ou morale agissant seule ou de concert au sens de l'article L. 233-10 du code de commerce vient à détenir, directement ou indirectement, plus des cinq dixièmes du capital ou des droits de vote d'une société.

4.9.2 OFFRE PUBLIQUE DE RETRAIT ET RETRAIT OBLIGATOIRE

L'article L. 433-4 du code monétaire et financier et les articles 236-1 et suivants (offre publique de retrait), 237-1 et suivants (retrait obligatoire à l'issue d'une offre publique de retrait) et 237-14 et suivants (retrait obligatoire à l'issue de toute offre publique) du règlement général de l'AMF fixent les conditions de dépôt d'une offre publique de retrait et de mise en œuvre d'une procédure de retrait obligatoire des actionnaires minoritaires d'une société dont les actions sont admises aux négociations sur un SMNO.

4.10 OFFRES PUBLIQUES D'ACHAT INITIEES PAR DES TIERS SUR LE CAPITAL DE L'EMETTEUR DURANT LE DERNIER EXERCICE ET L'EXERCICE EN COURS

Néant.

4.11 FISCALITE EN FRANCE

En l'état actuel de la législation française et de la réglementation en vigueur, les développements suivants résument certaines conséquences fiscales susceptibles de s'appliquer aux personnes qui deviendront actionnaires de la Société.

L'attention de celles-ci est néanmoins attirée sur le fait que ces informations ne constituent qu'un simple résumé, donné à titre d'information générale. Les règles dont il est fait mention ci-après sont susceptibles d'être affectées par d'éventuelles modifications législatives ou réglementaires (assorties le cas échéant d'un effet rétroactif), ou par un changement de leur interprétation par l'administration fiscale française.

En tout état de cause, ces informations n'ont pas vocation à constituer une analyse complète de l'ensemble des effets fiscaux susceptibles de s'appliquer aux personnes qui deviendront actionnaires de la Société.

Celles-ci sont invitées à s'informer, auprès de leur conseiller fiscal habituel, de la fiscalité s'appliquant à leur cas particulier à raison de l'acquisition, la détention ou la cession des actions de la Société.

Les non-résidents fiscaux français doivent également se conformer à la législation fiscale en vigueur dans leur État de résidence, telle qu'éventuellement modifiée par la convention fiscale internationale signée entre la France et cet État.

4.11.1 ACTIONNAIRES DONT LA RESIDENCE FISCALE EST SITUEE EN FRANCE

- a) Dividendes versés à des personnes physiques qui viendraient à détenir des actions de la Société dans le cadre de leur patrimoine privé en dehors d'un plan d'épargne en actions (« PEA ») et ne réalisant pas d'opérations de bourse dans des conditions analogues à celles qui caractérisent une activité exercée par une personne se livrant à titre professionnel à ce type d'opérations

Les dividendes sont soumis au barème progressif de l'impôt sur le revenu après application, le cas échéant, d'un abattement de 40 % (article 158-3 du Code général des impôts, ci-après le « CGI » et la « Réfaction de 40% »).

Il est par ailleurs rappelé qu'en vertu de l'article 223 sexies du CGI, les contribuables passibles de l'impôt sur le revenu sont redevables d'une contribution, au taux de :

- 3 %, de la fraction du revenu fiscal comprise entre 250 000 € et 500 000 € pour les contribuables célibataires, veufs, divorcés ou séparés et entre 500 000 € et 1 000 000 € pour les contribuables soumis à une imposition commune ;
- 4 % de la fraction du revenu fiscal de référence qui excède 500 000 € pour les contribuables célibataires, veufs, divorcés ou séparés et 1 000 000 € pour les contribuables soumis à une imposition commune.

L'assiette de la taxe est constituée du montant du revenu fiscal de référence du foyer fiscal tel que défini au 1 du IV de l'article 1417 du CGI, sans qu'il soit tenu compte des plus-values mentionnées au I de l'article 150-0 B ter, retenues pour leur montant avant application de l'abattement mentionné au 1 de l'article 150-0 D, pour lesquelles le report d'imposition expire et sans qu'il soit fait application des règles de quotient définies à l'article 163-0 A du CGI. Le revenu de référence visé comprend notamment les dividendes perçus par les contribuables concernés avant application de la Réfaction de 40 %.

Avant d'être imposées au barème progressif de l'impôt sur le revenu, les personnes physiques domiciliées en France sont assujetties à un prélèvement forfaitaire non libératoire au taux de 21 % sur le montant brut des revenus distribués en application de l'article 117 quater du CGI, sous réserve des exceptions visées ci-après. Ce prélèvement est effectué par l'établissement payeur des dividendes s'il est établi en France. Lorsque l'établissement payeur est établi hors de France, les revenus sont déclarés et le prélèvement correspondant payé, dans les 15 premiers jours du mois qui suit celui du paiement des revenus, soit par le contribuable lui-même, soit par la personne qui assure le paiement des revenus, lorsqu'elle est établie dans un État membre de l'Union européenne, ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscale, et qu'elle a été mandatée à cet effet par le contribuable.

Toutefois, les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année, tel que défini au 1° du IV de l'article 1417 du CGI, est inférieur à 50 000 euros pour les contribuables célibataires, divorcés ou veufs et à 75 000 euros pour les contribuables soumis à une imposition commune peuvent demander à être dispensés de ce prélèvement, dans les conditions prévues à l'article 242 quater du CGI, c'est-à-dire en produisant, au plus tard le 30 novembre de l'année précédant celle du paiement des revenus distribués, auprès des personnes qui en assurent le paiement, une attestation sur l'honneur indiquant que leur revenu fiscal de référence figurant sur l'avis d'imposition établi au titre des revenus de l'avant-dernière année précédant le paiement desdits revenus est inférieur aux seuils susmentionnés. Toutefois, les contribuables qui acquièrent des actions après la date limite de dépôt de la demande de dispense susmentionnée peuvent, sous certaines conditions, déposer cette demande de dispense auprès de leur établissement payeur lors de l'acquisition de ces actions, en application du paragraphe 320 de la doctrine administrative BOI-RPPM-RCM-30-20-10-20160711.

Lorsque l'établissement payeur est établi hors de France, seules les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année, tel que défini au 1° du IV de l'article 1417 du CGI, est égal ou supérieur aux montants mentionnés au paragraphe ci-avant sont assujetties au prélèvement.

Le prélèvement n'est pas libératoire de l'impôt sur le revenu et, le cas échéant, de la contribution exceptionnelle sur les hauts revenus. Toutefois, il est imputable sur l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année au cours de laquelle il est opéré et l'excédent éventuel est restituable. Les actionnaires concernés sont invités à se rapprocher de leur conseiller fiscal habituel afin de déterminer les modalités d'imposition des revenus d'actions de la Société qui leur sont applicables.

En cas de paiement de dividendes hors de France dans un Etat ou territoire non-coopératif au sens de l'article 238-0 A du CGI (« **ETNC** ») une retenue à la source au taux de 75 % est applicable dans les conditions décrites au paragraphe 4.11.2 « Actionnaires dont la résidence fiscale est située hors de France », 4^{ème} alinéa de la Note d'Opération, à moins que la Société apporte la preuve que les distributions de ces dividendes dans cet Etat ou territoire n'ont ni pour objet ni pour effet de permettre, dans un but de fraude fiscale, leur localisation dans un tel Etat ou territoire. Les actionnaires concernés sont invités à se rapprocher de leur conseiller fiscal habituel afin de déterminer les modalités d'imputation de cette retenue à la source sur le montant de leurs impôts sur le revenu.

Par ailleurs, que le prélèvement de 21 % décrit ci-dessus soit ou non applicable, le montant brut des dividendes le cas échéant distribués par la Société sera également soumis en intégralité aux prélèvements sociaux au taux global de 15,5 %, répartis comme suit :

- la contribution sociale généralisée (« **CSG** ») au taux de 8,2 % ;
- la contribution pour le remboursement de la dette sociale (« **CRDS** »), au taux de 0,5 % ;
- le prélèvement social au taux de 4,5 % ;
- la contribution additionnelle au prélèvement social au taux de 0,3 % ; et
- le prélèvement de solidarité prévu à l'article L.136-6 du Code de la Sécurité Social, au taux de 2 %.

Ces prélèvements sociaux sont prélevés de la même façon que le prélèvement non libératoire de 21 % décrit ci-dessus lorsque celui-ci est applicable. Des règles particulières, qui diffèrent selon que l'établissement payeur est établi en France ou hors de France, sont applicables dans les cas où le prélèvement de 21 % ne s'applique pas.

Hormis la CSG, déductible à hauteur de 5,1 % du revenu imposable de l'année de son paiement, ces prélèvements sociaux ne sont pas déductibles du revenu imposable.

Les actionnaires sont invités à se rapprocher de leur conseiller fiscal habituel afin de déterminer les modalités déclaratives et de paiement du prélèvement de 21 % et des prélèvements sociaux qui leurs seront applicables, ainsi que plus généralement la fiscalité qui leur sera applicable.

b) Régime spécial des Plans d'épargne en actions de droit commun et des PEA « PME-ETI »

Les actions ordinaires de la Société constituent des actifs éligibles au PEA pour les titulaires fiscalement domiciliés en France.

Sous certaines conditions, le PEA ouvre droit :

- pendant la durée du PEA, à une exonération d'impôt sur le revenu et de prélèvements sociaux à raison des dividendes, plus-values nettes et autres produits générés par les placements effectués dans le cadre

- du PEA, à condition notamment d'être réinvestis dans le PEA ; et
- au moment de la clôture du PEA (si elle intervient plus de cinq ans après la date d'ouverture du PEA) ou lors d'un retrait partiel (s'il intervient plus de huit ans après la date d'ouverture du PEA), à une exonération d'impôt sur le revenu à raison du gain net réalisé depuis l'ouverture du plan. Cependant, ce gain net reste soumis au prélèvement social, aux contributions additionnelles à ce prélèvement, à la CSG et à la CRDS au taux global de 15,5 %.

Les moins-values réalisées sur des actions détenues dans le cadre du PEA ne sont en principe imputables que sur des plus-values réalisées dans le même cadre (des règles spécifiques s'appliquent toutefois à certains cas de clôture du PEA). Les investisseurs sont invités à se rapprocher de leur conseil fiscal sur cette question.

A défaut de respecter les conditions de l'exonération, le gain net réalisé sur un PEA est imposable (i) lorsque la cession intervient dans les deux ans de son ouverture, au taux de 22,5 %, (ii) lorsque la cession intervient entre deux et cinq ans à compter de l'ouverture du PEA, au taux de 19 % (article 200 A du CGI), auxquels s'ajoutent, en toute hypothèse, les prélèvements sociaux décrits ci-dessus au taux global de 15,5 %.

Il est à noter que la loi de finances pour 2014 a créé une nouvelle catégorie de PEA dite « PME- ETI », qui bénéficie des mêmes avantages fiscaux que le PEA. Les titres éligibles doivent notamment avoir été émis par une entreprise qui, d'une part, occupe moins de 5 000 personnes et qui, d'autre part, a un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 1,5 milliards d'euros ou un total de bilan n'excédant pas 2 milliards d'euros. Le plafond des versements est fixé à 75 000 euros (150 000 euros pour un couple). Le PEA « PME-ETI » est cumulable avec un PEA de droit commun, et chaque contribuable ne peut être titulaire que d'un PEA « PME-ETI ».

A la date du Prospectus, les Actions Valbiotis constituent des actifs éligibles aux PEA « PME-ETI ».

- c) Dividendes versés à des personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés (régime de droit commun)

Les dividendes perçus par ces personnes sont imposables dans des conditions de droit commun, c'est-à-dire en principe au taux normal de l'impôt sur les sociétés actuellement égal à 28 % ou 33,1/3 % majoré, le cas échéant, de la contribution sociale de 3,3 % qui s'applique au montant de l'impôt sur les sociétés excédant 763 000 euros par période de douze mois (article 235 ter ZC du CGI).

Les PME sont susceptibles de bénéficier, dans les conditions prévues aux articles 219-I.b et 235 ter ZC du CGI, d'une réduction du taux de l'impôt sur les sociétés à 15 % et d'une exonération de la contribution sociale de 3,3 %.

Conformément aux dispositions des articles 145 et 216 du CGI, les personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés détenant une participation représentant au moins 5 % du capital de la Société, peuvent bénéficier, sous certaines conditions et sur option, du régime des sociétés mères en vertu duquel les dividendes perçus par la société mère ne sont pas soumis à l'impôt sur les sociétés, à l'exception d'une quote-part forfaitaire représentative des frais et charges supportés par cette société et égale à 5 % du montant desdits dividendes. Pour pouvoir bénéficier de cette exonération, les titres ouvrant droit au régime des sociétés mères doivent, en particulier, être ou avoir été conservés pendant un délai de deux ans.

Les revenus distribués au titre des actions détenues par les personnes morales dont la résidence est située en France ne seront, en principe, soumis à aucune retenue à la source.

Toutefois, si les dividendes versés par la Société sont payés hors de France dans un ETNC, les dividendes distribués par la Société font l'objet d'une retenue à la source au taux de 75 %, à moins que la Société apporte la preuve que les distributions de ces dividendes dans cet Etat ou territoire n'ont ni pour objet ni pour effet de permettre, dans un but de fraude fiscale, leur localisation dans un tel Etat ou territoire (article 119 bis, 2. et article 187 du CGI).

Les actionnaires personnes morales sont invités à se rapprocher de leur conseiller fiscal habituel afin de déterminer la fiscalité qui leur sera applicable.

d) Autres actionnaires

Les actionnaires de la Société soumis à un régime d'imposition autre que ceux visés ci-avant, notamment les contribuables dont les opérations portant sur des valeurs mobilières dépassent la simple gestion de portefeuille ou qui ont inscrit leurs actions à l'actif de leur bilan commercial, devront s'informer du régime fiscal s'appliquant à leur cas particulier auprès de leur conseiller fiscal habituel.

4.11.2 ACTIONNAIRES DONT LA RESIDENCE FISCALE EST SITUEE HORS DE FRANCE

En l'état actuel de la législation française et sous réserve de l'application éventuelle des conventions fiscales internationales, le présente section résume certaines conséquences fiscales françaises en matière de prélèvements à la source sur les revenus d'actions de la Société, susceptibles de s'appliquer aux investisseurs (i) qui ne sont pas domiciliés en France au sens de l'article 4 B du Code général des impôts ou dont le siège social est situé hors de France et (ii) qui recevront des dividendes à raison des actions de la Société qu'ils détiendront autrement que par l'intermédiaire d'une base fixe ou d'un établissement stable soumis à l'impôt en France.

Ceux-ci doivent néanmoins s'informer, auprès de leur conseiller fiscal habituel de la fiscalité s'appliquant à leur cas particulier. Les non-résidents fiscaux français doivent également se conformer à la législation fiscale en vigueur dans leur État de résidence telle qu'éventuellement modifiée par la convention fiscale internationale signée entre la France et cet État.

Les dividendes distribués par la Société font, en principe, l'objet d'une retenue à la source, prélevée par l'établissement payeur des dividendes, lorsque le domicile fiscal ou le siège social du bénéficiaire effectif est situé hors de France. Sous réserve de ce qui est dit ci-après, le taux de cette retenue à la source est fixé à (i) 21 % lorsque le bénéficiaire est une personne physique domiciliée dans un État membre de l'Union européenne ou dans un État partie à l'accord sur l'espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales, (ii) à 15 % lorsque le bénéficiaire est un organisme qui a son siège dans un État membre de l'Union européenne ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales et qui serait, s'il avait son siège en France, imposé conformément au régime spécial prévu au 5 de l'article 206 du Code général des impôts (lequel vise les organismes génériquement désignés comme « organismes sans but lucratif »), tel qu'interprété par la doctrine administrative (BOI-IS-CHAMP- 10-50-10-40-20130325, n°580 et suivants) et par la jurisprudence applicable et à (iii) 30 % dans les autres cas (sous réserve de ce qui suit).

Toutefois, les dividendes distribués par la Société feront l'objet d'une retenue à la source au taux de 75 %, quelle que soit la résidence fiscale de l'actionnaire (sous réserve, le cas échéant, des dispositions des conventions internationales) s'ils sont payés hors de France dans un ETNC, à moins que la Société apporte la preuve que les distributions de ces dividendes dans cet Etat ou territoire n'ont ni pour objet ni pour effet de permettre, dans un but de fraude fiscale, leur localisation dans un tel Etat ou territoire. La liste des ETNC est publiée par arrêté interministériel et mise à jour annuellement.

La retenue à la source peut être réduite, voire supprimée, en vertu notamment (i) de l'article 119 ter du Code général des impôts applicable sous certaines conditions aux actionnaires personnes morales ayant leur siège de direction effective dans un Etat de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'élimination des doubles impositions contenant une clause d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude ou l'évasion fiscales et détenant au moins 10% du capital de la société française distributrice pendant deux ans et remplissant toutes les autres conditions visées par cet article et telles qu'interprétées par la doctrine administrative (BOI-RPPM-RCM-30-30-20-10-20160607), étant toutefois précisé que ce taux de détention est ramené à 5 % du capital de la société française distributrice lorsque la personne morale qui est le bénéficiaire effectif des dividendes détient une participation satisfaisant aux conditions prévues à l'article 145 et se trouve privée de toute possibilité d'imputer la retenue à la source et que les taux de détention s'apprécient en tenant compte des détentions en pleine propriété ou en nue-propriété, (ii) de l'article 119 quinquies du Code général des impôts applicable aux actionnaires personnes morales situés dans un État membre de l'Union européenne ou dans un autre État ou territoire ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales faisant l'objet d'une procédure comparable à celle mentionnée à l'article L.640-1 du Code de commerce (ou dans un état de cessation des paiements et dans une situation où son redressement est manifestement impossible) et remplissant les autres conditions énoncées à l'article 119 quinquies du Code général des impôts ou (iii) des conventions fiscales internationales éventuellement applicables le cas échéant (CE 9 novembre 2015 n°370054 et n°371132). Les actionnaires concernés sont invités à se rapprocher de leur

conseiller fiscal afin de déterminer dans quelle mesure et sous quelles conditions ils peuvent bénéficier de cette exonération.

En outre, sont exonérés de retenue à la source les revenus distribués aux organismes de placement collectif constitués sur le fondement d'un droit étranger qui (i) sont situés dans un État membre de l'Union européenne ou dans un autre État ou territoire ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales remplissant les conditions visées à l'article 119 bis 2 du Code général des impôts, (ii) lèvent des capitaux auprès d'un certain nombre d'investisseurs en vue de les investir, conformément à une politique d'investissement définie, dans l'intérêt de ces investisseurs et (iii) présentent des caractéristiques similaires à celles d'organismes de placement collectif de droit français remplissant les conditions visées à l'article 119 bis 2 du Code général des impôts et dans le Bulletin officiel des Finances Publiques-Impôts, BOI- RPPM-RCM-30-30-20-70-20161207.

Il appartiendra aux actionnaires concernés de se rapprocher de leur conseiller fiscal habituel afin de déterminer notamment s'ils sont susceptibles de se voir appliquer la législation relative aux États et territoires non coopératifs et/ou de bénéficier d'une réduction ou d'une exonération de la retenue à la source. Les actionnaires sont également invités à se renseigner sur les modalités pratiques d'application des conventions fiscales internationales, telles que notamment prévues par la doctrine administrative (BOI-INT-DG-20-20-20-20-20120912) relative aux procédures dites « normale » ou « simplifiée » de réduction ou d'exonération de la retenue à la source.

4.11.3 REDUCTION D'IMPOT DE SOLIDARITE SUR LA FORTUNE AU TITRE DE LA SOUSCRIPTION A L'AUGMENTATION DE CAPITAL (ARTICLE 885-0 V BIS DU CODE GENERAL DES IMPOTS)

Afin de permettre aux investisseurs personnes physiques, qui ne sont ni associés ni actionnaires de la Société à la date de l'Offre, de bénéficier, le cas échéant, du dispositif de réduction d'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) à hauteur de 50% des versements effectués au titre des souscriptions en numéraire à l'augmentation, la Société s'engage à satisfaire aux conditions d'éligibilité prévues au 1 bis du I de l'article 885-0 V bis du Code général des impôts et relatives aux investissements directs, dans les limites fixées par les textes législatifs, à savoir :

- (i) Être est une petite et moyenne entreprise au sens de l'annexe I au règlement (UE) n° 651/2014 de la commission du 17 juin précité ;
- (ii) Ne pas être pas qualifiable d'entreprise en difficulté au sens du 18 de l'article 2 du même règlement ;
- (iii) Exercer une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale, à l'exclusion des activités procurant des revenus garantis en raison de l'existence d'un tarif réglementé de rachat de la production ou bénéficiant d'un contrat offrant un complément de rémunération défini à l'article L. 314-18 du code de l'énergie, des activités financières, des activités de gestion de patrimoine mobilier définie à l'article 885 O quater du présent code et des activités immobilières ;
- (iv) Remplir au moins l'une des conditions suivantes au moment de l'investissement initial (condition applicable à compter du 1er janvier 2016) :
 - N'exercer son activité sur aucun marché,
 - N'exercer son activité sur un marché, quel qu'il soit, depuis moins de sept ans après sa première vente commerciale. Le seuil de chiffre d'affaires qui caractérise la première vente commerciale ainsi que ses modalités de détermination doivent être fixés par décret (décret n°2016-991 du 20 juillet 2016, le seuil de chiffre d'affaires caractérisant la 1ère vente commerciale est fixé à 250 000 € hors TVA. Ce montant s'entend de celui constaté à la clôture de l'exercice.),
 - Avoir besoin d'un investissement en faveur du financement des risques qui, sur la base d'un plan d'entreprise établi en vue d'intégrer un nouveau marché géographique ou de produits, est supérieur à 50 % de son chiffre d'affaires annuel moyen des cinq années précédentes ;
- (v) Ses actifs ne doivent pas être constitués de façon prépondérante de métaux précieux, d'oeuvres d'art, d'objets de collection, d'antiquités, de chevaux de course ou de concours ou, sauf si l'objet même de son activité consiste en leur consommation ou en leur vente au détail, de vins ou d'alcools ;
- (vi) Avoir son siège de direction effective dans un État membre de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales ;
- (vii) Ne pas avoir ses titres admis aux négociations sur un marché réglementé ou un système multilatéral de négociation français ou étranger au sens des articles L. 421-1 ou L.424-1 du code monétaire et financier, sauf si ce marché est un système multilatéral de négociation où la majorité des instruments admis à la négociation sont

émis par des petites et moyennes entreprises au sens de l'annexe I au règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 précité ;

(viii) Etre soumise à l'impôt sur les bénéfices dans les conditions de droit commun ou y serait soumise dans les mêmes conditions si son activité était exercée en France ;

(ix) Compter au moins deux salariés à la clôture de l'exercice qui suit la souscription ayant ouvert droit à la présente réduction, ou un salarié si elle est soumise à l'obligation de s'inscrire à la chambre de métiers et de l'artisanat ;

(x) Le montant total des versements reçus au titre des souscriptions mentionnées au I et au III de l'article 885-0 V bis (et 199 terdecies-O A) du CGI et des aides dont elle bénéficie au titre du financement des risques sous la forme d'investissement en fonds propres ou quasi-fonds propres, de prêts, de garanties ou d'une combinaison de ces instruments n'excède pas 15 millions d'euros.

La Société déclare satisfaire ou s'engage également à satisfaire aux conditions suivantes imposées par les dispositions de l'article 885-0 V bis du Code général des impôts et relatives aux investissements directs :

(xi) Les souscriptions à son capital confèrent aux investisseurs les seuls droits résultant de la qualité d'actionnaire ou d'associé, à l'exclusion de toute autre contrepartie notamment sous la forme de garantie en capital, de tarifs préférentiels ou d'accès prioritaire aux biens produits ou aux services rendus par la Société ;

(xii) Ne pas rembourser aux investisseurs avant le 31 décembre de la septième (7ème) année suivant celle de la souscription, le montant de ses apports ;

(xiii) Ne pas avoir dans les douze mois précédent effectué un remboursement, total ou partiel, de ses apports.

Par ailleurs, le bénéfice de la réduction d'ISF au titre des versements effectués (au titre de la souscription à l'augmentation de capital de la Société, ainsi qu'à toute autre souscription au capital constitutif ou à l'augmentation de capital d'une autre société éligible à cette réduction d'impôt) est retenu dans la limite annuelle globale de 45.000 euros (limite commune à la réduction au titre des dons à certains organismes).

Sont également éligibles à la réduction d'ISF, les souscriptions réalisées par des personnes physiques actionnaires de la Société à la date de l'Offre lorsque ces souscriptions constituent, y compris après la période de 7 ans susvisée, un investissement de suivi réalisé dans les conditions cumulatives suivantes :

(i) l'actionnaire concerné a bénéficié, au titre de son premier investissement au capital de la société bénéficiaire des versements, de la réduction d'ISF ;

(ii) de possibles investissements de suivi étaient prévus dans le plan d'entreprise de la Société lors de la souscription initiale. Cette condition n'est pas applicable aux souscriptions initiales réalisées avant le 1er janvier 2016 ;

(iii) depuis la date de la souscription initiale de l'actionnaire concerné, la Société n'est pas devenue liée à une autre entreprise dans les conditions prévues au c du 6 de l'article 21 du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 précité.

Enfin, la Société déclare répondre aux conditions d'éligibilité (= pour être prise en compte dans le quota minimum d'investissement du fonds) prévues en cas de souscription de parts de fonds communs de placement dans l'innovation (FCPI) mentionnés à l'article L 214-30 du code monétaire et financier, agréés depuis le 1er janvier 2016 ; Ces conditions sont identiques à celles exigées en cas de souscriptions directes susvisées, sous réserve des particularités ci-après exposées, qui sont également remplies :

(i) la Société a reçu la qualification « d'entreprise innovante »

(ii) la Société atteste remplir la condition de « maturité » applicable aux FCPI agréés depuis le 1er janvier 2016, à savoir exercer une activité sur un marché depuis moins de 10 ans suivant sa 1ère vente commerciale, ou avoir besoin d'un « investissement important » en vue d'intégrer un nouveau marché géographique ou de produits (BOI-PAT -ISF-40-30-10-20-20161102)

En cas de souscriptions de parts de FCPI, la réduction d'impôt est égale à 50 % des versements effectués dans la limite annuelle de 18 000 € (versement pris en compte après imputation des droits ou frais d'entrée et à proportion du quota d'investissement minimum du fonds)

Pour bénéficier de cette réduction d'ISF, les souscripteurs doivent conserver l'ensemble des titres reçus à cette occasion ou des parts du FCPI souscrites jusqu'au 31 décembre de la cinquième année suivant celle au cours de laquelle la souscription a été réalisée.

Par ailleurs, les titres dont la souscription a ouvert droit à la réduction d'ISF ne peuvent pas figurer dans un PEA ou un PEA « PME-ETI » ou dans un plan d'épargne salariale (plan d'épargne entreprise, plan d'épargne interentreprises, plan d'épargne pour la retraite collectif). L'avantage fiscal ne peut se cumuler à la fraction des versements retenus au titre de réductions d'impôt sur les revenus en faveur des souscriptions au capital de PME, de FCPI ou de FIP;

Compte tenu du plafond légal du montant des versements reçus par les sociétés éligibles, fixé à 15 millions d'euros, et afin de permettre aux souscripteurs personnes physiques de bénéficier, le cas échéant, du dispositif précité, la Société traitera les demandes d'état individuel de souscription des personnes physiques requis par les services fiscaux par ordre d'arrivée, selon la règle du « premier arrivé, premier servi ».

Chaque demande d'état individuel devra, systématiquement, être accompagnée d'une attestation du montant souscrit par la personne physique faisant cette demande et que ladite personne physique aura préalablement obtenue auprès de son teneur de compte-titres.

En tout état de cause, toute demande d'état individuel devra être transmise à la Société dans les 30 jours calendaires suivant la date de règlement-livraison des actions.

La Société se réserve le droit de clôturer la réception des souscriptions ouvrant droit à la réduction d'ISF par anticipation si le plafond précité de 15 millions est atteint, ce compte tenu des demandes ouvrant droit à la réduction d'ISF mentionnée à l'article 885-0 V bis du CGI, à la réduction d'impôt sur le revenu mentionnée à l'article 199 terdecies-0 A du CGI et des aides dont elle a bénéficié au titre du financement des risques sous la forme d'investissement en fonds propres ou quasi-fonds propres, de prêts, de garanties ou d'une combinaison de ces instruments. Dans ce cas la Société ne délivrerait plus cas aucun état individuel.

En conséquence, l'attention des souscripteurs concernés est attirée sur le fait que la Société ne peut, en aucune façon, leur garantir qu'ils pourront bénéficier de la réduction d'ISF pour la totalité ou même pour une partie de leur souscription.

De même, la réduction d'ISF est conditionnée au maintien des dispositions fiscales actuelles précitées ou, dans le cas où ces dispositions fiscales seraient modifiées, à la non-rétroactivité des nouvelles mesures aux souscriptions effectuées dans le cadre de l'Offre sur Alternext.

Les investisseurs susceptibles de bénéficier de cette réduction d'ISF sont invités à consulter leur conseiller fiscal habituel afin d'apprécier leur situation personnelle au regard de la réglementation spécifique applicable.

4.11.4 REDUCTION D'IMPOT SUR LE REVENU AU TITRE DE LA SOUSCRIPTION A L'AUGMENTATION DE CAPITAL (ARTICLE 199 TERDECIES-0 A DU CODE GENERAL DES IMPOTS)

Les versements au titre de la souscription directe à une augmentation de capital de certaines sociétés peuvent ouvrir droit à une réduction d'impôt sur le revenu en application de l'article 199 terdecies-0 A du Code Général des Impôts. Le bénéfice de cette réduction d'impôt est ouvert aux seuls résidents fiscaux de France.

La réduction d'impôt est égale à 18% du montant des versements effectués au cours de l'année d'imposition. Les versements effectués (au titre de la souscription à l'augmentation de capital de la Société, ainsi qu'à toute autre souscription au capital constitutif ou à l'augmentation de capital d'une autre société éligible à cette réduction d'impôt) sont retenus dans la limite annuelle globale de 50.000 euros pour les personnes célibataires, veuves ou divorcées, ou de 100.000 euros pour les couples mariés ou partenaires d'un pacte civil de solidarité soumis à une imposition commune. La fraction des investissements excédant la limite annuelle ci-dessus ouvre droit à la réduction d'impôt dans les mêmes conditions au titre des quatre années suivantes.

En cas de souscription de parts de FCPI qui retiendraient dans son quota d'investissement des titres de la société éligible Valbiotis, la réduction d'impôt sur les revenus est retenue dans la limite de 18 % du montant des versements effectués (retenus après mutation des frais et droits d'entrée) au cours de l'année d'imposition au titre de l'ensemble des souscriptions de parts de FCPI, les limites annuelles susvisées étant ramenées à 12 000 € ou 24 000 €.

En outre, la réduction d'impôt sur le revenu est prise en compte dans le calcul du plafonnement global des avantages fiscaux prévu à l'article 200-OA du CGI. En cas de souscription directe, la fraction de la réduction d'impôt qui excède le plafond global peut être reportée sur l'Impôt sur le revenu dû au titre des 5 années suivantes,

Les sociétés dont les titres sont éligibles à cette réduction doivent remplir les conditions permettant d'ouvrir droit à la réduction d'ISF de l'article 885-0 V bis du Code général des impôts visée au paragraphe 4.11.3 ci-dessus. Le cas échéant, les conditions rappelées audit paragraphe et spécifiques aux FCPI doivent aussi être respectées.

Ainsi l'octroi définitif de cette réduction d'impôt sur le revenu est subordonné à la détention des titres ou des parts du FCPI jusqu'au 31 décembre de la cinquième année suivant celle au cours de laquelle la souscription a été réalisée.

Par ailleurs, les titres dont la souscription a ouvert droit à la réduction d'impôt sur le revenu ne peuvent pas figurer dans un PEA ou un PEA « PME-ETI » ou dans un plan d'épargne salariale (plan d'épargne entreprise, plan d'épargne interentreprises, plan d'épargne pour la retraite collectif).

Les titres ou les parts du FCPI dont la souscription a ouvert droit à la réduction d'impôt sur le revenu ne peuvent pas ouvrir droit à la réduction d'impôt sur la fortune de l'article 885-0 V bis du Code Général des Impôts visée au paragraphe 4.11.3 ci-dessus.

Compte tenu du plafond légal du montant des versements reçus par les sociétés éligibles, fixé à 15 millions d'euros, et afin de permettre aux souscripteurs personnes physiques de bénéficier, le cas échéant, du dispositif précité, la Société traitera les demandes d'état individuel de souscription des personnes physiques requis par les services fiscaux par ordre d'arrivée, selon la règle du « premier arrivé, premier servi ».

Chaque demande d'état individuel devra, systématiquement, être accompagnée d'une attestation du montant souscrit par la personne physique faisant cette demande et que ladite personne physique aura préalablement obtenue auprès de son teneur de compte-titres. En tout état de cause, toute demande d'état individuel devra être transmise à la Société dans les 30 jours calendaires suivant la date de règlement-livraison des actions.

La Société se réserve le droit de clôturer la réception des souscriptions ouvrant droit à la réduction d'impôt sur le revenu par anticipation si le plafond précité de 15 millions est atteint, ce compte tenu des demandes ouvrant droit à la réduction d'ISF mentionnée à l'article 885-0 V bis du CGI, à la réduction d'impôt sur le revenu mentionnée à l'article 199 terdecies-0 A du CGI et des aides dont elle a bénéficié au titre du financement des risques sous la forme d'investissement en fonds propres ou quasi-fonds propres, de prêts, de garanties ou d'une combinaison de ces instruments. Dans ce cas la Société ne délivrera plus aucun état individuel.

En conséquence, l'attention des souscripteurs concernés est attirée sur le fait que la Société ne peut, en aucune façon, leur garantir qu'ils pourront bénéficier de la réduction d'impôt sur le revenu pour la totalité ou même pour une partie de leur souscription.

De même, la réduction d'impôt sur le revenu est conditionnée au maintien des dispositions fiscales actuelles précitées ou, dans le cas où ces dispositions fiscales seraient modifiées, à la non rétroactivité des nouvelles mesures aux souscriptions effectuées dans le cadre de l'Offre sur Alternext.

Les investisseurs susceptibles de bénéficier de cette réduction d'impôt sur le revenu sont invités à consulter leur conseiller fiscal habituel afin d'apprécier leur situation personnelle au regard de la réglementation spécifique applicable.

4.11.5 DROITS D'ENREGISTREMENT

Conformément aux dispositions de l'article 726, I du CGI, les cessions portant sur les actions de la Société, dans la mesure où elles ne sont pas soumises à la taxe sur les transactions financières visée à l'article 235 ter ZD du CGI, sont susceptibles d'être soumises à des droits d'enregistrement, en cas de constatation desdites cessions par acte (passé en France ou à l'étranger) au taux proportionnel unique de 0,1 %.

5 MODALITES DE L'OFFRE

5.1 MODALITES DE L'OFFRE, CALENDRIER PREVISIONNEL ET MODALITES DES DEMANDES DE SOUSCRIPTION

5.1.1 MODALITES DE L'OFFRE

L'Offre (telle que définie ci-dessous) s'effectuera par la mise sur le marché de 952 381 actions nouvelles pouvant être portées à un maximum de 1 095 238 Actions Nouvelles en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et à 1 259 523 Actions Offertes par émission de 164 285 Actions Nouvelles Supplémentaires en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation.

Préalablement à la première admission des Actions Valbiotis sur le marché Alternext de Euronext Paris, il est prévu que la diffusion des Actions Offertes soit réalisée dans le cadre de l'Offre, comprenant :

- une offre au public en France réalisée sous la forme d'une offre à prix ouvert, principalement destinée aux personnes physiques (l'« **Offre à Prix Ouvert** » ou l'« **OPO** ») ;
- un placement global principalement destiné aux investisseurs institutionnels, en France et hors de France (excepté, notamment, aux États-Unis d'Amérique, l'Australie, le Canada et le Japon) (le « **Placement Global** »).

La diffusion des actions dans le public en France aura lieu conformément aux dispositions des articles P.1.2.1 et suivants du Livre II des Règles de marché d'Euronext relatif aux règles particulières applicables aux marchés réglementés français. La répartition des Actions Offertes entre l'OPO, d'une part, et le Placement Global, d'autre part, sera effectuée en fonction de la nature et de l'importance de la demande dans le respect des principes édictés par l'article 315-35 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers. Si la demande exprimée dans le cadre de l'OPO le permet, le nombre d'actions allouées en réponse aux ordres émis dans le cadre de l'OPO sera au moins égal à 10% du nombre d'actions initialement envisagé dans le cadre de l'Offre (avant Clause d'Extension et Option de Surallocation).

En fonction de l'importance de la demande exprimée dans le cadre de l'Offre, le nombre initial d'Actions Nouvelles pourra être augmenté de 15%, soit un maximum de 142 857 actions (la « **Clause d'Extension** »). L'exercice éventuel de la Clause d'Extension sera décidé par le directoire qui fixera les modalités définitives de l'Offre, soit à titre indicatif le 2 juin 2017.

La Société consentira à la société de bourse Portzamparc, au nom et pour le compte du Chef de File et Teneur de Livre et du Co-Chef de File et Teneur de Livre, une Option de Surallocation (telle que définie au paragraphe 5.2.6 de la Note d'Opération) permettant la souscription d'un nombre d'Actions Nouvelles Supplémentaires représentant un maximum de 15 % du nombre d'Actions Nouvelles, soit un maximum de 164 285 actions en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension. L'Option de Surallocation sera exerçable par le Chef de File et Teneur de Livre et par le Co-Chef de File et Teneur de Livre du 2 juin 2017 au 1^{er} juillet 2017.

Calendrier indicatif de l'Offre :

15 mai 2017	<ul style="list-style-type: none">- Visa de l'AMF sur le Prospectus.
16 mai 2017	<ul style="list-style-type: none">- Communiqué de presse annonçant l'opération ;- Diffusion par Euronext de l'avis relatif à l'ouverture de l'OPO et du Placement Global ;- Ouverture de l'OPO et du Placement Global.
1 ^{er} juin 2017	<ul style="list-style-type: none">- Clôture de l'OPO à 17h00 (heure de Paris) pour les souscriptions au guichet et à 20h00 (heure de Paris) pour les souscriptions par Internet- Clôture du Placement Global à 17 heures (heure de Paris)
2 juin 2017	<ul style="list-style-type: none">- Fixation du Prix de l'Offre et exercice éventuel de la Clause d'Extension ;- Avis Euronext relatif au résultat de l'OPO et du Placement Global ;- Communiqué de presse indiquant le Prix de l'Offre et le résultat de l'OPO et du Placement Global ainsi que le nombre d'actions résultant de la conversion des obligations convertibles sur la base du Prix d'Offre ;- Première cotation des actions de la Société sur le marché Alternext d'Euronext à Paris ;- Début de la période de stabilisation éventuelle.
6 juin 2017	<ul style="list-style-type: none">- Règlement-livraison des actions dans le cadre de l'OPO et du Placement Global.
7 juin 2017	<ul style="list-style-type: none">- Début des négociations des actions de la Société sur le marché Alternext d'Euronext à Paris.
1 ^{er} juillet 2017	<ul style="list-style-type: none">- Date limite d'exercice de l'Option de sur-allocation.- Fin de la période de stabilisation éventuelle.

5.1.2 MONTANT DE L'OFFRE

Produit brut de l'Offre

A titre indicatif, un montant d'environ 10,0 millions d'euros pouvant être porté à un montant d'environ 11,5 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et à un montant d'environ 13,2 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation (sur la base d'un prix se situant au point médian de la Fourchette Indicative du Prix de l'Offre, soit 10,50 euros).

A titre indicatif, un montant d'environ 7,5 millions d'euros, en cas de réduction du montant de l'émission à 75% du montant de l'émission initialement prévue (sur la base du prix médian de la Fourchette Indicative du Prix de l'Offre, soit 10,50 euros).

En cas d'insuffisance de la demande, l'augmentation de capital envisagée dans le cadre de l'Offre pourrait être limitée aux souscriptions reçues dès lors que celles-ci atteindraient 75 % du montant de l'émission initialement prévue. Si le seuil des 75 % de l'émission initiale n'était pas atteint, l'Offre serait annulée et les ordres seraient caducs.

Produit net estimé de l'Offre

A titre indicatif, un montant d'environ 8,6 millions d'euros pouvant être porté à un montant d'environ 10,0 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et à un montant d'environ 11,7 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation (sur la base d'un prix se situant au point médian de la Fourchette Indicative du Prix de l'Offre, soit 10,50 euros).

A titre indicatif, un montant d'environ 6,3 millions d'euros, en cas de réduction du montant de l'émission à 75 % du montant de l'émission initialement prévue (sur la base du prix médian de la Fourchette Indicative du Prix de l'Offre, soit 10,50 euros).

Les dépenses liées à l'Offre à la charge de la Société sont estimées à environ 1,4 millions d'euros, en l'absence d'exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation et à environ 1,5 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation.

En synthèse :

Produit brut de l'Offre (hors conversion des obligations convertibles)

Produit brut de l'émission - En K€ (Hors conversion des obligations convertibles)	Prix d'Offre		
	Bas de fourchette 8,93 €	Milieu de fourchette 10,50 €	Haut de fourchette 12,07 €
Emission limitée à 75%	6 379	7 500	8 621
Emission à 100%	8 505	10 000	11 495
Emission à 100% et après exercice de la clause d'Extension	9 780	11 500	13 220
Emission à 100% et après exercice de la clause d'Extension et de l'Option de Surallocation	11 248	13 225	15 202

Capitalisation boursière théorique après l'Offre et en tenant compte de la conversion automatique des obligations convertibles

Capitalisation boursière théorique - En K€ (Après l'Offre et la conversion des obligations convertibles)	Prix d'Offre		
	Bas de fourchette 8,93 €	Milieu de fourchette 10,50 €	Haut de fourchette 12,07 €
Emission limitée à 75%	28 549	33 568	38 587
Emission à 100%	30 675	35 753	40 832
Emission à 100% et après exercice de la clause d'Extension	31 951	37 253	42 556
Emission à 100% et après exercice de la clause d'Extension et de l'Option de Surallocation	33 418	38 978	44 539

5.1.3 PROCEDURE ET PERIODE DE SOUSCRIPTION

5.1.3.1 Caractéristiques principales de l'OPO

Durée de l'OPO

L'OPO débutera le 16 mai 2017 et prendra fin le 1^{er} juin 2017 à 17h00 (heure de Paris) pour les souscriptions au guichet et à 20h00 (heure de Paris) pour les souscriptions par Internet, si cette possibilité leur est donnée par leur intermédiaire financier.

La date de clôture de l'OPO pourrait être modifiée (voir le paragraphe 5.3.2 de la Note d'Opération).

Nombre d'actions offertes dans le cadre de l'OPO

La répartition des Actions Offertes entre l'OPO, d'une part, et le Placement Global, d'autre part, sera effectuée en fonction de la nature et de l'importance de la demande dans le respect des principes édictés par l'article 315-35 du Règlement général de l'AMF.

Si la demande exprimée dans le cadre de l'OPO le permet, le nombre d'actions allouées en réponses aux ordres émis dans le cadre de l'OPO sera au moins égal à 10 % du nombre d'actions offertes dans le cadre de l'émission initiale avant Extension, *i.e.* hors exercice éventuel de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation.

Le nombre d'Actions Offertes dans le cadre de l'OPO pourra être augmenté ou diminué conformément aux modalités détaillées au paragraphe 5.3.2 de la présente Note d'Opération.

Par ailleurs, il est précisé que l'Offre sera réalisée uniquement par souscription des Actions Nouvelles.

Personnes habilitées, réception et transmission des ordres

Les personnes habilitées à émettre des ordres dans le cadre de l'OPO sont les personnes physiques de nationalité française ou résidentes en France ou ressortissantes de l'un des Etats appartenant à l'EEE, les fonds communs de placement ou les personnes morales françaises ou ressortissantes de l'un des Etats appartenant à l'EEE qui ne sont pas, au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, sous contrôle d'entités ou de personnes ressortissantes d'Etats autres que les Etats appartenant à l'EEE, sous réserve des stipulations figurant au paragraphe 5.2.2 de la Note d'Opération. Les autres personnes devront s'informer sur les restrictions locales de placement comme indiqué au paragraphe 5.2.2 de la présente Note d'Opération.

Les personnes physiques, les personnes morales et les fonds communs de placement ne disposant pas en France d'un compte permettant la souscription ou l'acquisition d'actions de la Société dans le cadre de l'OPO devront à cette fin ouvrir un tel compte chez un intermédiaire habilité lors de la passation de leurs ordres.

L'ordre d'achat devra être signé par le donneur d'ordres ou son représentant ou, en cas de gestion sous mandat, son mandataire. Dans ce dernier cas, le gestionnaire devra :

- soit disposer d'un mandat prévoyant des stipulations spécifiques aux termes desquelles son client s'est engagé, dans le cadre d'opérations où chaque investisseur n'est autorisé à passer qu'un seul ordre d'achat, à ne pas passer d'ordres d'achat sans avoir demandé et obtenu une confirmation écrite du gestionnaire qu'il n'a pas passé un ordre d'achat portant sur les mêmes titres dans le cadre du mandat de gestion ;
- soit mettre en place toute autre mesure raisonnable visant à prévenir les ordres d'achat multiples (par exemple, information du client par le gestionnaire qu'il a passé un ordre d'achat pour son compte et qu'en conséquence, le client ne peut passer directement un ordre d'achat de même nature sans l'avoir informé par écrit, avant la clôture de l'opération, de sa décision afin que le gestionnaire puisse annuler l'ordre d'achat correspondant).

Catégories d'ordres susceptibles d'être émis en réponse à l'OPO

Les personnes désireuses de participer à l'OPO devront déposer leurs ordres auprès d'un intermédiaire financier habilité en France au plus tard le 1^{er} juin 2017 à 17h00 (heure de Paris) pour les souscriptions au guichet et à 20h00 (heure de Paris) pour les souscriptions par Internet, si cette possibilité leur est donnée par leur intermédiaire financier, sauf clôture anticipée ou prorogation.

Les ordres seront décomposés en fonction du nombre de titres demandés :

- fraction d'ordres A1 : entre 1 et 250 actions inclus ;
- fraction d'ordres A2 : au-delà de 250 actions.

L'avis de résultat de l'OPO qui sera publié par Euronext Paris indiquera les réductions éventuelles appliquées aux ordres, étant précisé que les fractions d'ordres A1 bénéficieront d'un traitement préférentiel par rapport aux fractions d'ordres A2 dans le cas où tous les ordres ne pourraient être satisfaits.

Il est par ailleurs précisé que :

- chaque ordre doit porter sur un nombre minimum de une action ;
- un même donneur d'ordre ne pourra émettre qu'un seul ordre ; cet ordre ne pourra être dissocié entre plusieurs intermédiaires financiers et devra être confié à un seul intermédiaire financier ;
- s'agissant d'un compte joint, il ne pourra être émis qu'un maximum de deux ordres ;
- le traitement des ordres émis dans le cadre de l'OPO lors de l'allocation des Actions Offertes ne tiendra pas compte de l'intermédiaire financier habilité auprès duquel ils auront été déposés ;
- chaque membre d'un foyer fiscal pourra transmettre un ordre. L'ordre d'un mineur sera formulé par son représentant légal ; chacun de ces ordres bénéficiera des avantages qui lui sont normalement attachés ; en cas de réduction, celle-ci s'appliquera séparément aux ordres de chacun desdits membres du foyer fiscal ;

- le montant de chaque ordre ne pourra porter sur un nombre d'actions représentant plus de 20 % du nombre d'actions offertes dans le cadre de l'OPO ;
- au cas où l'application du ou des taux de réduction n'aboutirait pas à l'attribution d'un nombre entier d'actions, ce nombre serait arrondi au nombre entier inférieur ;
- les ordres seront exprimés en nombre d'actions sans indication de prix et seront réputés stipulés au Prix de l'Offre ; et
- les ordres seront, même en cas de réduction, irrévocables, sous réserve des indications mentionnées au paragraphe 5.3.2 de la présente Note d'Opération.

Les intermédiaires financiers habilités en France transmettront à Euronext les ordres, selon le calendrier et les modalités précisés dans l'avis d'ouverture de l'OPO qui sera publié par Euronext.

Il est rappelé que les ordres seraient nuls si le communiqué de presse de la Société indiquant les modalités définitives de l'Offre n'était pas publié.

Réduction des ordres

Les fractions d'ordres A1 sont prioritaires par rapport aux fractions d'ordres A2 ; un taux de réduction pouvant aller jusqu'à 100 % peut être appliqué aux fractions d'ordres A2 pour servir les fractions d'ordres A1. Dans l'hypothèse où le nombre d'Actions Offertes serait insuffisant pour couvrir les demandes exprimées au titre des fractions d'ordres A1, ces demandes pourront être réduites de manière proportionnelle. Il en est de même s'agissant des fractions d'ordres A2.

Dans le cas où l'application des modalités de réduction aboutirait à un nombre non entier d'actions, ce nombre serait arrondi au nombre entier immédiatement inférieur.

Révocation des ordres

Les ordres de souscriptions passés par internet dans le cadre de l'OPO seront révocables, par internet, jusqu'à la clôture de l'OPO soit jusqu'au 1^{er} juin 2017 à 20 heures (heure de Paris). Il appartient aux particuliers de se rapprocher de leur intermédiaire financier afin de vérifier si les ordres transmis par d'autres canaux sont révocables et dans quelles conditions ou bien si les ordres transmis par Internet peuvent être révoqués autrement que par Internet.

Par ailleurs, les cas de révocabilités liés à des modifications des conditions de l'Offre sont décrits à la section 5.3.2 de la Note d'Opération.

Si la fixation du Prix de l'Offre en dessous de la fourchette basse n'avait pas d'impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre, le prix de l'Offre sera porté à la connaissance du public par un communiqué de presse diffusé par la Société et l'avis diffusé par Euronext visés au paragraphe 5.3.2.2 de la présente Note d'Opération et prévus, selon le calendrier indicatif, le 2 juin 2017, sauf fixation anticipée du Prix de l'Offre. Cette modification ne donne pas lieu à révocabilité des ordres émis dans le cadre de l'OPO.

En revanche, si la fixation du Prix de l'Offre en-dessous de la fourchette avait un impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre, les stipulations du paragraphe 5.3.2.5 ci-dessous seraient applicables. Une note complémentaire serait soumise au visa de l'AMF. Les ordres émis dans le cadre de l'OPO et du Placement Global seraient nuls si l'AMF n'apposait pas son visa sur cette note complémentaire. Par ailleurs, les ordres émis dans le cadre de l'OPO et du Placement Global avant la publication de la note complémentaire visée par l'AMF pourraient être révoqués pendant au moins deux jours de négociation après la publication de celle-ci.

Résultat de l'OPO, réduction et modalités d'allocation

Le résultat de l'OPO fera l'objet d'un avis d'Euronext et d'un communiqué de presse diffusé par la Société prévus le 2 juin 2017 (sauf clôture anticipée).

Cet avis et ce communiqué préciseront les taux de réduction éventuellement appliqués aux ordres.

5.1.3.2 Caractéristiques principales du Placement Global

Durée du Placement Global

Le Placement Global débutera le 16 mai 2017 et prendra fin le 1^{er} juin 2017 à 17 heures (heure de Paris). En cas de prorogation de la date de clôture de l'OPO (voir le paragraphe 5.3.2.4 de la Note d'Opération), la date de clôture du Placement Global pourra être prorogée corrélativement.

Le Placement Global pourra être clos par anticipation sans préavis (voir le paragraphe 5.3.2.4 de la Note d'Opération).

Personnes habilitées à émettre des ordres dans le cadre du Placement Global

Le Placement Global sera effectué principalement auprès d'investisseurs institutionnels en France et dans certains pays, à l'exclusion des Etats-Unis d'Amérique, du Canada, du Japon et de l'Australie.

Ordres susceptibles d'être émis dans le cadre du Placement Global

Les ordres seront exprimés en nombre d'actions ou en montant demandés. Ils pourront comprendre des conditions relatives au prix.

Réception et transmission des ordres susceptibles d'être émis dans le cadre du Placement Global

Pour être pris en compte, les ordres émis dans le cadre du Placement Global devront être reçus par le Chef de File et Teneur de Livre ou par le Co-Chef de File et Teneur de Livre au plus tard le 1^{er} juin 2017 à 17 heures (heure de Paris), sauf clôture anticipée.

Seuls les ordres à un prix limité supérieur ou égal au Prix de l'Offre seront pris en considération dans la procédure d'allocation.

Réduction des ordres

Les ordres émis dans le cadre du Placement Global pourront faire l'objet d'une réduction totale ou partielle.

Révocation des ordres

Tout ordre émis dans le cadre du Placement Global pourra être révoqué auprès du Chef de File et Teneur de Livre ou auprès du Co-Chef de File et Teneur de Livre ayant reçu l'ordre et ce jusqu'au 1^{er} juin 2017 à 17 heures (heure de Paris).

5.1.4 REVOCATION / SUSPENSION DE L'OFFRE

L'Offre sera réalisée sous réserve de l'émission du certificat du dépositaire des fonds constatant la souscription des Actions Nouvelles. L'Offre pourra être annulée par la Société à la date de règlement-livraison si le certificat du dépositaire des fonds n'était pas émis.

En cas de non émission du certificat du dépositaire, cette information fera l'objet d'un communiqué de presse diffusé par la Société et d'un avis diffusé par Euronext. Dans ce cas, les Actions Offertes ne seront pas admises aux négociations sur le marché régulé Alternext d'Euronext à Paris.

Si le montant des souscriptions d'Actions Nouvelles n'atteignait pas un minimum de 75% de l'augmentation de capital initiale envisagée, soit un montant d'environ 6,4 M€ sur la base d'un Prix d'Offre égal à la borne basse de la Fourchette Indicative du Prix de l'Offre, l'Offre serait annulée et les ordres de souscription seraient caducs.

5.1.5 REDUCTION DE L'OFFRE

Voir les paragraphes 5.1.3.1 et 5.1.3.2 de la Note d'Opération pour une description de la réduction des ordres émis dans le cadre de l'Offre.

5.1.6 MONTANT MAXIMUM ET/OU MINIMUM DES ORDRES

Voir le paragraphe 5.1.3 de la Note d'Opération pour une description du montant minimum et du montant maximum des ordres pouvant être émis dans le cadre de l'OPO.

Il n'existe pas de montant minimum ni de montant maximum pour les ordres pouvant être émis dans le cadre du Placement Global.

5.1.7 REVOCATION DES ORDRES DE SOUSCRIPTION

Voir le paragraphe 5.1.3.1 de la Note d'Opération pour une description des cas de révocation des ordres émis dans le cadre de l'Offre.

5.1.8 VERSEMENT DES FONDS ET MODALITES DE DELIVRANCE DES ACTIONS OFFERTES

Le prix des Actions Offertes devra être versé comptant par les donneurs d'ordre à la date prévue pour le règlement-livraison de l'Offre, soit le 6 juin 2017.

Les intermédiaires enregistreront les actions au compte des donneurs d'ordres dès que possible à compter de la publication de l'avis de résultat de l'Offre par Euronext soit, selon le calendrier indicatif, à partir du 2 juin 2017 et au plus tard à la date de règlement-livraison, date de leur inscription en compte, soit, selon le calendrier indicatif, le 6 juin 2017.

5.1.9 PUBLICATION DES RESULTATS DE L'EMISSION

Les résultats de l'OPO et du Placement Global feront l'objet d'un communiqué diffusé par la Société et d'un avis d'Euronext prévus le 2 juin 2017 au plus tard, sauf clôture anticipée (voir le paragraphe 5.3.2 de la Note d'Opération).

5.1.10 DROITS PREFERENTIELS DE SOUSCRIPTION

L'augmentation de capital réalisée dans le cadre de l'Offre sera réalisée avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires.

5.2 PLAN DE DISTRIBUTION ET ALLOCATION DES ACTIONS NOUVELLES

5.2.1 CATEGORIE D'INVESTISSEURS POTENTIELS ET RESTRICTIONS APPLICABLES A L'OFFRE

5.2.1.1 Catégorie d'investisseurs potentiels

L'Offre comprend :

- une offre au public en France réalisée sous la forme d'une offre à prix ouvert principalement destinée aux personnes physiques ;
- un placement global principalement destiné aux investisseurs institutionnels comportant :
 - o un placement en France ; et
 - o un placement privé international dans certains pays, à l'exclusion, notamment, des Etats-Unis d'Amérique, du Canada, du Japon et de l'Australie.

5.2.1.2 Restrictions applicables à l'Offre

La diffusion du Document de Base, de la présente Note d'Opération, du résumé du Prospectus ou de tout autre document ou information relatifs à l'Offre et la vente ou la souscription des Actions Offertes de la Société,

peuvent, dans certains pays, faire l'objet d'une réglementation spécifique. Les personnes qui viendraient à être en possession des documents susvisés doivent s'informer des éventuelles restrictions locales et s'y conformer.

Les intermédiaires habilités ne pourront accepter aucun ordre d'achat d'Actions Offertes émanant de clients ayant une adresse située dans un pays ayant instauré de telles restrictions et les ordres correspondants seront réputés être nuls et non avenue.

Toute personne (y compris les *trustees* et les *nominees*) recevant la présente Note d'Opération, le Document de Base, le résumé du Prospectus ou tout autre document ou information relatifs à l'Offre, ne doit le distribuer ou le faire parvenir dans de tels pays qu'en conformité avec les lois et réglementations qui y sont applicables. Toute personne qui, pour quelque cause que ce soit, transmettrait ou permettrait la transmission des documents susvisés dans de tels pays, doit attirer l'attention du destinataire sur les stipulations de la présente section.

Le Document de Base, la présente Note d'Opération, le résumé du Prospectus ou tout autre document ou information relatifs à l'Offre, ne pourra être distribué hors de France qu'en conformité avec les lois et réglementations applicables localement, et ne pourra constituer une offre de vente ou une sollicitation d'offre d'achat dans les pays où une telle offre enfreindrait la législation locale applicable.

Aucune mesure n'a été prise aux fins de permettre une offre publique des actions dans une quelconque juridiction autre que la France, ou à la détention ou la distribution du présent Prospectus ou de tout autre document d'offre dans un pays ou territoire où des mesures sont nécessaires à cet effet.

Restrictions concernant les Etats-Unis d'Amérique

Les actions VALBIOTIS n'ont pas été enregistrées et la Société n'a pas l'intention de les enregistrer au titre du *U.S. Securities Act* de 1933, tel que modifié (le « **Securities Act** ») ni auprès d'aucune autorité boursière dépendant d'un Etat américain. En conséquence, les actions de la Société ne peuvent être ni offertes ni vendues ni livrées ou autrement cédées ou transférées de quelque manière que ce soit aux Etats-Unis d'Amérique, ou pour le compte ou au profit de *U.S. persons* sauf après enregistrement ou dans le cadre d'opérations bénéficiant d'une exemption à l'enregistrement prévue par le *Securities Act*. A l'extérieur des Etats-Unis, elles peuvent l'être uniquement aux personnes souscrivant ou achetant des actions nouvelles ou droits préférentiels de souscription dans le cadre de transactions extraterritoriales (« *offshore transactions* ») telles que définies dans le, et conformément au, Règlement S du *U.S. Securities Act*.

Le document ne constitue pas une offre de valeurs mobilières, ou une quelconque sollicitation d'achat ou de souscription d'actions nouvelles ou de droits préférentiels de souscription aux Etats-Unis. Par conséquent, toute personne située aux Etats-Unis qui obtient un exemplaire du Prospectus devra ne pas en tenir compte.

Aucune communication portant sur cette offre ou aucune offre au public en vue de la souscription ou de la cession d'actions de la Société ne pourra être adressée aux Etats-Unis d'Amérique ou viser les personnes résidant ou présentes aux Etats-Unis d'Amérique. Notamment, ni le Prospectus (ou l'une quelconque de ses composantes) ni aucun autre document d'offre relatif à l'offre d'actions ne peut être distribué ou diffusé par un intermédiaire ou tout autre personne aux Etats-Unis d'Amérique.

Par ailleurs, jusqu'à l'expiration d'une période de 40 jours à compter de la date d'ouverture de la période de souscription, une offre de vente ou une vente des actions nouvelles aux Etats-Unis par un intermédiaire financier (qu'il participe ou non à l'offre) pourrait être constitutive d'une violation des obligations d'enregistrement au titre du *U.S. Security Act* si cette offre de vente ou cette vente est faite autrement que conformément à une exemption des obligations d'enregistrement au sens du *U.S. Securities Act*.

La Société se réserve le droit de considérer comme non-valable tout bulletin de souscription qui :

- (i) apparaît à la Société ou ses préposés comme ayant été signé ou envoyé à partir des Etats-Unis ;
- (ii) n'inclut pas une garantie selon laquelle la personne acceptant et/ou renonçant au bulletin de souscription n'a pas d'adresse située (et n'est pas autrement situé) aux Etats-Unis ;
- (iii) lorsque la Société considère que l'acceptation de ce bulletin de souscription constituerait une violation des règles légales ou réglementaires ;

La Société ne sera alors pas tenue d'allouer ou d'émettre des actions ou des droits préférentiels de souscription au regard de ces bulletins de souscription.

Restrictions concernant les États de l'Espace Economique Européen (autres que la France)

S'agissant des États membres de l'Espace Économique Européen, autres que la France, ayant transposé la Directive Prospectus (un « **État Membre** »), aucune action n'a été entreprise et ne sera entreprise à l'effet de permettre une offre au public des actions de la Société rendant nécessaire la publication d'un prospectus dans l'un ou l'autre de ces États Membres. Par conséquent, les actions de la Société peuvent être offertes dans ces États uniquement :

- a) à des investisseurs qualifiés, tels que définis dans la Directive Prospectus, conformément à l'article 3.2(a) de la Directive Prospectus ;
- b) à moins de 100, ou si l'État Membre concerné a transposé la disposition concernée de la Directive Prospectus Modificative, 150, personnes physiques ou morales (autres que des investisseurs qualifiés tels que définis dans la Directive Prospectus), sous réserve du consentement préalable des établissements chargés du placement nommés par la Société pour une telle offre, conformément aux articles 3.2(b) de la Directive Prospectus et 1.3(a)(i) de la Directive Prospectus Modificative ; ou
- c) dans tous les autres cas où la publication d'un prospectus n'est pas requis au titre des dispositions de l'article 3 de la Directive Prospectus ;

et à condition qu'aucune des offres mentionnées aux paragraphes (a) à (c) ci-dessus ne requièrent la publication par la Société ou les établissements chargés du placement d'un prospectus conformément aux dispositions de l'article 3 de la Directive Prospectus ou d'un supplément au prospectus conformément aux dispositions de l'article 16 de la Directive Prospectus.

Pour les besoins du présent paragraphe, (a) la notion d' « offre au public » dans tout État Membre signifie la communication sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit d'informations suffisantes sur les conditions de l'offre et sur les actions à offrir, de manière à mettre un investisseur en mesure de décider ou non d'acheter ou de souscrire ces actions, telle qu'éventuellement modifiée par l'État Membre par toute mesure de transposition de la Directive Prospectus, (b) le terme « Directive Prospectus » signifie la Directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 (telle que modifiée, y compris par les dispositions de la Directive Prospectus Modificative, dès lors qu'elle aura été transposée dans l'État Membre) et inclut toute mesure de transposition de cette Directive dans chaque État Membre et (c) le terme « Directive Prospectus Modificative » signifie la Directive 2010/73/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010.

Restrictions concernant le Royaume-Uni

Le Prospectus n'a pas été approuvé par un conseiller financier autorisé conformément aux dispositions de la Section 21 du *Financial Services and Markets Act 2000* (« **FSMA** »), il n'est pas un document approuvé par les dispositions de la Section 87 et suivants du FSMA et aucun dépôt au Royaume-Uni n'a été effectué en ce qui concerne ce document. Le prospectus ne contient pas ou ne constitue pas une invitation ou une incitation à investir au Royaume-Uni.

Le Chef de File et Teneur de Livre et le Co-Chef de File et Teneur de Livre reconnaissent :

- qu'ils n'ont pas communiqué, ni fait communiquer et qu'ils ne communiqueront ni feront communiquer des invitations ou incitations à se livrer à une activité d'investissement au sens de l'article 21 du FSMA reçues par eux et relatives à l'émission ou à la vente des Actions Nouvelles que dans des circonstances où l'article 21(1) du FSMA ne s'applique pas à la Société ; et
- qu'ils ont respecté et respecteront toutes les dispositions du FSMA applicables à tout ce qu'ils ont entrepris ou entreprendront relativement aux Actions Offertes que ce soit au Royaume- Uni, à partir du Royaume-Uni ou dans toute autre circonstance impliquant le Royaume-Uni.

Le Prospectus est adressé et destiné uniquement (i) aux personnes qui sont située en dehors du Royaume-Uni, (ii) aux personnes ayant une expérience professionnelle en matière d'investissement (*investment professionals*) au sens de l'article 19(5) du *Financial Services and Markets Act 2000* (*Financial Promotion*) Order 2005, tel que modifié (l' « **Ordre** »), ou (iii) aux personnes qui sont des « *high net worth entities* » et répondant à la définition de l'article 49(2) (a) à (d) (« sociétés à valeur nette élevée, associations non-immatriculées, etc. ») de l'Ordre ou (iv) aux personnes auxquelles une invitation et une incitation à s'engager dans une activité d'investissement (au

sens de la section 21 du FSMA) peut être légalement communiquée (les personnes mentionnées aux paragraphes (i), (ii) et (iii) étant ensemble désignées comme les «**Personnes Habilitées**»). Les Actions Offertes sont uniquement destinées aux Personnes Habilitées et toute invitation, offre ou tout contrat relatif à l'achat ou l'acquisition des Actions Offertes ne peut être adressé ou conclu qu'avec des Personnes Habilitées. Toute personne autre qu'une Personne Habilitée doit s'abstenir d'utiliser ou de se fonder sur le Prospectus et les informations qu'il contient. Les personnes en charge de la diffusion du Prospectus doivent se conformer aux conditions légales de la diffusion du Prospectus.

Restrictions concernant l'Italie

Le Prospectus n'a pas été enregistré auprès de ou autorisé par la *Comissione Nazionale per le Societa e la Borsa* («**CONSOB**») conformément à la Directive Prospectus et à la réglementation italienne relative aux valeurs mobilières. Les actions VALBIOTIS ne seront pas offertes ou remises, directement ou indirectement, en Italie, dans le cadre d'une offre public de produits financiers tels que définis à l'article 1, paragraphe 1 lettre t du Décret Législatif n°58 du 24 février 1998, tel que modifié (la «**Loi sur les Services Financiers**»). En conséquence, les actions VALBIOTIS pourront uniquement être offertes ou remises en Italie :

- (a) à des investisseurs qualifiés (*investitori qualificati*) tels que définis à l'article 100 de la Loi sur les Services Financier et par l'article 34-ter(1)(b) du règlement n°11971 du 14 mai 1999 de la CONSOB, tel que modifié (le «**Règlement CONSOB**») ; ou
- (b) dans les conditions prévues par une exemption applicable aux règles régissant les offres au public, conformément à l'article 100 de la Loi sur les Services Financiers et à l'article 34-ter du Règlement CONSOB.

De plus, et sous réserve de ce qui précède, toute offre ou remise des actions VALBIOTIS en Italie ou toute distribution en Italie d'exemplaires du Prospectus ou de tout autre document relatif aux actions VALBIOTIS dans les conditions visées aux paragraphes (a) et (b) ci-dessus devra également être réalisée :

- (i) par une entreprise d'investissement, une banque ou un intermédiaire financier habilité à exercer de telles activités en Italie conformément à la Loi sur les Services Financiers, au Décret Législatif n°385 du 1^{er} septembre 1993 (la «**Loi Bancaire**») et au Règlement CONSOB n°16190 du 29 octobre 2007, tels que modifiés ;
- (j) en conformité avec l'article 129 de Loi Bancaire et avec le guide d'application de la Banque d'Italie en vertu desquels la Banque d'Italie peut exiger certaines informations sur l'émission ou l'offre de valeurs mobilières en Italie ; et
- (k) en conformité avec toute réglementation concernant les valeurs mobilières, la fiscalité et le contrôle des changes et tout autre loi et réglementation applicable, notamment tout autre condition, limitation et restriction qui pourrait être imposée, le cas échéant, par les autorités italiennes.

Le Prospectus, tout autre document relatif aux actions VALBIOTIS et les informations qu'ils contiennent ne peuvent être utilisées que par leurs destinataires originaux. Les personnes résidant ou situées en Italie autres que l'un des destinataires originaux de ces documents ne doivent pas se fonder sur ces documents ou sur leur contenu. Toute personne souscrivant des actions VALBIOTIS dans le cadre de l'offre assume l'entière responsabilité de s'assurer que l'offre ou la revente des actions VALBIOTIS qu'il a souscrites dans le cadre de l'offre a été réalisée en conformité avec toutes les lois et réglementations applicables.

L'article 100-bis de la Loi sur Services Financiers limite les possibilités de transférer les actions VALBIOTIS en Italie dans le cas où le placement des actions VALBIOTIS serait effectué uniquement auprès d'investisseurs qualifié et où ces actions VALBIOTIS seraient pas la suite systématiquement revendues, à tout moment au cours des 12 mois suivant ce placement, à des investisseurs non qualifiés sur le marché secondaire. Dans un tel cas, si aucun prospectus conforme à la Directive Prospectus n'a été publié, les acquéreurs d'actions VALBIOTIS ayant agi en dehors du cours normal de leur activité ou de leur profession seraient en droit, sous certaines conditions, de déclarer de tels achats nuls et de demander des dommages et intérêt aux personnes autorisées dans les locaux desquelles elles auraient acquis les actions VALBIOTIS, à moins qu'une exemption prévue par la Loi sur les Services Financiers ne s'applique.

Restriction concernant le Japon

Les actions VALBIOTIS n'ont pas été et ne seront pas enregistrées au Japon au sens de la *Securities and Exchange Law of Japan* (la « **Securities and Exchange Law** ») et ne pourront être vendues ou offertes, directement ou indirectement au Japon, à un résident du Japon ou pour le compte d'un résident du Japon (étant entendu que le terme résident vise toute personne résidant au Japon en ce compris toute société ou toute autre entité soumise aux lois du Japon) ou à tout autre personne dans le cadre d'une nouvelle offre ou d'une revente, directement ou indirectement, au Japon, à un résident du Japon ou pour le compte d'un résident du Japon sauf en application d'une exemption de l'obligation d'enregistrement ou dans le respect des dispositions de la *Securities and Exchange Law* et de toute autre obligation applicable en vertu des lois et de la réglementation japonaises.

Restrictions concernant le Canada et l'Australie

Aucune mesure n'a été prise afin d'enregistrer ou de permettre une offre publique des actions VALBIOTIS personnes situées au Canada ou en Australie. Par conséquent, le Document de Base, la présente Note d'Opération, le résumé du Prospectus ou tout autre document ou information relatifs à l'Offre ne peuvent être distribués ou transmis dans ces pays. Aucune souscription d'actions ne peut être effectuée par une personne se trouvant au Canada ou en Australie.

5.2.2 INTENTION DE SOUSCRIPTION DES PRINCIPAUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ OU DES MEMBRES DE SES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION OU DE SURVEILLANCE OU DE QUICONQUE ENTENDRAIT PRENDRE UNE SOUSCRIPTION DE PLUS DE 5%

Néant.

5.2.3 INFORMATION PRE-ALLOCATION

Si la demande exprimée dans le cadre de l'OPO le permet, le nombre définitif d'actions allouées en réponse aux ordres émis dans le cadre de l'OPO sera au moins égal à 10 % du nombre total d'actions offertes dans le cadre du Placement Global, avant exercice éventuel de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation (se référer aux paragraphes 5.2.5 et 5.2.6 de la présente Note d'Opération).

5.2.4 NOTIFICATION AUX SOUSCRIPTEURS

Le résultat de l'Offre fera l'objet d'un avis d'Euronext le 2 juin 2017 et d'un communiqué de la Société qui préciseront les réductions éventuellement appliquées aux ordres émis.

Dans le cadre de l'OPO, les investisseurs seront informés de leurs allocations par leur intermédiaire financier. Dans le cadre du Placement Global, les investisseurs seront informés de leurs allocations par le Chef de File et Teneur de Livre et par le Co-Chef de File et Teneur de Livre.

5.2.5 CLAUSE D'EXTENSION

En fonction de l'importance de la demande, le nombre d'actions nouvelles initialement offertes pourra, à la discrétion de la Société, être augmenté d'un maximum de 15%, pour être porté à un maximum de 1 095 238 Actions Nouvelles après exercice d'une clause d'Extension portant sur un maximum de 142 857 actions nouvelles (soit 15% de l'émission initiale) (la « **Clause d'Extension** ») au Prix de l'Offre (tel que ce terme est défini au paragraphe 5.3.1 de la présente Note d'Opération).

La décision d'exercer la Clause d'Extension sera prise au moment de la fixation du Prix de l'Offre par le directoire prévu le 2 juin 2017 et sera mentionnée dans le communiqué de la Société et l'avis Euronext annonçant le résultat de l'Offre.

5.2.6 OPTION DE SURALLOCATION

La Société consentira au Chef de File et Teneur de Livre et au Co-Chef de File et Teneur de Livre, agissant en leur nom et pour leur compte une option de surallocation (l'« **Option de Surallocation** ») permettant de

souscrire des actions nouvelles supplémentaires dans la limite de 15 % du nombre d'Actions Nouvelles, après exercice éventuel de la Clause d'Extension, soit un maximum 164 285 actions nouvelles (les « **Actions Nouvelles Supplémentaires** »), au Prix de l'Offre (tel que ce terme est défini au paragraphe 5.3.1 de la présente Note d'Opération).

Cette Option de Surallocation, qui permettra de couvrir d'éventuelles surallocations et de faciliter les opérations de stabilisation, pourra être exercée en une seule fois à tout moment, en tout ou partie, jusqu'au trentième jour calendaire suivant la date de clôture de l'Offre soit, à titre indicatif, au plus tard le 1^{er} juillet 2017.

En cas d'exercice de l'Option de Surallocation, l'information relative à cet exercice et au nombre d'Actions Nouvelles Supplémentaires à émettre serait portée à la connaissance du public au moyen d'un communiqué diffusé par la Société et d'un avis publié par Euronext.

5.3 FIXATION DU PRIX DE SOUSCRIPTION

5.3.1 METHODE DE FIXATION DU PRIX DE L'OFFRE

Prix des Actions Offertes

Le prix des Actions Offertes dans le cadre de l'OPO sera égal au prix des Actions Offertes dans le cadre du Placement Global (le « **Prix de l'Offre** »).

Il est prévu que le Prix de l'Offre soit fixé par le directoire de la Société le 2 juin 2017, étant précisé que cette date pourrait être reportée si les conditions de marché et les résultats de la construction du livre d'ordres ne permettaient pas de fixer le Prix de l'Offre dans des conditions satisfaisantes. La date de fixation du Prix de l'Offre pourra également être avancée en cas de clôture anticipée de l'OPO et du Placement Global.

Le Prix de l'Offre fixé par le Directoire de la Société résultera de la confrontation de l'offre des titres et des demandes d'achat émises par les investisseurs selon la technique dite de « *construction du livre d'ordres* » telle que développée par les usages professionnels.

Cette confrontation sera effectuée notamment sur la base des critères de marché suivants :

- capacité des investisseurs retenus à assurer un développement ordonné du marché secondaire ;
- ordre d'arrivée des demandes des investisseurs ;
- quantité demandée ; et
- sensibilité au prix des demandes exprimées par les investisseurs.

Le Prix de l'Offre pourrait se situer dans une fourchette comprise entre 8,93 euros et 12,07 euros par action, fourchette déterminée et arrêtée par le directoire de la Société lors de sa réunion du 11 mai 2017 et qui pourra être modifiée à tout moment jusqu'au jour (et y compris ce jour) prévu pour la fixation du Prix de l'Offre, dans les conditions prévues au paragraphe 5.3.2 de la présente Note d'Opération. Cette information est donnée à titre purement indicatif et ne préjuge en aucun cas du Prix de l'Offre qui pourra être fixé en dehors de cette fourchette dans les conditions précisées au paragraphe 5.3.2 de la présente Note d'Opération.

Cette fourchette indicative de prix a été arrêtée par le directoire de la Société, au vu des conditions de marché prévalant à la date de sa décision. En cas de fixation du prix en dehors de la fourchette indicative de prix, les investisseurs sont invités à se reporter au paragraphe 5.3.2 de la présente Note d'Opération pour de plus amples détails sur la procédure de publication du Prix de l'Offre et des modifications relatives aux paramètres de l'Offre.

5.3.2 PROCEDURE DE PUBLICATION DU PRIX DE L'OFFRE ET DES EVENTUELLES MODIFICATIONS DES PARAMETRES DE L'OFFRE

5.3.2.1 Date de fixation du Prix de l'Offre – Modification éventuelle du calendrier

Il est prévu que le Prix de l'Offre soit fixé définitivement le 2 juin 2017, étant précisé que cette date pourrait être reportée si les conditions de marché et les résultats de la construction du livre d'ordres ne permettaient pas de fixer le Prix de l'Offre dans des conditions satisfaisantes. Dans ce cas, la nouvelle date de clôture du Placement Global et de l'OPO et la nouvelle date prévue pour la détermination du Prix de l'Offre feraient l'objet d'un avis diffusé par Euronext et d'un communiqué de presse diffusé par la Société au plus tard la veille de la date de

clôture initiale de l'OPO (sans préjudice des stipulations relatives à la modification de la date de clôture du Placement Global et de l'OPO en cas de modification de la fourchette de prix, de fixation du Prix de l'Offre en dehors de la fourchette ou en cas de modification du nombre d'Actions Offertes dans le cadre de l'Offre).

Les ordres émis dans le cadre de l'OPO avant la diffusion de l'avis d'Euronext et du communiqué de presse de la Société susvisés seront maintenus sauf s'ils ont été expressément révoqués avant la nouvelle date de clôture de l'OPO (incluse).

5.3.2.2 Publication du Prix de l'Offre et du nombre d'Actions Offertes

Il est prévu que le Prix de l'Offre et le nombre définitif d'Actions Offertes soient portés à la connaissance du public au plus tard le 2 juin 2017, au moyen d'un avis publié par Euronext et d'un communiqué diffusé par la Société.

5.3.2.3 Modifications de la fourchette, fixation du Prix de l'Offre en dehors de la fourchette et modification du nombre d'Actions Offertes

Modifications donnant lieu à révocabilité des ordres émis dans le cadre de l'OPO : fixation du prix de l'Offre au-dessus de la borne supérieure de la fourchette du prix

En cas de modification de la borne supérieure de la fourchette de prix ou en cas de fixation du Prix de l'Offre au-dessus de la fourchette de prix (initiale ou, le cas échéant, modifiée), la procédure suivante s'appliquera :

- Publication des modifications :

Les nouvelles modalités de l'Offre seront portées à la connaissance du public au moyen d'un avis diffusé par Euronext, d'un communiqué de presse diffusé par la Société et d'un avis financier publié par la Société dans au moins un journal financier de diffusion nationale. L'avis d'Euronext, le communiqué de presse de la Société et l'avis financier susvisés indiqueront le nouveau calendrier, avec la nouvelle date de clôture de l'OPO, la nouvelle date prévue pour la fixation du prix et la nouvelle date du règlement livraison.

- Date de clôture de l'OPO :

La date de clôture de l'OPO sera reportée ou une nouvelle période de souscription à l'OPO sera alors réouverte, selon le cas, de telle sorte qu'il s'écoule au moins deux jours de bourse entre la date de publication de l'avis financier susvisé et la nouvelle date de clôture de l'OPO.

- Révocabilité des ordres émis dans le cadre de l'OPO :

Les ordres émis dans le cadre de l'OPO avant la publication de l'avis financier susvisé seront maintenus sauf s'ils ont été expressément révoqués avant la nouvelle date de clôture de l'OPO incluse. De nouveaux ordres irrévocables pourront être émis jusqu'à la nouvelle date de clôture de l'OPO incluse. Ces ordres pourront toutefois être expressément révoqués avant la nouvelle date de clôture de l'OPO incluse en cas de nouveau report de la date de fixation du Prix de l'Offre et/ou de nouvelle modification des modalités de l'Offre.

Modifications ne donnant pas lieu à révocabilité des ordres émis dans le cadre de l'OPO : fixation du prix de l'Offre en dessous de la borne inférieure de la fourchette de prix ou modification du nombre d'actions offertes

Le Prix de l'Offre pourrait être librement fixé en-dessous de la fourchette et serait alors communiqué au public dans les conditions prévues au paragraphe 5.3.2.2 de la présente Note d'Opération en l'absence d'impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre.

En conséquence si la fixation du Prix de l'Offre en-dessous de la fourchette n'avait pas d'impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre, le Prix de l'Offre sera porté à la connaissance du public par un communiqué de presse diffusé par la Société et l'avis diffusé par Euronext visés au paragraphe 5.3.2.2 de la présente Note d'Opération et prévus, selon le calendrier indicatif, le 2 juin 2017, sauf fixation anticipée du Prix de l'Offre.

En revanche, si la fixation du Prix de l'Offre en-dessous de la fourchette avait un impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre, les stipulations de la section 5.3.2.5 ci-dessous seraient applicables. Une note complémentaire serait soumise au visa de l'AMF. Les ordres émis dans le cadre de l'OPO et du Placement Global seraient nuls si l'AMF n'apposait pas son visa sur cette note complémentaire. Par ailleurs, les ordres émis dans le cadre de l'OPO et du Placement Global avant la publication de la note complémentaire visée par l'AMF pourraient être révoqués pendant au moins deux jours de négociation après la publication de celle-ci.

Le nombre d'Actions Offertes pourrait également être modifié librement si cette modification n'avait pas d'impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre. Dans le cas contraire, les stipulations du paragraphe 5.3.2.5 ci-dessous seraient applicables.

5.3.2.4 Clôture anticipée ou prorogation de l'Offre

Les dates de clôture du Placement Global et de l'OPO pourront être avancées (sans toutefois que la durée de l'OPO ne puisse être inférieure à trois jours de bourse) ou prorogées dans les conditions suivantes :

- Si la date de clôture est avancée, la nouvelle date de clôture fera l'objet de la diffusion d'un avis par Euronext et de la diffusion par la Société d'un communiqué de presse annonçant cette modification au plus tard la veille de la nouvelle date de clôture.
- Si la date de clôture est prorogée, la nouvelle date de clôture fera l'objet de la diffusion d'un avis par Euronext et de la diffusion par la Société d'un communiqué de presse annonçant cette modification au plus tard la veille de la date de clôture initiale. Dans ce cas, les ordres émis dans le cadre de l'OPO avant la diffusion de l'avis d'Euronext et du communiqué de presse de la Société susvisés seront maintenus sauf s'ils ont été expressément révoqués avant la nouvelle date de clôture de l'OPO (incluse).

5.3.2.5 Modification des autres modalités de l'Offre

En cas de modification des autres modalités initialement arrêtées non prévue par la présente Note d'Opération, une note complémentaire sera soumise au visa de l'AMF. Les ordres émis dans le cadre de l'OPO et du Placement Global seraient nuls si l'AMF n'apposait pas son visa sur cette note complémentaire. Par ailleurs, les ordres émis dans le cadre de l'OPO et du Placement Global avant la publication de la note complémentaire visée par l'AMF pourraient être révoqués pendant au moins deux jours de négociation après la publication de celle-ci.

5.3.3 RESTRICTION OU SUPPRESSION DU DROIT PREFERENTIEL DE SOUSCRIPTION DES ACTIONNAIRES

Les Actions Nouvelles seront émises en vertu de la 22^{ème} résolution de l'Assemblée générale mixte des actionnaires de la Société en date du 7 mars 2017, autorisant une augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription par voie d'offre au public (voir le paragraphe 4.6.1 de la présente Note d'Opération).

5.3.4 DISPARITES DE PRIX

La Société n'a procédé à aucune émission d'actions au cours des 12 derniers mois.

En revanche, elle a procédé à une émission d'obligations convertibles le 7 mars 2017. L'intégralité de ces obligations convertibles sera convertie au jour de la 1^{ère} cotation des actions de la Société sur la base d'un prix égal au Prix d'Offre diminué d'une décote de 15%.

5.4 PLACEMENT ET GARANTIE

5.4.1 COORDONNEES DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS INTRODUCTEURS

Chef de File et Teneur de Livre : Portzamparc, 13 rue de la Brasserie - BP 98653 - 44186 Nantes Cedex.

Co-Chef de File et Teneur de Livre : Invest Securities, 73 boulevard Haussmann - 75008 Paris.

5.4.2 COORDONNEES DES INTERMEDIAIRES CHARGES DU SERVICE FINANCIER ET DES DEPOSITAIRES DANS CHAQUE PAYS CONCERNE

Le service des titres de la Société (tenue du registre des actionnaires nominatifs) et le service financier (paiement des dividendes) seront assurés par BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES (Grands Moulins de Pantin - 9 rue du Débarcadère - 93500 Pantin). BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES émettra le certificat de dépôt des fonds relatif à la présente augmentation de capital.

5.4.3 CONTRAT DE PLACEMENT - GARANTIE

L'Offre fera l'objet d'un contrat de placement (le « Contrat de Placement ») conclu entre, d'une part, la Société et, d'autre part, Portzamparc Société de Bourse en qualité de Chef de File et Teneur de Livre et Invest Securities en qualité de Co-Chef de File et Teneur de Livre.

L'Offre ne fera pas l'objet d'une garantie de placement.

6 INSCRIPTION A LA NEGOCIATION ET MODALITES DE NEGOCIATION

6.1 INSCRIPTION AUX NEGOCIATIONS

L'admission de l'ensemble des actions de la Société est demandée sur le marché régulé Alternext d'Euronext à Paris. Les conditions de négociation de l'ensemble des actions seront fixées dans un avis d'Euronext diffusé le 2 juin 2017 selon le calendrier indicatif. La première cotation des actions de la Société devrait avoir lieu le 2 juin 2017. Les négociations devraient débiter au cours de la séance de bourse du 7 juin 2017.

6.2 PLACE DE COTATION

A la date du visa de l'AMF sur le Prospectus, les actions de la Société ne sont admises aux négociations sur aucun marché, réglementé ou non réglementé.

6.3 OFFRES CONCOMITANTES DE VALEURS MOBILIERES DE LA SOCIETE

Non applicable.

6.4 CONTRAT DE LIQUIDITE ET RACHAT D'ACTIONS PROPRES

Aucun contrat de liquidité relatif aux actions de la Société n'a été conclu à la date du visa du Prospectus. La Société s'engage cependant à mettre en place ce type de contrat une fois la société cotée avec Portzamparc Société de Bourse (Groupe BNP Paribas) au plus tard et avant la fin de la période de stabilisation et portera cette information à la connaissance du public.

6.5 STABILISATION

Aux termes du Contrat de Placement mentionné au paragraphe 5.4.3 de la présente Note d'Opération, le Chef de File et Teneur de Livre (ou toute entité agissant pour son compte), agissant en qualité d'agent de la stabilisation, au nom et pour le compte du Chef de File et Teneur de Livre et du Co-Chef de File et Teneur de Livre (l'« **Agent Stabilisateur** »), pourra (mais ne sera en aucun cas tenu de) réaliser des opérations de stabilisation dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables, notamment celles du Règlement 596/2014 du 16 avril 2014 sur les abus de marché et de son règlement délégué UE n°2016/1052 du 8 mars 2016 (le « **Règlement Délégué** »). Il est précisé qu'il n'y a pas d'assurance que de telles opérations seront mises en œuvre et qu'en toute hypothèse il pourra y être mis fin à tout moment et sans préavis.

Les opérations de stabilisation ont pour objet de stabiliser ou de soutenir le prix de marché des actions. Elles sont susceptibles d'affecter le prix de marché des actions et peuvent aboutir à la fixation d'un prix de marché plus élevé que celui qui prévaudrait en leur absence. En cas de mise en œuvre, de telles interventions pourront être réalisées, à tout moment, pendant une période de 30 jours calendaires à compter du jour de la fixation du Prix de l'Offre soit, selon le calendrier indicatif, jusqu'au 1^{er} juillet 2017 (inclus).

L'information des autorités de marché compétentes et du public sera assurée par l'Agent Stabilisateur conformément à l'article 6 du Règlement Délégué. Durant la période de stabilisation, l'Agent Stabilisateur assurera la publication adéquate du détail de toutes les opérations de stabilisation au plus tard à la fin de la septième journée boursière suivant la date d'exécution de ces opérations.

Le Chef de File et Teneur de Livre et le Co-Chef de File et Teneur de Livre pourront effectuer des surallocations dans le cadre de l'Offre à hauteur du nombre d'actions couvertes par l'Option de Surallocation, majoré, le cas échéant, d'un nombre d'actions représentant au maximum 5 % de la taille de l'Offre (hors exercice de l'Option de Surallocation) conformément à l'article 8(b) du Règlement Délégué.

Conformément à l'article 7.1 du Règlement Délégué, les opérations de stabilisation ne peuvent être effectuées à un prix supérieur au Prix de l'Offre.

7 DETENTEURS DE VALEURS MOBILIERES SOUHAITANT LES VENDRE

7.1 PERSONNES OU ENTITES AYANT L'INTENTION DE VENDRE DES TITRES DE CAPITAL OU DES VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL DE LA SOCIETE

Se référer au paragraphe 7.2 ci-dessous.

7.2 NOMBRE D'ACTIONS OFFERTES PAR LES DETENTEURS SOUHAITANT LES VENDRE

A la connaissance de la Société aucun actionnaire n'a l'intention de céder des titres.

7.3 ENGAGEMENTS D'ABSTENTION ET DE CONSERVATION DES TITRES

Engagement d'abstention de la Société

La Société a souscrit envers les PSI Teneurs de Livre un engagement d'abstention à procéder à une quelconque émission, offre ou cession d'actions ou de valeurs mobilières donnant directement ou indirectement accès à des actions de la Société, pendant une durée de 180 jours à compter de la date de règlement-livraison des Actions Nouvelles (ci-après la « **Date de Règlement-Livraison** »). Par exception à ce qui précède, la Société pourra librement réaliser (i) toute opération portant sur les Actions Nouvelles ; (ii) toute opération effectuée dans le cadre d'un programme de rachat d'actions conformément aux dispositions légales et réglementaires ainsi qu'aux règles de marché applicables ; (iii) toute opération portant sur les titres susceptibles d'être émis, offerts ou cédés aux salariés ou mandataires sociaux de la Société dans le cadre de plans à venir, autorisés à la date des présentes ou qui seront autorisés par l'assemblée générale de la Société ; (iv) toute opération portant sur les titres de la Société émis dans le cadre d'une fusion ou d'une acquisition des titres ou des actifs d'une autre entité ; (v) toute opération d'augmentation de capital réalisée par incorporation des réserves, bénéfices ou primes ; et (vi) toute opération portant sur les titres de la Société émis dans le cadre d'une offre publique visant les titres émis par la Société, à la condition que le bénéficiaire de ces titres accepte de reprendre cet engagement pour la durée restant à courir de cet engagement et à la condition que le nombre total de titres de la Société émis dans ce cadre n'excède pas 5 % du capital.

Engagement de conservation pris par tous les actionnaires fondateurs, membres du directoire de la Société, à l'égard du Chef de File et Teneur de Livre et du Co-Chef de File et Teneur de Livre

Les actionnaires fondateurs et membres du directoire, à savoir Messieurs Sébastien Peltier, Jocelyn Pineau et Philippe Charier détenant indirectement à travers les sociétés Djanka Investissement, Financière Eloujon et Cafidel qu'ils contrôlent respectivement, 61,8% du capital de la Société avant la présente Offre, ont souscrit envers Portzamparc Société de Bourse et Invest Securities un engagement de conservation s'appliquant à la totalité des Actions de la Société qu'ils détiennent indirectement au jour du visa sur la présente Note d'Opération (étant précisé qu'ils ne bénéficient par ailleurs d'aucun titre donnant accès au capital de la Société à ce jour), pour une durée expirant à l'issue d'une période de 365 jours calendaires à compter de la date de règlement-livraison des Actions de la Société émises dans le cadre de l'Introduction, étant précisé que sont exclues du champ de ces engagements de conservation (a) toute opération portant sur des actions de la Société dans le cadre d'une offre publique visant les titres de la Société, (b) toute opération portant sur des actions de la Société souscrites dans le cadre de l'Offre ou acquises sur le marché postérieurement à la première cotation des actions de la Société.

Engagement de conservation pris par tous les actionnaires financiers à l'égard du Chef de File et Teneur de Livre et du Co-Chef de File et Teneur de Livre

Sofimac Partners, Poitou Charente Innovation et Nestadio détenant au total, directement ou à travers un ou plusieurs fonds, près de 38,2% du capital de la Société avant la présente Offre, ont souscrit envers Portzamparc Société de bourse et Invest Securities un engagement de conservation s'appliquant à la totalité des actions ordinaires à provenir de la conversion automatique au jour de la 1^{ère} cotation :

- de l'intégralité des actions de préférence qu'ils détiennent au jour du présent visa et,
- de l'intégralité des obligations convertibles qu'ils détiennent au jour du présent visa,

pour une durée expirant à l'issue d'une période de 365 jours calendaires à compter de la date de règlement-

livraison des Actions de la Société émises dans le cadre de l'Introduction, étant précisé que sont exclues du champ de ces engagements de conservation (a) toute opération portant sur des actions de la Société dans le cadre d'une offre publique visant les titres de la Société, (b) toute opération portant sur des actions de la Société souscrites dans le cadre de l'Offre ou acquises sur le marché postérieurement à la première cotation des actions de la Société.

8 DEPENSES LIEES A L'OFFRE

Le produit brut de l'émission sera d'environ 10,0 millions d'euros pouvant être porté à un montant d'environ 11,5 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et à un montant d'environ 13,2 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation (sur la base d'un prix se situant au point médian de la Fourchette Indicative du Prix de l'Offre, soit 10,50 euros).

Les dépenses liées à l'Offre à la charge de la Société sont estimées à environ 1,4 millions d'euros, en l'absence d'exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation et à environ 1,5 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation.

Néanmoins, si le nombre d'Actions Nouvelles souscrites était réduit à 75 % du nombre d'Actions Nouvelles Offertes, le produit brut de l'émission sera d'environ 7,5 millions d'euros et le produit net de l'émission sera d'environ 6,3 millions d'euros (sur la base du prix médian de la Fourchette Indicative du Prix de l'Offre, soit 10,50 euros).

9 DILUTION

9.1 IMPACT DE L'OFFRE SUR LES CAPITAUX PROPRES DE LA SOCIETE

Impact de l'Offre sur les capitaux propres de la Société et sur la base du point médian de la Fourchette Indicative du Prix de l'Offre

(en euros par action)	Capitaux propres ⁽¹⁾ par action ordinaire au 31 décembre 2016	
	Base non diluée	Base diluée ⁽²⁾
Avant l'Offre	0,16 €	0,18 €
Après l'Offre à 100% ⁽³⁾	3,09 €	3,07 €
Après l'Offre en cas d'exercice de la Clause d'Extension ⁽³⁾	3,36 €	3,34 €
Après l'Offre en cas d'exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation ⁽³⁾	3,66 €	3,63 €
Après l'Offre à 75% ⁽³⁾	2,56 €	2,55 €

(1) Etablis conformément aux normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne.

(2) Après prise en compte de la souscription de 42 100 actions nouvelles de la Société susceptibles de résulter de l'exercice de l'intégralité des BSA, seuls instruments dilutifs existants à la date du Prospectus (autres que les OC1 décrites ci-dessous).

(3) Après prise en compte de la conversion automatique de l'intégralité des 647 388 OC1 souscrites en mars 2017 par les fonds SOFIMAC Partners, Poitou Charente Innovation (« PCI »), Nestadio Croissance VI et FIP Pluriel Atlantique (FIP dont la société de gestion Swen Capital a délégué la gestion à SOFIMAC Partners) en 170 498 actions nouvelles de la Société immédiatement avant la première cotation des actions de la Société sur le marché Alternext de Euronext à Paris (étant précisé que le nombre d'actions issues de la conversion a été déterminé sur la base d'un Prix d'Offre égal au point médian de la Fourchette Indicative du Prix de l'Offre minoré d'une décote de 15%).

Depuis le 31 décembre 2016, les capitaux propres n'ont pas été modifiés.

9.2 MONTANT ET POURCENTAGE DE LA DILUTION RESULTANT DE L'OFFRE

Montant et pourcentage de la dilution résultant immédiatement de l'Offre sur la base du nombre d'actions à la date de visa du Prospectus sur la base du point médian de la Fourchette Indicative du Prix de l'Offre

L'incidence de l'Offre sur la participation dans le capital de la Société d'un actionnaire qui détiendrait à la date du Prospectus 1 % du capital social de la Société et ne souscrivant pas à celle-ci (calculs effectués sur la base du nombre d'actions composant le capital de la Société à la date du Prospectus) serait la suivante :

(en euros par action)	Participation de l'actionnaire	
	Base non diluée	Base diluée ⁽¹⁾
Avant l'Offre	1,00%	0,91%
Après l'Offre à 100% ⁽²⁾	0,67%	0,66%
Après l'Offre en cas d'exercice de la Clause d'Extension ⁽²⁾	0,64%	0,64%
Après l'Offre en cas d'exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation ⁽²⁾	0,61%	0,61%
Après l'Offre à 75% ⁽²⁾	0,71%	0,70%

(1) Après prise en compte de la souscription de 42 100 actions nouvelles de la Société sur exercice de l'intégralité des BSA, seuls instruments dilutifs existants à la date du Prospectus (autres que les OC1 décrites ci-dessous).

(2) Après prise en compte de la conversion automatique de l'intégralité des 647 388 OC1 souscrites en mars 2017 par les fonds SOFIMAC Partners, Poitou Charente Innovation (« PCI »), Nestadio Croissance VI et FIP Pluriel Atlantique (FIP dont la société de gestion Swen Capital a délégué la gestion à SOFIMAC Partners) en 170 498 actions nouvelles de la Société immédiatement avant la première cotation des actions de la Société sur le marché Alternext de Euronext à Paris (étant précisé que le nombre d'actions issues de la conversion a été déterminé sur la base d'un Prix d'Offre égal au point médian de la Fourchette Indicative du Prix de l'Offre minoré d'une décote de 15%).

9.3 REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL ET DES DROITS DE VOTE

L'incidence de l'Offre sur la répartition du capital et des droits de vote est présentée dans les tableaux ci-après qui tiennent compte au jour de l'introduction en bourse d'un droit de vote double pour toute action détenue sous forme nominative pendant au moins deux ans, et ce de manière rétroactive à compter de l'assemblée générale mixte du 7 mars 2017, conformément à la décision de cette assemblée générale.

Les calculs réalisés pour l'ensemble des tableaux ci-après sont basés sur un Prix de l'Offre égal au point médian de la Fourchette Indicative de Prix de l'Offre, soit 10,50 € en cas d'Offre souscrite à 100%, exercice intégral de la Clause d'Extension et exercice de l'Option de Surallocation ainsi qu'en cas de limitation de l'Offre à 75%.

9.3.1 REPARTITION DU CAPITAL AVANT ET APRES L'INTRODUCTION

Actionnaires	Avant l'Offre		Après l'Offre - émission limitée à 75% -		Après l'Offre - émission à 100% -		Après l'Offre - émission à 100% + Clause d'Extension -		Après l'Offre - émission à 100% + Clause d'Extension + Option de Surallocation -	
	Nombre d'actions	% du capital	Nombre d'actions ⁽¹⁾	% du capital	Nombre d'actions ⁽¹⁾	% du capital	Nombre d'actions ⁽¹⁾	% du capital	Nombre d'actions ⁽¹⁾	% du capital
Participations indirectes des membres du directoire *	1 410 000	61,78%	1 410 000	44,52%	1 410 000	41,41%	1 410 000	39,74%	1 410 000	37,98%
Djanka Investissement (société contrôlée par Sébastien PELTIER) ⁽²⁾	705 000	30,89%	705 000	22,26%	705 000	20,70%	705 000	19,87%	705 000	18,99%
Financière Eloujon (société contrôlée par Jocelyn PINEAU) ⁽³⁾	352 500	15,45%	352 500	11,13%	352 500	10,35%	352 500	9,94%	352 500	9,50%
Cafidel (société contrôlée par Philippe CHARIER) ⁽⁴⁾	352 500	15,45%	352 500	11,13%	352 500	10,35%	352 500	9,94%	352 500	9,50%
Investisseurs financiers	872 200	38,22%	1 042 698	32,92%	1 042 698	30,62%	1 042 698	29,39%	1 042 698	28,09%
SOFIMAC Partners ⁽⁵⁾	475 100	20,82%	531 906	16,80%	531 906	15,62%	531 906	14,99%	531 906	14,33%
Poitou Charente Innovation ("PCI") ⁽⁶⁾	267 700	11,73%	290 483	9,17%	290 483	8,53%	290 483	8,19%	290 483	7,83%
Nestadio ⁽⁷⁾	129 400	5,67%	163 503	5,16%	163 503	4,80%	163 503	4,61%	163 503	4,40%
FIP Pluriel Atlantique ⁽⁸⁾	-	0,00%	56 806	1,79%	56 806	1,67%	56 806	1,60%	56 806	1,53%
Public		0,00%	714 286	22,55%	952 381	27,97%	1 095 238	30,87%	1 259 523	33,93%
TOTAL	2 282 200	100,00%	3 166 984	100,00%	3 405 079	100,00%	3 547 936	100,00%	3 712 221	100,00%

(*) Membres du directoire non liés par une action de concert

- (1) Tenant compte de la conversion automatique de l'intégralité des 647 388 OC1 souscrites en mars 2017 par les fonds SOFIMAC Partners, Poitou Charente Innovation (« PCI »), Nestadio Croissance VI et FIP Pluriel Atlantique en 170 498 actions nouvelles de la Société immédiatement avant la première cotation des actions de la Société sur le marché Alternext de Euronext à Paris (étant précisé que le nombre d'actions issues de la conversion a été déterminé sur la base d'un Prix d'Offre égal au point médian de la Fourchette Indicative du Prix de l'Offre, diminué d'une décote de 15%).
- (2) Société détenue par Sébastien PELTIER à hauteur de 99,99% du capital et des droits de vote ;
- (3) Société détenue par Jocelyn PINEAU à hauteur de 99,99% du capital et des droits de vote ;
- (4) Société détenue par Philippe CHARIER à hauteur de 99,99% du capital et des droits de vote ;
- (5) A la date du Prospectus, détention des actions et de 215 796 OC1 à travers le fonds le fonds "FCPI Emergence Innovation 1" ;
- (6) A la date du Prospectus, en complément des actions détenues, détention de 86 318 OC1 ;
- (7) A la date du Prospectus, détention des actions à travers deux fonds ("Nestadio CAP 2013" et "Nestadio CAP 2014") et de 86 318 OC1 à travers le fonds "FIP Nestadio Croissance IV" ;
- (8) A la date du Prospectus, détention de 215 796 OC1. FIP dont la société de gestion Swen Capital a délégué la gestion à SOFIMAC Partners.

Dans l'hypothèse d'une émission à 100%, post introduction en bourse, l'exercice de l'intégralité des instruments dilutifs en vie (après conversion automatique des OC1 immédiatement avant la première cotation des actions de la Société) représenterait une dilution additionnelle de 1,24% sur la base du capital après Offre et de 1,22% sur la base du capital dilué après l'Offre.

9.3.2 REPARTITION DES DROITS DE VOTE AVANT ET APRES L'INTRODUCTION

Actionnaires	Avant l'Offre		Après l'Offre - émission limitée à 75% -		Après l'Offre - émission à 100% -		Après l'Offre - émission à 100% + Clause d'Extension -		Après l'Offre - émission à 100% + Clause d'Extension + Option de Surallocation -	
	Nombre de droits de vote	% droits de vote	Nbre droits de vote ⁽¹⁾	% droits de vote	Nbre droits de vote ⁽¹⁾	% droits de vote	Nbre droits de vote ⁽¹⁾	% droits de vote	Nbre droits de vote ⁽¹⁾	% droits de vote
Participations indirectes des membres du directoire *	1 410 000	50,97%	1 410 000	38,62%	1 410 000	36,26%	1 410 000	34,97%	1 410 000	33,60%
Djanka Investissement (société contrôlée par Sébastien PELTIER) ⁽²⁾	705 000	25,49%	705 000	19,31%	705 000	18,13%	705 000	17,49%	705 000	16,80%
Financière Eloujon (société contrôlée par Jocelyn PINEAU) ⁽³⁾	352 500	12,74%	352 500	9,65%	352 500	9,06%	352 500	8,74%	352 500	8,40%
Cafidel (société contrôlée par Philippe CHARIER) ⁽⁴⁾	352 500	12,74%	352 500	9,65%	352 500	9,06%	352 500	8,74%	352 500	8,40%
Investisseurs financiers	1 356 200	49,03%	1 526 698	41,82%	1 526 698	39,26%	1 526 698	37,87%	1 526 698	36,38%
SOFIMAC Partners ⁽⁵⁾	820 800	29,67%	877 606	24,04%	877 606	22,57%	877 606	21,77%	877 606	20,91%
Poitou Charente Innovation ("PCI") ⁽⁶⁾	406 000	14,68%	428 783	11,74%	428 783	11,03%	428 783	10,63%	428 783	10,22%
Nestadio ⁽⁷⁾	129 400	4,68%	163 503	4,48%	163 503	4,20%	163 503	4,06%	163 503	3,90%
FIP Pluriel Atlantique ⁽⁸⁾	-	0,00%	56 806	1,56%	56 806	1,46%	56 806	1,41%	56 806	1,35%
Public		0,00%	714 286	19,56%	952 381	24,49%	1 095 238	27,16%	1 259 523	30,02%
TOTAL	2 766 200	100,00%	3 650 984	100,00%	3 889 079	100,00%	4 031 936	100,00%	4 196 221	100,00%

- (1) Tenant compte de la conversion automatique de l'intégralité des 647 388 OC1 souscrites en mars 2017 par les fonds SOFIMAC Partners, Poitou Charente Innovation (« PCI »), Nestadio Croissance VI et FIP Pluriel Atlantique (FIP dont la société de gestion Swen Capital a délégué la gestion à SOFIMAC Partners) en 170 498 actions nouvelles de la Société immédiatement avant la première cotation des actions de la Société sur le marché Alternext de Euronext à Paris (étant précisé que le nombre d'actions issues de la conversion a été déterminé sur la base d'un Prix d'Offre égal au point médian de la Fourchette Indicative du Prix de l'Offre, diminué d'une décote de 15%).
- (2) Société détenue par Sébastien PELTIER à hauteur de 99,99% du capital et des droits de vote ;
- (3) Société détenue par Jocelyn PINEAU à hauteur de 99,99% du capital et des droits de vote ;
- (4) Société détenue par Philippe CHARIER à hauteur de 99,99% du capital et des droits de vote ;
- (5) A la date du Prospectus, détention des actions et de 215 796 OC1 à travers le fonds le fonds "FCPI Emergence Innovation 1" ;
- (6) A la date du Prospectus, en complément des actions détenues, détention de 86 318 OC1 ;
- (7) A la date du Prospectus, détention des actions à travers deux fonds ("Nestadio CAP 2013" et "Nestadio CAP 2014") et de 86 318 OC1 à travers le fonds "FIP Nestadio Croissance IV" ;
- (8) A la date du Prospectus, détention de 215 796 OC1. FIP dont la société de gestion Swen Capital a délégué la gestion à SOFIMAC Partners.

10 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

10.1 CONSEILLERS AYANT UN LIEN AVEC L'EMISSION

Non applicable.

10.2 AUTRES INFORMATIONS VERIFIEES PAR LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Non applicable.

10.3 RAPPORT D'EXPERT



Non applicable.



10.4 INFORMATIONS CONTENUES DANS LE PROSPECTUS PROVENANT DE TIERCE PARTIE

Non applicable.

10.5 MISE A JOUR DE L'INFORMATION CONCERNANT LA SOCIETE

Dans l'hypothèse d'une émission à 100% réalisée sur la base d'un Prix d'Offre égal au prix médian de la Fourchette Indicative de Prix de l'Offre, les principaux éléments de communication à venir d'ici 2018 envisagés par la Société devraient être les suivants :

Newsflow			VAL-070
	Pré-Diabète	Surpoids/Obésité	Cholestérol
Année 2017	<ul style="list-style-type: none">• Présentation des résultats de l'étude clinique de Phase I/II réalisée sur Totum-63 aux 77^{ème} sessions scientifiques de l'<i>American Diabetes Association</i> (San Diego, États-Unis)• Autorisation des autorités pour le lancement de l'étude clinique de Phase IIb sur Valedia® Puis premières inclusions.• Autorisation des autorités pour le lancement de l'étude clinique de Phase IIc sur Valedia® - Puis premières inclusions• Symposium Valbiotis consacré au pré-diabète et à Valedia® au sein du Congrès de la Société Française de Nutrition	<ul style="list-style-type: none">• Fin des recrutements de l'étude clinique de Phase I/II sur Lipidrive®	<ul style="list-style-type: none">• Fin des recrutements de l'étude clinique de Phase I/II sur VAL-070 Puis résultats de l'étude

Newsflow			VAL-070
	Pré-Diabète	Surpoids/Obésité	Cholestérol
Année 2018	<ul style="list-style-type: none"> • Résultats sur le microbiote intestinal • Fin des recrutements des études cliniques de Phase IIb, IIc et IId • Résultats cliniques de la Phase IIa 	<ul style="list-style-type: none"> • Résultats cliniques de l'étude de Phase I/II • Initiation du développement clinique de Phase II – autorisation des autorités pour le lancement de l'étude / premières inclusions 	<ul style="list-style-type: none"> • Initiation du développement clinique de Phase II – autorisation des autorités pour le lancement de l'étude / premières inclusions